

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2012

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Aperçu des tableaux sommaires	17
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	18
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2011-2012	22
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	30
Agence canadienne de développement international	32
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	33
Centre de recherches pour le développement international	34
Commission de la capitale nationale	34
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	38
Agence canadienne de développement économique du Nord	41
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
43	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	45
Société d'expansion du Cap-Breton	46
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
48	
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	51
Agence canadienne d'inspection des aliments	54
ANCIENS COMBATTANTS	
Ministère	56
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	59
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	63
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	66
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	67
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	70
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	71
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
73	
ENVIRONNEMENT	
Ministère	77
Agence canadienne d'évaluation environnementale	78
Agence Parcs Canada	79
FINANCES	
Ministère	83
INDUSTRIE	
Ministère	89
Agence spatiale canadienne	91
Commission canadienne du tourisme	91
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	92
Conseil national de recherches du Canada	93
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	94
Conseil de recherches en sciences humaines	95
Conseil des normes	96
Statistique Canada	96
JUSTICE	
Service administratif des tribunaux judiciaires	99
Bureau du directeur des poursuites pénales	99
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	103
Conseil des Arts du Canada	106
Société Radio-Canada	106
Musée canadien des civilisations	106
Bibliothèque et Archives du Canada	107
Société du Centre national des Arts	107
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	107
Commission de la fonction publique	108
PÊCHES ET OCÉANS	
110	

Table des matières

Ministères et organismes

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	116
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	118
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	121
Énergie atomique du Canada limitée.....	124
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	124
Office national de l'énergie.....	125
Administration du pipe-line du Nord.....	125
SANTÉ	
Ministère.....	129
Instituts de recherche en santé du Canada.....	131
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	132
Agence de la santé publique du Canada.....	133
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	138
Agence des services frontaliers du Canada.....	139
Service canadien du renseignement de sécurité.....	140
Service correctionnel du Canada.....	141
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	141
Gendarmerie royale du Canada.....	142
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	143
TRANSPORTS	
Ministère.....	147
Marine Atlantique S.C.C.	148
Commission de la capitale nationale.....	149
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	150
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	151
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	152
Via Rail Canada Inc.	152
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Ministère.....	155
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	156
<i>Annexe</i>	
Aperçu.....	158
Postes pour inclusion dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.....	163
Prévisions législatives.....	189
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.....	192
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense.....	196
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor.....	206
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	219
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	227

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État;*
4. *Annexe.*

Objectif et renseignements généraux

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements mis à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont habituellement déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Depuis le printemps 2007, un budget supplémentaire des dépenses est déposé pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (B) est le deuxième budget supplémentaire des dépenses prévu pour l'exercice en cours et sera déposé au Parlement au cours de la période d'octroi des crédits se terminant le 10 décembre 2011.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

Le Budget principal des dépenses 2011-2012, déposé le 1^{er} mars 2011, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 91,8 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 0,1 milliard de dollars en dépenses non budgétaires. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 159,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 0,7 milliard de dollars en recouvrements nets non budgétaires.

Budget principal des dépenses

En raison de la dissolution du Parlement pour la tenue d'une élection générale, le projet de loi de crédits visant à fournir les crédits provisoires n'a pas fait l'objet d'un vote. Par conséquent, des mandats spéciaux au gouverneur général (mandats spéciaux) ont été établis pour assurer le déroulement des activités du gouvernement.

Le Budget principal des dépenses 2011-2012 a été déposé une seconde fois le 3 juin 2011, et la *Loi sur le crédit n° 1 pour 2011-2012* a reçu la sanction royale le 26 juin 2011.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Compte tenu du moment de la dissolution et de la reprise prévue des travaux du Parlement, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2011-2012 ne comportait que les postes devant obtenir une autorisation supplémentaire pour des dépenses ou des subventions nécessaires avant la prochaine période d'octroi des crédits.

Budget supplémentaire des dépenses (A)

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2011-2012, déposé le 8 juin 2011, fournissait des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits budgétaires votés de 2,0 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,2 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprenait des renseignements concernant une augmentation de 0,9 million de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. La *Loi sur le crédit no 2 pour 2011-2012* a reçu la sanction royale le 26 juin 2011.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 4,3 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 4,7 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. Le montant de 4,3 milliards de dollars inclut les fonds qui n'ont pas été utilisés au cours du dernier exercice et qui ont été inclus une seconde fois (reportés) dans la demande visant l'exercice en cours. Ces fonds sont destinés à des initiatives d'envergure dont la mise en œuvre risque d'être retardée pour divers motifs. À titre d'exemple, il convient de citer le montant de 708 millions de dollars pour les projets du Fonds de stimulation de l'infrastructure, 163 millions de dollars pour le Fonds Chantiers Canada – complément de fonds au volet et la somme de 35 millions de dollars pour le programme Infrastructure de loisirs du Canada. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une augmentation de 0,8 milliard de dollars des dépenses législatives prévues.

Présent budget supplémentaire des dépenses

Tableau 1 : Total du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012 (en milliards de dollars)

	Budgétaire ¹	Non budgétaire ²
Crédits votés ³	4,3	0,0
Dépenses législatives ⁴	2,3	(1,4)
Total	6,6	(1,4)

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Points saillants de ce budget supplémentaire des dépenses

Cette section donne un aperçu des principaux postes présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les principaux postes inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigeant l'approbation du Parlement :

Postes votés

Financement pour le Fonds de stimulation de l'infrastructure afin de compléter les projets de construction prêts à être entamés des provinces, des territoires et des municipalités – 708, 6 millions de dollars

Le Fonds de stimulation de l'infrastructure vise à financer des projets d'infrastructure provinciaux, territoriaux et municipaux dans l'optique de stimuler à court terme l'économie grâce à des projets d'infrastructure prêts à être exécutés. Les projets admissibles portent sur la gestion de l'eau et des eaux usées, le transport en commun, l'infrastructure routière, la culture, les parcs et les sentiers ainsi que l'infrastructure des services communautaires. Ces fonds financeront la réalisation des projets approuvés et en cours.

Bureau de l'infrastructure du Canada

708,6 millions de dollars

Fonds pour appuyer les programmes d'énergie propre afin de renforcer l'économie du Canada et d'améliorer sa performance environnementale – 473,5 millions de dollars

Les initiatives en matière d'énergie propre augmentent la production d'énergie propre, améliorent l'efficacité énergétique et réduisent les émissions de gaz à effet de serre et les autres polluants. Ces fonds seront utilisés pour accorder des subventions aux propriétaires qui prennent des mesures d'efficacité énergétique; pour financer des activités de recherche, de développement et de démonstration relatives aux technologies axées sur l'énergie propre, et pour rehausser l'efficacité énergétique par l'établissement de règlements, de normes et d'outils d'information. Les fonds accordés à Affaires indiennes et du Nord canadien seront consacrés à une initiative du programme d'écoÉNERGIE pour les collectivités autochtones et nordiques.

Ressources naturelles

469,7 millions de dollars

Affaires indiennes et du Nord canadien

3,8 millions de dollars

Fonds pour maintenir les prestations supplémentaires en santé (Programme des services de santé non assurés) et pour veiller à ce que les soins cliniques axés sur le client continuent d'être offerts dans les collectivités isolées des Premières nations – 218, 2 millions de dollars

Ce montant sera utilisé pour maintenir les niveaux de service de base du Programme des services de santé non assurés (PSSNA) — un régime d'assurance axé sur la demande qui prévoit une aide financière pour une gamme déterminée de biens et services de santé médicalement nécessaires à 846 000 Inuits et membres des Premières nations admissibles — et aux fins des soins cliniques axés sur le client, afin de continuer d'offrir des services de soins infirmiers et d'urgence 24 heures sur 24, sept jours sur sept dans 138 communautés autochtones éloignées et isolées. Le montant permettra également de couvrir le coût du PSSNA lié à une augmentation du nombre de clients des Premières nations admissibles au programme à la suite de la création récente de la bande de la Première nation mi'kmaq des Qalipu dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Santé

218,2 millions de dollars

Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux – 217, 9 millions de dollars

Ce montant appuiera la réalisation du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, qui réduit la responsabilité financière fédérale à l'égard des sites contaminés et y met un terme à la longue. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral pour qu'ils poursuivent l'évaluation et l'assainissement des sites contaminés et la gestion des risques connexes.

17 organisations

217,9 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement et des programmes en cours comme assurer la production continue d'isotopes, assumer les coûts liés à la réduction progressive des opérations de l'installation de production d'isotopes, mettre en œuvre des projets de mise à niveau en santé et sécurité, investir dans la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits et combler les manques à gagner quant aux projets de remise en état et les coûts de restructuration – 200, 5 millions de dollars

Ce montant permettra à Énergie atomique Canada limitée d'assumer les coûts liés à la production continue d'isotope; à la fermeture progressive des installations de production d'isotopes; à l'exécution de mises à niveau sur le plan de l'infrastructure et des opérations liées à la santé, à la sécurité et à l'environnement; aux manques à gagner des projets de prolongation de la vie des réacteurs; et à la gestion des contraintes opérationnelles.

Énergie atomique du Canada limitée
200,5 millions de dollars

Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, y compris d'autres coûts liés aux règlements extrajudiciaires qui bénéficient directement aux revendicateurs – 179, 4 millions de dollars

En 2006, des fonds avaient été mis de côté dans le cadre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens afin de verser des indemnités aux victimes d'abus graves et de sévices sexuels aux termes du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits. Le montant a été réparti également au cours des six années d'existence de la Convention, étant attendu qu'il pourrait être rajusté pour tenir compte du moment où les demandes sont traitées et du montant des indemnités qui sont versées. Étant donné que le nombre de demandes liées à des abus et que le montant des indemnités versées continuent d'augmenter et dépassent largement les prévisions initiales, Affaires indiennes et Développement du Nord demande un rajustement afin de continuer à traiter les demandes de paiements imposées par les tribunaux.

Affaires indiennes et du Nord canadien
179,4 millions de dollars

Financement pour le Fonds Chantiers Canada, lequel comporte le volet Collectivités visant à répondre aux besoins des petites collectivités en matière de projets d'infrastructure – 163,0 millions de dollars

Dans le cadre du Plan d'action économique, le montant complémentaire du volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada met l'accent sur les projets destinés aux collectivités de moins de 100 000 habitants. Ce montant complémentaire finance les projets dans trois secteurs d'importance nationale : la croissance économique, l'assainissement de l'environnement et des collectivités dynamiques et prospères. Ces fonds financeront la réalisation des projets approuvés et en cours.

Bureau de l'infrastructure du Canada
163,0 millions de dollars

Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables – 149, 5 millions de dollars

Un montant de 149 541 766 \$ est demandé afin de radier 61 791 dettes liées à des prêts directs aux termes du Programme canadien de prêts aux étudiants. Le programme offre une aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire qui en ont besoin. Les montants annulés sont d'anciennes dettes pour lesquelles on a épuisé toutes les tentatives raisonnables permettant de collecter les sommes dues, y compris les possibilités d'aide au remboursement.

Ressources humaines et Développement des compétences
149,5 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour des subventions supplémentaires aux organisations internationales pour répondre aux nouvelles exigences mondiales quant à l'aide au développement, l'aide alimentaire et la nutrition, le développement agricole durable, la recherche et le développement, et l'éducation – 125,0 millions de dollars

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) cherche à obtenir le transfert du financement disponible consacré aux contributions à son programme de subventions, afin de donner à l'ACDI la marge de manœuvre nécessaire pour réagir aux besoins imprévus d'aide alimentaire et humanitaire non alimentaire qui pourraient survenir d'ici la fin de l'exercice, dans le contexte actuel de la crise alimentaire mondiale.

Agence canadienne de développement international
125,0 millions de dollars

Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information

Postes législatifs

Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie 1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces) – 952,1 millions de dollars

Les paiements au titre de la Protection sur les transferts totaux sont versés aux provinces qui, autrement, auraient subi, de 2010-2011 à 2011-2012, une diminution des principaux paiements de transfert provenant du gouvernement fédéral.

Finances
952,1 millions de dollars

Paiement de transition – Terre-Neuve-et-Labrador (Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador) – 536,1 millions de dollars

Ce paiement est le fruit de l'Entente sur les ressources extracôtières de 2005 conclue entre le gouvernement du Canada et Terre-Neuve-et-Labrador, qui prévoit un rajustement provisoire en 2011-2012, si la province ne reçoit pas de paiements de péréquation au cours de cet exercice.

Finances
536,1 millions de dollars

Fonds pour les dépenses directement liées à la dissolution de la Division des réacteurs CANDU d'Énergie atomique du Canada limitée – 284,9 millions de dollars

Ce financement est associé directement au dessaisissement de la Division des réacteurs CANDU, ce qui comprend l'achèvement des projets existants en vue de prolonger la durée de vie utile des réacteurs, l'investissement dans le développement des nouveaux réacteurs et la transition des effectifs.

Énergie atomique du Canada limitée
284,9 millions de dollars

Fonds pour soutenir l'initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec (Programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe) – 275,1 millions de dollars

Les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et du Québec ont été aux prises avec des conditions d'humidité excessive au printemps 2011. Ces provinces ont enregistré des niveaux record de précipitations qui sont tombées sur des terres déjà saturées en raison d'une année pluvieuse en 2010. Un financement d'aide en cas de catastrophe a été accordé aux producteurs pour protéger les pâturages contre des dommages à long terme et compenser les coûts extraordinaires de fourrage et de transport, afin de permettre aux producteurs de conserver leurs troupeaux.

Agriculture et Agroalimentaire
275,1 millions de dollars

Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison d'une révision à la baisse des taux d'intérêt à court-terme prévus – (410 millions de dollars)

Le ministère des Finances détient une autorisation législative pour gérer les coûts d'intérêts sur les emprunts du gouvernement fédéral. La baisse est attribuable à la révision à la baisse des projections relatives au taux d'intérêts.

Finances
(410 millions de dollars)

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la Loi sur le développement des exportations (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (non budgétaire) – (1 594 millions de dollars)

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada, en propriété exclusive du gouvernement du Canada et géré selon des principes commerciaux et de façon autonome sur le plan financier. EDC offre des solutions novatrices en matière de financement, d'assurance et de gestion des risques afin d'aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à accroître leurs activités commerciales internationales. Le Compte du Canada facilite le commerce en appuyant les transactions qui vont au-delà du seuil de risque d'EDC mais qui, d'après le gouvernement, sont dans l'intérêt du public. Cette rectification met en évidence les paiements anticipés versés par Chrysler Canada et l'annulation des transactions prévues. Les fonds remboursés au Compte du Canada sont ensuite versés au Trésor.

Exportation et développement Canada
(1 594 millions de dollars)

Nouveaux crédits et autorisations législatives dans ce budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées à la structure gouvernementale et nouvelles autorisations demandées

En juin 2011, l'article 31.1 (présenté ci-dessous) a été intégré dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* par suite de l'adoption de la *Loi visant le soutien aux aînés vulnérables et le renforcement de l'économie canadienne*.

31.1 Lorsque le gouverneur en conseil prend un décret en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, les sommes affectées — mais non engagées — par toute loi fédérale pour les attributions, ou la responsabilité à l'égard d'un secteur de l'administration publique fédérale, transférées par l'application des articles 2 et 3 de la même loi, sont réputées avoir été affectées, pour ces attributions ou cette responsabilité, au ministère ou au secteur de l'administration publique fédérale à qui elles ont été transférées.

Pour l'application de l'article 31.1, le transfert de responsabilités en vertu de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique* s'accompagne du transfert du pouvoir de dépenser connexe.

Services partagés Canada a été annoncé en août 2011 et créé par un décret pris en vertu de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*. Services partagés Canada deviendra le fournisseur de services de courriels, de données et de réseau pour les ministères et organismes fédéraux. L'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* confère à Services partagés Canada le pouvoir d'engager des dépenses liées à ses attributions. Aucune autorisation du Parlement n'est nécessaire au regard des crédits du présent budget supplémentaire des dépenses.

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Structure

- Commission de la capitale nationale – En vertu du décret C.P. 2011-0583, le ministre des Affaires étrangères, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désigné ministre responsable de l'application de la *Loi sur la capitale nationale*. Cette mesure prend effet le 18 mai 2011.
- Société du Vieux-Port de Montréal inc. – En vertu du décret C.P. 2011-0585, la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désignée à titre de ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Cette mesure prend effet le 18 mai 2011.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Agence canadienne de développement économique du Nord – En vertu du décret C.P. 2011-0586, le ministre de la Santé a été désignée à titre de ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Cette mesure prend effet le 18 mai 2011.
- Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – En vertu du décret C.P. 2011-0588, le ministre des Ressources humaines et Développement des compétences a été désigné à titre de ministre responsable pour le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Cette mesure prend effet le 18 mai 2011.
- Commission de la fonction publique – En vertu du décret C.P. 2011-0796, transfert du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences à la Commission de la fonction publique de l'Unité interne de dotation électronique. Cette mesure prend effet le 1^{er} juillet 2011.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiqués dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Les organisations suivantes demandent des nouveaux crédits votés :

Nouveaux crédits

- Affaires étrangères et Commerce international (Crédit 17b)
- Agence canadienne de développement économique du Nord (Crédits 27b et 29b)
- Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme (Crédits 26b et 28b)
- Citoyenneté et Immigration (Crédit 7b)
- Commission de la capitale nationale (Crédits 52b et 54b)
- Commission de la fonction publique (Crédit 102b)
- Conseil du Trésor (Crédit 15b)
- Ressources humaines et Développement des compétences (Crédit 7b)
- Société du Vieux-Port de Montréal inc. (Crédit 13b)

Les organisations suivantes demandent des modifications au libellé des crédits votés :

Modifications au libellé de crédit

- Affaires étrangères et Commerce international (Crédit 15b)
- Défense nationale (Crédit 1b)
- Finances (Crédit L15b)
- Gendarmerie Royale du Canada (Crédit 45b)

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Nouvelles autorisations législatives

- Agence canadienne de développement international – En vertu de l'article 144 de la *Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007*, un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, d'un montant ne devant pas dépasser 22 926 021 \$
- Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Allocation pour automobile
- Agriculture et Agroalimentaire – Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole/Agri-relance
- Bureau de l'infrastructure du Canada – Fonds de stimulation de l'infrastructure
- Défense nationale – Ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Énergie atomique du Canada limitée – Conformément à l'article 2146 de la *Loi sur l'emploi et la croissance*, pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée
- Finances – Ministre d'État – Allocation pour automobile
- Finances – Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Paiement de transition – Terre-Neuve-et-Labrador (*Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador*)
- Finances – Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Paiement de péréquation – Nouvelle-Écosse (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Finances – Paiements à Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard (Partie I.01 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)
- Industrie – Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir
- Industrie – Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs

TABLEAUX SOMMAIRES

Aperçu des tableaux sommaires

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2011-2012

Tableaux sommaires

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans les budgets des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2011-2012

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	2 615 047 211	107 995 322	2 723 042 533
Agence canadienne de développement international.....	3 434 289 204	10 423 662	3 444 712 866
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	500 000	.....	500 000
Centre de recherches pour le développement international	207 370 244	.....	207 370 244
Commission de la capitale nationale .....	.....	.....	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	7 308 306 191	13 383 010	7 321 689 201
Agence canadienne de développement économique du Nord	44 178 557	931 741	45 110 298
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	296 548 920	3 909 515	300 458 435
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	317 944 780	4 239 841	322 184 621
Société d'expansion du Cap-Breton.....	65 026 000	.....	65 026 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 471 053 332	.....	4 471 053 332
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	2 571 509 163	45 366 844	2 616 876 007
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	719 058 393	25 168 720	744 227 113
ANCIENS COMBATTANTS			
Ministère	3 523 194 699	5 915 183	3 529 109 882
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	1 490 742 185	20 115 400	1 510 857 585
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	7 178 117 291	(1 266 597 549)	5 911 519 742
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	140 688 340	6 283 904	146 972 244
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	28 373 000	.....	28 373 000
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	21 293 330 014	.....	21 293 330 014
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	3 507 908	159 761	3 667 669
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	195 530 017	3 956 932	199 486 949
ENVIRONNEMENT			
Ministère	872 114 042	42 364 233	914 478 275
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	30 006 908	1 139 746	31 146 654
Agence Parcs Canada.....	734 973 654	.....	734 973 654
FINANCES			
Ministère	85 636 775 449	7 696 833	85 644 472 282
INDUSTRIE			
Ministère	1 333 697 912	22 090 139	1 355 788 051
Agence spatiale canadienne	424 616 382	14 414 944	439 031 326
Commission canadienne du tourisme	76 032 802	.....	76 032 802
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	267 402 752	1 700 544	269 103 296
Conseil national de recherches du Canada.....	690 836 076	3 413 062	694 249 138
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 050 120 308	2 125 551	1 052 245 859
Conseil de recherches en sciences humaines	677 548 498	1 013 610	678 562 108
Conseil canadien des normes.....	7 129 000	.....	7 129 000
Statistique Canada.....	741 560 516	30 550 057	772 110 573
JUSTICE			
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	68 133 366	1 245 046	69 378 412
Bureau du directeur des poursuites pénales	172 170 352	6 260 559	178 430 911

	Dépenses budgétaires			Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)				
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
62 487 068	13 914 815	.....	2 799 444 416	.....	.....	.....	.....
(3 402 358)	5 000 000	22 926 021	3 469 236 529	84 279 962	.....	.....	84 279 962
.....	.....	.....	500 000	363 300 000	.....	(1 594 000 000)	(1 230 700 000)
2 175 705	861 700	.....	210 407 649	.....	.....	.....	.....
93 716 605	3 300 000	.....	97 016 605	.....	.....	.....	.....
1 992 479	541 689 363	.....	7 865 371 043	77 803 000	.....	.....	77 803 000
(42 598 212)	.....	.....	2 512 086	.....	.....	.....	.....
(80 921)	21 288 281	.....	321 665 795	.....	.....	.....	.....
1 917 315	12 425 838	2 000	336 529 774	.....	.....	.....	.....
.....	15 097 000	.....	80 123 000	.....	.....	.....	.....
(100 000)	26 274 945	.....	4 497 228 277	.....	.....	.....	.....
(17 418 936)	45 608 847	300 042 000	2 945 107 918	.....	.....	.....	.....
7 730 536	2	.....	751 957 651	.....	.....	.....	.....
175 000	64 101 286	.....	3 593 386 168	.....	.....	.....	.....
10 099 700	53 449 598	.....	1 574 406 883	1	.....	.....	1
(70 845 283)	39 216 892	.....	5 879 891 351	.....	.....	.....	.....
(208 800)	11 620 963	.....	158 384 407	.....	.....	.....	.....
(24 826 375)	.....	.....	3 546 625	.....	.....	.....	.....
(5 750 631)	5 350 225	77 516	21 293 007 124	.....	.....	.....	.....
.....	2 299 803	.....	5 967 472	.....	.....	.....	.....
.....	16 353 451	.....	215 840 400	.....	.....	.....	.....
(275 593)	135 632 664	.....	1 049 835 346	.....	.....	.....	.....
.....	2 100 000	.....	33 246 654	.....	.....	.....	.....
773 500	22 212 165	.....	757 959 319	.....	.....	.....	.....
(6 000)	11 940 846	1 173 759 000	86 830 166 128	20 610 641	1	151 454 000	172 064 642	
(388 965)	74 731 778	250 348 052	1 680 478 916	800 000	.....	.....	800 000
.....	391 363	.....	439 422 689	.....	.....	.....	.....
.....	5 000 000	.....	81 032 802	.....	.....	.....	.....
467 860	8 931 537	.....	278 502 693	.....	.....	.....	.....
626 200	30 201 600	.....	725 076 938	.....	.....	.....	.....
(706 775)	35 925 203	.....	1 087 464 287	.....	.....	.....	.....
(885 729)	20 298 544	.....	697 974 923	.....	.....	.....	.....
.....	500 000	.....	7 629 000	.....	.....	.....	.....
.....	6 034 092	.....	778 144 665	.....	.....	.....	.....
.....	2 481 139	.....	71 859 551	.....	.....	.....	.....
127 190	4 738 905	.....	183 297 006	.....	.....	.....	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Autorisations précédentes	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour
	\$	\$	\$
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	1 143 301 402	11 075 525	1 154 376 927
Conseil des Arts du Canada	181 760 816	.....	181 760 816
Société Radio-Canada	1 074 319 060	.....	1 074 319 060
Musée canadien des civilisations	63 378 730	.....	63 378 730
Bibliothèque et Archives du Canada	112 959 833	3 637 980	116 597 813
Société du Centre national des Arts	35 631 174	.....	35 631 174
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 473 124	485 874	29 958 998
Commission de la fonction publique	97 888 130	4 988 324	102 876 454
PÊCHES ET OCÉANS	1 822 685 252	59 134 258	1 881 819 510
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	45 463 823 568	68 961 688	45 532 785 256
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....	.....	.....	.....
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	3 659 447 430	35 910 376	3 695 357 806
Énergie atomique du Canada limitée	246 631 084	.....	246 631 084
Commission canadienne de sûreté nucléaire	118 263 578	1 428 361	119 691 939
Office national de l'énergie	59 829 450	2 293 084	62 122 534
Administration du pipe-line du Nord	1 328 100	60 150	1 388 250
SANTÉ			
Ministère	3 343 786 619	128 386 666	3 472 173 285
Instituts de recherche en santé du Canada	983 364 192	.....	983 364 192
Agence canadienne de développement économique du Nord .....	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada	622 659 323	21 439 711	644 099 034
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	414 636 514	6 876 680	421 513 194
Agence des services frontaliers du Canada	2 025 002 707	11 244 921	2 036 247 628
Service canadien du renseignement de sécurité	509 032 642	19 404 546	528 437 188
Service correctionnel du Canada	2 981 856 616	112 559 702	3 094 416 318
Commission nationale des libérations conditionnelles	49 234 667	2 428 485	51 663 152
Gendarmerie royale du Canada	2 882 990 342	153 496 938	3 036 487 280
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 469 467	79 708	1 549 175
TRANSPORTS			
Ministère	1 553 103 587	30 158 405	1 583 261 992
Marine Atlantique S.C.C.	200 585 000	.....	200 585 000
Commission de la capitale nationale	110 361 834	.....	110 361 834
Bureau de l'infrastructure du Canada	4 881 172 018	2 094 018	4 883 266 036
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	130 752 000	.....	130 752 000
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 414 660	47 191	1 461 851
VIA Rail Canada Inc.	506 309 000	.....	506 309 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
Ministère	2 581 746 151	130 760 282	2 712 506 433
Société du Vieux-Port de Montréal inc. ....	.....	.....	.....
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses	6 215 501 614	77 780 517	6 293 183 604
Compte des opérations de l'assurance-emploi	20 573 646 752	.....	20 573 646 752
Total	253 366 779 902	.....	253 366 681 375

Nota :

Le montant des autorisations précédentes comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2010-2011 et qui seront dépensés en 2011-2012.

La colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » n'inclut pas les affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) inscrites aux pages 208 à 211 parce qu'elles seront attribuées une fois que la sanction royale à l'octroi des crédits aura été reçue pour le présent budget supplémentaire des dépenses.

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(1 158 096)	165 884 322	.....	1 319 103 153	.....	.....	.....	.....
157 000	1	.....	181 917 817	.....	.....	.....	.....
.....	60 000 000	.....	1 134 319 060	.....	.....	.....	.....
.....	665 000	.....	64 043 730	.....	.....	.....	.....
445 804	1	.....	117 043 618	.....	.....	.....	.....
150 000	1	.....	35 781 175	.....	.....	.....	.....
(27 313 573)	.....	.....	2 645 425	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	102 876 455	.....	.....	.....	.....
(1 101 125)	62 924 365	.....	1 943 642 750	.....	.....	.....	.....
(310 800)	166 224 274	43 800 000	45 742 498 730	816 141 015	.....	.....	816 141 015
27 313 573	2	.....	27 313 575	.....	.....	.....	.....
(441 700)	550 297 550	.....	4 245 213 656	.....	.....	.....	.....
.....	275 511 917	284 856 355	806 999 356	.....	.....	.....	.....
255 000	13 107 396	.....	133 054 335	.....	.....	.....	.....
2 000 000	1	.....	64 122 535	.....	.....	.....	.....
.....	1 700 000	.....	3 088 250	.....	.....	.....	.....
8 475 841	321 845 149	.....	3 802 494 275	.....	.....	.....	.....
543 438	24 949 250	.....	1 008 856 880	.....	.....	.....	.....
42 897 512	2 005 850	.....	44 903 362	.....	.....	.....	.....
793 195	29 873 992	.....	674 766 221	.....	.....	.....	.....
(35 003 356)	24 772 567	.....	411 282 405	.....	.....	.....	.....
(819 714)	40 996 333	.....	2 076 424 247	.....	.....	.....	.....
5 694 835	4 376 260	.....	538 508 283	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	3 094 416 319	.....	.....	.....	.....
.....	440 000	.....	52 103 152	.....	.....	.....	.....
37 769 776	62 327 411	.....	3 136 584 467	.....	.....	.....	.....
480 000	1	.....	2 029 176	.....	.....	.....	.....
(1 863 557)	78 068 491	.....	1 659 466 926	.....	.....	.....	.....
.....	1 500 000	.....	202 085 000	.....	.....	.....	.....
(92 936 605)	.....	.....	17 425 229	.....	.....	.....	.....
.....	990 810 219	181 914 880	6 055 991 135	.....	.....	.....	.....
.....	23 135 000	.....	153 887 000	.....	.....	.....	.....
310 698	1	.....	1 772 550	.....	.....	.....	.....
.....	50 000 000	.....	556 309 000	.....	.....	.....	.....
(5 959 101)	131 370 830	.....	2 837 918 162	.....	.....	.....	.....
24 826 375	1	.....	24 826 376	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	6 293 183 604	(1 951 342 000)	.....	.....	(1 951 342 000)
.....	.....	.....	20 573 646 752	.....	.....	.....	.....
.....	4 321 759 032	2 257 725 824	259 946 166 231	(588 407 381)	1	(1 442 546 000)	(2 030 953 380)	

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2011-2012

Budgets des dépenses précédents

 Budget principal des dépenses

 Budget supplémentaire des dépenses (A).....

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Nota : Le montant du budget principal des dépenses comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2010-2011 et qui seront dépensés en 2011-2012.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires		
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
92 357 868 287	158 981 602 549	251 339 470 836	99 213 643	(687 621 024)	(588 407 381)
2 026 401 314	908 000	2 027 309 314	.....	.....	.....
94 384 269 601	158 982 510 549	253 366 780 150	99 213 643	(687 621 024)	(588 407 381)
4 321 759 032	2 257 725 824	6 579 484 856	1	(1 442 546 000)	(1 442 545 999)
98 706 028 633	161 240 236 373	259 946 265 006	99 213 644	(2 130 167 024)	(2 030 953 380)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	<p>Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 532 311 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 111 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 891 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 587 700 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 328 200 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 138 800 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 118 600 \$ du crédit 20 (Agriculture et Agroalimentaire), de 106 900 \$ du crédit 1 (Santé), de 94 756 \$ du crédit 1 (Transports), de 30 000 \$ du crédit 45 (Sécurité</p>			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
publique et Protection civile) et de 6 000 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 450 677 809	(2 652 868)	6 353 680	1 454 378 621
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 \$ du crédit 15 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	253 713 404	(6 018 000)	1	247 695 405
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de promouvoir la sécurité internationale à l'échelle mondiale; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits et services fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité ainsi que l'autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2010 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 420 047 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 530 921 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 66 968 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	879 829 814	1 017 936	7 561 132	888 408 882
15b Fond renouvelable du Bureau des passeports – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 4(3) de cette Loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à <u>131 204 000 \$, à compter du 1^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada</u>	1	.....	1	2

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
17b Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, incluant les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera – Pour autoriser le virement au présent crédit de 70 140 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> .....	.....	70 140 000	1	70 140 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 990 473	.....	.....	92 990 473
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8))	45 424 000	.....	.....	45 424 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
Total des dépenses budgétaires	2 723 042 533	62 487 068	13 914 815	2 799 444 416
Corporation commerciale canadienne				
20 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 481 540	.....	.....	15 481 540
Total des dépenses budgétaires	15 481 540	.....	.....	15 481 540
Agence canadienne de développement international				
25 Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	211 325 207	.....	.....	211 325 207

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
30b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 958 149 605	(3 402 358)	5 000 000	2 959 747 247
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 047 538	.....	.....	27 047 538
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	248 113 000	.....	.....	248 113 000
(L) En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, d'un montant ne devant pas dépasser 22 926 021 \$ .....	.....	.....	22 926 021	22 926 021
Total des dépenses budgétaires	3 444 712 866	(3 402 358)	27 926 021	3 469 236 529
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses budgétaires	500 000	.....	.....	500 000
Centre de recherches pour le développement international				
45b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 25 (Santé), de 925 926 \$ du crédit 80 (Industrie), de 648 148 \$ du crédit 95 (Industrie), de 175 705 \$ du crédit 40 (Santé), de 74 074 \$ du crédit 75 (Industrie) et de 51 852 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	207 370 244	2 175 705	861 700	210 407 649
Total des dépenses budgétaires	207 370 244	2 175 705	861 700	210 407 649

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission mixte internationale (section canadienne)					
50	Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	8 064 617	.....	.....	8 064 617
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596 943	.....	.....	596 943
	Total des dépenses budgétaires	8 661 560	.....	.....	8 661 560
Commission de la capitale nationale					
52b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 65 157 730 \$ du crédit 40 (Transports), de 450 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	65 937 730	3 070 000	69 007 730
54b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 778 875 \$ du crédit 45 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	27 778 875	230 000	28 008 875
	Total des dépenses budgétaires .....	.....	93 716 605	3 300 000	97 016 605

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0583, le ministre des Affaires étrangères, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désigné ministre responsable de la *Loi sur la capitale nationale*, à compter du 18 mai 2011.

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence canadienne de développement international				
L35 Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 248 113 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	.....	1
L40 Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne la participation à l'augmentation générale du capital des institutions financières internationales en vue de surmonter la crise économique mondiale et de répondre aux besoins à long terme de développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans les Caraïbes, ne doit pas être supérieur, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, à 82 176 248 \$US, soit un montant équivalent, en date du 24 septembre 2010, à 84 279 960 \$CAN	1	.....	.....	1
(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital (non budgétaire)	84 279 960	.....	.....	84 279 960
Total des autorisations non budgétaires	84 279 962	.....	.....	84 279 962
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch.33)	363 300 000	.....	(1 594 000 000)	(1 230 700 000)
Total des autorisations non budgétaires	363 300 000	.....	(1 594 000 000)	(1 230 700 000)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 17	Total
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	417	.....	5 561	.....	5 978
Fonds pour maintenir le déploiement de policiers en Haïti afin de contribuer aux efforts de stabilisation et de reconstruction suivant le tremblement de terre (<i>poste horizontal</i>).....	2 916	.....	.....	.....	2 916
Fonds pour le maintien du Programme de partenariats internationaux en science et technologie.....	300	.....	2 000	.....	2 300
Fonds pour les coûts liés aux litiges commerciaux en vertu du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain	1 960	.....	.....	.....	1 960
Fonds pour les coûts de fonctionnement liés à l'administration des programmes de pensions, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employés recrutés sur place	762	.....	.....	.....	762
Total des crédits à adopter	6 355	.....	7 561	.....	13 916
Transferts					
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Fonds pour les programmes de pensions, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employés recrutés sur place .....	.....	.....	.....	70 140	70 140
Transfert de la Défense nationale (2 112 \$), de l'Agence canadienne de développement international (2 000 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (1 066 \$), d'Agriculture et Agroalimentaire (588 \$), de Sécurité publique et Protection civile (328 \$), du Bureau du Conseil privé (139 \$), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (119 \$), de Santé (107 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (30 \$) et de Finances (6 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	6 319	175	.....	.....	6 494
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (531 \$), de l'Agence canadienne de développement international (420 \$) et d'Environnement (67 \$) – Pour la subvention annuelle du Canada, en tant que pays hôte, au Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	.....	.....	1 018	.....	1 018
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour les révisions des salaires et des avantages sociaux des employés recrutés sur place et pour tenir compte de l'inflation sur les indemnités versées pour service à l'étranger.....	532	.....	.....	.....	532
Transfert de Transports – Pour le transfert du soutien ministériel relatif à la Commission de la capitale nationale en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle le ministre des Affaires étrangères a été désigné ministre responsable de la Commission de la capitale nationale.....	95	.....	.....	.....	95
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour le traitement des applications dans le cadre du programme Expérience internationale Canada....	(2 750)	.....	.....	.....	(2 750)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Crédit 17</u>	<u>Total</u>
Transfert à Citoyenneté et Immigration (7 350 \$), au Service canadien du renseignement de sécurité (5 483 \$) et à Agriculture et Agroalimentaire (209 \$) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(6 849)	(6 193)	.....	.....	(13 042)
Total des transferts	(2 653)	(6 018)	1 018	70 140	62 487
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 702	(6 018)	8 579	70 140	76 403

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	3 500 000	.....
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	1 017 936	.....
Montant total des subventions	4 517 936	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	2 061 132	.....
Programme de partenariats internationaux en science et technologie.....	2 000 000	.....
Montant total des contributions	4 061 132	.....
Total des paiements de transfert	8 579 068	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30	Législatif	Total
Fonds pour des subventions supplémentaires aux organisations internationales pour répondre aux nouvelles exigences mondiales quant à l'aide au développement, l'aide alimentaire et la nutrition, le développement agricole durable, la recherche et le développement, et l'éducation	125 000	.....	125 000
Fonds pour appuyer l'intégration de l'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes	5 000	.....	5 000
Montant brut des crédits à adopter	130 000	.....	130 000
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	125 000	.....	125 000
Total des crédits à adopter	5 000	.....	5 000
Crédits législatifs			
En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, d'un montant ne devant pas dépasser 22 926 021 \$.....	.....	22 926	22 926
Total des rajustements des crédits			27 926
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la subvention annuelle du Canada, en tant que pays hôte au secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	(420)	.....	(420)
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques à Montréal.....	(450)	.....	(450)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour les révisions des salaires et des avantages sociaux des employés recrutés sur place et pour tenir compte de l'inflation sur les indemnités versées pour service à l'étranger	(532)	.....	(532)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(2 000)	.....	(2 000)
Total des transferts	(3 402)	.....	(3 402)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 598	22 926	24 524

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 125 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion des contributions en subventions afin de fournir une aide internationale.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	130 000 000	.....
<u>Autres paiements de transfert</u>		
(L) Paiements à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque en vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique</i> de 2007.....	.....	22 926 021
Montant total brut des paiements de transfert	130 000 000	22 926 021
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	125 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	3 402 358	.....
Montant net des paiements de transfert	1 597 642	22 926 021
<i>Nota</i> : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.		

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

<u>Explication du besoin (en milliers de dollars)</u>	<u>Total</u>
<u>Crédits législatifs</u>	
Rajustements des versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch.33) (non budgétaire)	(1 594 000)
<i>Nota</i> : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds pour soutenir les dépenses de fonctionnement liées à la nomination de Michaëlle Jean à titre d'envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti	862
Transferts	
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada (1 200 \$), du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (1 000 \$) et du Conseil de recherches en sciences humaines (700 \$) – Pour l'initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques	2 900
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada	176
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer les processus d'évaluation par les pairs ayant trait au Fonds d'innovation pour le développement	(900)
Total des transferts	2 176
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 038

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 52	Crédit 54	Total
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	3 070	230	3 300
Transferts			
Transfert de la Commission de la capitale nationale du portefeuille de Transports au portefeuille d'Affaires étrangères et Commerce international en raison de la réorganisation du gouvernement.....	65 158	27 779	92 937
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les coûts de remise en état du Jardin des provinces et des territoires en raison du transfert de la garde de cette propriété.....	450	.....	450
Transfert de la Défense nationale – Pour la construction et l'entretien d'un monument naval commémoratif à Ottawa.....	330	.....	330
Total des transferts	65 938	27 779	93 717
Présent budget supplémentaire des dépenses	69 008	28 009	97 017

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 125 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 056 182 133	918 000	287 667 458	1 344 767 591
5b	Dépenses en capital et :			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	12 194 000	.....	2 783 054	14 977 054
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 765 959 \$ du crédit 10 (Santé), de 230 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 163 520 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 40 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	6 067 688 675	1 074 479	251 238 851	6 320 002 005

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 154 285	.....	.....	71 154 285
(L) Ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	90 415 879	.....	.....	90 415 879
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	2 574 713	.....	.....	2 574 713
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	7 321 689 201	1 992 479	541 689 363	7 865 371 043
Agence canadienne de développement économique du Nord				
25b Dépenses de fonctionnement	13 867 666	(12 541 212)	.....	1 326 454
30b Contributions	30 057 000	(30 057 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 185 632	.....	.....	1 185 632
Total des dépenses budgétaires	45 110 298	(42 598 212)	.....	2 512 086
Commission canadienne des affaires polaires				
35 Dépenses du Programme et contributions.....	990 862	.....	.....	990 862
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 542	.....	.....	78 542
Total des dépenses budgétaires	1 069 404	.....	.....	1 069 404
Institut de la statistique des Premières nations				
40 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Total des dépenses budgétaires	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
45 Dépenses du Programme.....	33 562 282	.....	.....	33 562 282
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	450 000	.....	.....	450 000
Total des dépenses budgétaires	34 012 282	.....	.....	34 012 282

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0586, la ministre de la Santé a été nommée à titre de ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord responsable de l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Greffe du Tribunal des revendications particulières				
50 Dépenses du Programme.....	2 777 072	.....	.....	2 777 072
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	206 823	.....	.....	206 823
Total des dépenses budgétaires	2 983 895	.....	.....	2 983 895

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L20 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des autorisations non budgétaires.....	77 803 000	.....	.....	77 803 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, y compris d'autres coûts liés aux règlements extrajudiciaires qui bénéficient directement aux revendicateurs	179 397	.....	.....	179 397
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	82 821	.....	26 276	109 097
Fonds pour les coûts encourus dans les réserves par des organisations de gestion des urgences provinciales/territoriales ou autres dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences .....	.....	.....	95 429	95 429
Fonds pour le règlement des revendications particulières .....	.....	.....	76 873	76 873
Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou.....	.....	.....	11 693	11 693
Financement pour moderniser, réparer ou remplacer les systèmes de stockage de produits pétroliers essentiels dans les collectivités des Premières nations sous le Programme d'immobilisations et d'entretien .....	.....	.....	10 000	10 000
Fonds pour des changements législatifs et réglementaires visant à améliorer le système de réglementation du Nord et à mettre en œuvre le Programme de surveillance des effets cumulatifs dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.....	7 124	.....	2 555	9 679
Financement pour soutenir les ententes tripartites en éducation avec les Premières nations en Colombie-Britannique et pour la préparation préalable du processus comparabilité en éducation dans les autres provinces grâce au Programme des partenariats en éducation	913	.....	6 452	7 365
Fonds pour l'exécution de programmes et la prestation de services éducationnels, destinés aux communautés des Premières nations participantes pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse .....	.....	.....	6 627	6 627
Fonds pour procéder à l'inscription des personnes admissibles au statut d'Indien en vertu du projet de loi C-3, <i>Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens</i>	6 328	.....	.....	6 328
Fonds pour le Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations afin de mettre en œuvre une approche axée sur la prévention au Manitoba .....	.....	.....	6 000	6 000
Fonds pour mettre en œuvre l'évaluation environnementale régionale de Beaufort.....	3 079	.....	2 300	5 379
Fonds pour mettre en œuvre de l'entente de principe sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest, y compris les activités liées à la négociation et à la mise en œuvre d'un accord définitif sur le transfert des responsabilités	1 515	.....	3 427	4 942
Financement pour appuyer la mise en œuvre de la quatrième version de l'Enquête auprès des peuples autochtones axée sur l'éducation et l'employabilité	169	.....	3 729	3 898
Fonds pour appuyer les programmes d'énergie propre afin de renforcer l'économie du Canada et d'améliorer sa performance environnementale (<i>poste horizontal</i>)	1 110	.....	2 703	3 813
Fonds pour les coûts liés à la phase de conception de la station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique .....	.....	2 783	.....	2 783
Fonds pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur le développement commercial et industriel des Premières nations</i> pour multiplier les avenues de développement économique fondées sur le partenariat et axées sur les possibilités dans les réserves	2 209	.....	.....	2 209
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	923	.....	500	1 423

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour le projet du Système de gestion de l'information du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations.....	1 219	.....	.....	1 219
Fonds pour le renouvellement de l'Entente sur le financement des immobilisations des Naskapis et de l'Entente sur les paiements de transfert pour le financement du fonctionnement et de l'entretien de la collectivité des Naskapis.....	.....	.....	709	709
Fonds pour les règlements extrajudiciaires.....	660	.....	.....	660
Fonds pour l'indemnisation liée au transfert de terre de la Couronne provinciale en conformité avec l'Accord de règlement et d'adhésion de la bande indienne de McLeod Lake au Traité n° 8..	.....	.....	292	292
Fonds pour la mise en œuvre de l'Entente sur l'administration de la justice du Conseil des Tlingit de Teslin.....	.....	.....	252	252
Fonds pour soutenir le gouvernement du Nunavut dans ses efforts visant à renforcer ses pratiques et systèmes de gestion financière.	.....	.....	215	215
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal).....	200	.....	.....	200
Montant brut des crédits à adopter	287 667	2 783	256 032	546 482
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	4 794	4 794
Total des crédits à adopter	287 667	2 783	251 238	541 688
Transferts				
Transfert de Santé – Pour les programmes sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert de services de santé.....	.....	.....	1 554	1 554
Transfert de Pêches et Océans – Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le Programme des garde-pêche et le projet d'English River.....	.....	.....	230	230
Transfert de Santé – Pour soutenir la gouvernance et l'infrastructure en matière de santé des Premières nations Maa-nulth.....	.....	.....	212	212
Transfert de la Défense nationale – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées.....	.....	.....	164	164
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer le processus de gestion intégrée des océans dans la région désignée des Inuvialuit	.....	.....	40	40
Réaffectation interne des ressources – Pour les coûts d'arpentage et les coûts environnementaux liés au règlement de la revendication relative aux droits fonciers issus des traités soumis par la Nation crie de Bigstone.....	1 125	.....	(1 125)	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Afin de sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones.....	(207)	.....	.....	(207)
Total des transferts	918	.....	1 075	1 993
Présent budget supplémentaire des dépenses	288 585	2 783	252 313	543 681

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 793 686 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des exigences réduites en matière de financement pour certains programmes d'éducation des Mi'kmaq en Nouvelle-Écosse (4 501 909 \$); et 291 777 \$ des subventions utilisées pour régler des revendications particulières.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	76 872 747	.....
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	12 402 435	.....
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	6 627 060	.....
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	2 227 388	.....
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	1 806 019	.....
Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	441 940	.....
Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	291 777	.....
Montant total brut des subventions	100 669 366	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	95 429 422	.....
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	16 727 935	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	11 702 787	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	9 711 520	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	6 451 666	.....
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	6 355 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	6 000 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	3 729 320	.....
Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	1 200 000	.....
Contributions visant à améliorer la capacité de gestion financière et les installations de réseaux du gouvernement du Nunavut	215 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	40 000	.....
Montant total brut des contributions	157 562 650	.....
Montant total brut des paiements de transfert	258 232 016	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>4 793 686</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 125 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	252 313 330	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Agence canadienne de développement économique du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Total</u>
Transfert de l'Agence canadienne de développement économique du Nord du portefeuille d'Affaires indiennes et développement du Nord au portefeuille de Santé en raison de la réorganisation du gouvernement.....	(12 541)	(30 057)	(42 598)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	47 862 153	.....	1 621 125	49 483 278
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	247 037 301	(80 921)	19 667 156	266 623 536
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 556 981	.....	.....	5 556 981
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
Total des dépenses budgétaires	300 458 435	(80 921)	21 288 281	321 665 795

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (<i>poste horizontal</i>).....	301	16 492	16 793
Fonds pour renforcer et accroître l'activité économique des zones touchées par la crise forestière pour y créer et maintenir de l'emploi (Initiative ponctuelle de renforcement des économies forestières du Québec).....	.....	10 000	10 000
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 320	.....	1 320
Montant brut des crédits à adopter	1 621	26 492	28 113
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	6 825	6 825
Total des crédits à adopter	1 621	19 667	21 288
Transferts			
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques à Montréal.....	.....	450	450
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la subvention annuelle du Canada, en tant que pays hôte, au Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	.....	(531)	(531)
Total des transferts	.....	(81)	(81)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 621	19 586	21 207

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 6 825 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada.....	16 492 156	.....
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités.....	10 000 000	.....
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions.....	450 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	26 942 156	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	6 825 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	530 921	.....
Montant net des paiements de transfert	19 586 235	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	86 579 985	(2 343 674)	.....	84 236 311
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 343 674 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 1 917 315 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	226 783 293	4 260 989	12 425 838	243 470 120
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 821 343	.....	.....	8 821 343
(L)	Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Allocation pour automobile .....	.....	.....	2 000	2 000
	Total des dépenses budgétaires	322 184 621	1 917 315	12 427 838	336 529 774
Société d'expansion du Cap-Breton					
10b	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	65 026 000	.....	15 097 000	80 123 000
	Total des dépenses budgétaires	65 026 000	.....	15 097 000	80 123 000

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer les priorités de développement économique dans les collectivités du Nouveau Brunswick par l'entremise d'investissements dans des projets communautaires comme l'établissement d'installations multifonctionnelles et de nouvelles infrastructures de loisirs.....	.....	7 000	7 000
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour fournir un soutien accru relativement aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises, particulièrement pour celles de petite et de moyenne taille.....	.....	6 994	6 994
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (poste horizontal).....	.....	3 376	3 376
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada (poste horizontal).....	504	.....	504
Montant brut des crédits à adopter	504	17 370	17 874
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	504	2 600	3 104
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	2 344	2 344
Total des fonds disponibles	504	4 944	5 448
Total des crédits à adopter	.....	12 426	12 426
Crédits législatifs			
Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Allocation pour automobile.....			2
Total des rajustements des crédits			12 428
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour aider à l'organisation et la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax.....	.....	1 917	1 917
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(2 344)	2 344	.....
Total des transferts	(2 344)	4 261	1 917
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 344)	16 687	14 345

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 504 160 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 4 943 674 \$ sont disponibles : 2 600 000 \$ à même le crédit et 2 343 674 \$ du crédit 1 en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises.....	8 911 112	.....
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités.....	7 000 000	.....
Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada.....	3 375 715	.....
Montant total brut des paiements de transfert	19 286 827	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	2 600 000	.....
Montant net des paiements de transfert	16 686 827	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Société d'expansion du Cap-Breton

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter

Crédit 10

Fonds consacrés au respect des obligations à l'égard de l'assainissement de l'environnement et des ressources humaines relativement à d'anciennes mines et d'anciens employés de mines de charbon	15 097
--	---------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 115 942 486 \$ du crédit 5 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 210 166 101	115 842 486	24 392 657	3 350 401 244
5b Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	203 093 769	(115 942 486)	1 882 288	89 033 571
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	460 028 178	.....	.....	460 028 178
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	230 687 768	.....	.....	230 687 768
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	227 000 000	.....	.....	227 000 000
(L) Versements aux provinces en vertu de la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	140 000 000	.....	.....	140 000 000
Total des dépenses budgétaires	4 471 053 332	(100 000)	26 274 945	4 497 228 277

Nota : Le montant des « autorisations à ce jour » pour l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 126 259 844 \$ au crédit 1 et de 51 747 299 \$ au crédit 5 qui a été accordé en 2010-2011 et qui sera dépensé en 2011-2012.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la mise en œuvre et la gestion de mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2011 qui touchent les particuliers, les prestataires, sociétés de fiducie, les entreprises et les organismes de bienfaisance	17 177	1 882	19 059
Fonds pour entreprendre le processus de planification pour l'amélioration du système de traitement de l'impôt sur le revenu des particuliers	6 216	.....	6 216
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 000	.....	1 000
Total des crédits à adopter	24 393	1 882	26 275
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour rectifier les budgets en capital au moment où l'Agence du revenu du Canada a établi son crédit pour dépenses en capital en 2010-2011	115 942	(115 942)	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires	(100)	.....	(100)
Total des transferts	115 842	(115 942)	(100)
Présent budget supplémentaire des dépenses	140 235	(114 060)	26 175

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 208 900 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	756 292 110	(17 418 936)	21 437 422	760 310 596
5	Dépenses en capital.....	34 150 756	.....	34 150 756
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	409 425 666	.....	24 171 425	433 597 091
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	84 309 446	.....	.....	84 309 446
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile.....			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité			
	500 964 000	.....	.....	500 964 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-protection.....			
	452 000 000	.....	.....	452 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole/Agri-relance			
	.....	.....	300 042 000	300 042 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement			
	139 400 000	.....	.....	139 400 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)....			
	106 000 000	.....	.....	106 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité			
	95 452 000	.....	.....	95 452 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement			
	20 089 000	.....	.....	20 089 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>			
	13 111 013	.....	.....	13 111 013
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....			
	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine			
	404 500	.....	.....	404 500
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4).....			
	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel			

	Total des dépenses budgétaires	2 616 876 007	(17 418 936)	345 650 847
				2 945 107 918

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission canadienne du lait				
15 Dépenses du Programme.....	3 930 000	.....	.....	3 930 000
Total des dépenses budgétaires	3 930 000	.....	.....	3 930 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
20b Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 215 136 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	585 377 777	7 096 536	1	592 474 314
25b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 634 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	23 796 195	634 000	1	24 430 196
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 394 985	.....	.....	81 394 985
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	52 158 156	.....	.....	52 158 156
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total des dépenses budgétaires	744 227 113	7 730 536	2	751 957 651
Commission canadienne des grains				
30 Dépenses du Programme.....	35 169 247	.....	.....	35 169 247
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	622 222	.....	.....	622 222
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 001)	.....	.....	(120 001)
Total des dépenses budgétaires	35 671 468	.....	.....	35 671 468

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir un secteur agricole rentable et novateur et une industrie de produits agroalimentaires et agricoles qui prend tous les moyens possibles pour répondre aux besoins du marché et qui contribue à la santé et au bien-être des Canadiens (initiative Cultivons l'avenir).....	.....	39 171	39 171
Fonds pour la biosécurité, la recherche et des solutions à long terme en matière de gestion des risques qui contribueront à la prospérité et à la stabilité du secteur (Initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine).....	.....	15 400	15 400
Fonds pour venir en aide aux éleveurs de bétail aux prises avec une grave pénurie de fourrage en raison de la sécheresse en Alberta et de conditions d'humidité excessive en Saskatchewan et pour le programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe.....	11 857	.....	11 857
Financement pour la mise en œuvre du Fonds de flexibilité pour l'agriculture afin d'aider l'industrie agricole à s'adapter aux pressions et à améliorer sa compétitivité.....	.....	7 700	7 700
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	6 491	.....	6 491
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	5 340	.....	5 340
Fonds pour le secteur canadien des abattoirs et de la transformation des viandes rouges afin de renforcer la compétitivité, d'accroître la productivité du secteur, et de combler le manque de capacité dans certaines régions.....	.....	5 000	5 000
Fonds pour la mise au point d'un système de prestation de services intégré à l'appui du processus de demande, de l'exécution des programmes et du suivi des programmes de subventions et contributions.....	3 454	.....	3 454
Financement pour l'administration de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i> ainsi que le développement et l'utilisation d'un système électronique de gestion de l'information et de prestation des programmes afin de soutenir l'amélioration de l'enregistrement des prêts, la production de rapports et la responsabilité.....	1 995	.....	1 995
Financement afin de développer un service Web de recherche d'information sur les programmes et services fédéraux-provinciaux-territoriaux (projet AgPal).....	1 592	.....	1 592
Fonds pour soutenir la participation du Canada auprès d'organisations internationales, et ce, dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des produits agro-industriels et de l'environnement agricole.....	.....	673	673
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	332	.....	332
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement.....	77	.....	77
Montant brut des crédits à adopter	31 138	67 944	99 082
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	9 700	43 773	53 473
Total des crédits à adopter	21 438	24 171	45 609
Crédits législatifs			
Fonds pour soutenir l'initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec (Programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe).....			275 142
Fonds pour venir en aide aux éleveurs de bétail aux prises avec une grave pénurie de fourrage en raison de la sécheresse en Alberta et de conditions d'humidité excessive en Saskatchewan et pour le programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe.....			24 900
Total des crédits législatifs			300 042
Total des rajustements des crédits			345 651

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Total
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	209	.....	209
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour partager la responsabilité financière en ce qui a trait au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(40)	.....	(40)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour aider l'Organisation mondiale de la santé animale à assurer une expertise canadienne quant aux activités de renforcement des capacités et aux activités régionales, lesquelles contribuent à l'établissement de normes fondées sur la science à l'appui de la sécurité des échanges	(570)	.....	(570)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(588)	.....	(588)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour soutenir l'étude de base nationale relative à Salmonella et Campylobacter chez le poulet à griller (Fonds Agri-flexibilité)	(2 030)	.....	(2 030)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments)	(4 575)	.....	(4 575)
Transfert à Santé – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture)	(9 825)	.....	(9 825)
Total des transferts	(17 419)	.....	(17 419)
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 019	24 171	328 232

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 9 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réaffectation des fonds destinés au programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe pour compenser les paiements législatifs effectués à l'intention des agriculteurs et des éleveurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations en 2011.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 43 773 000 \$ sont disponibles à même le crédit provenant du Fonds Agri-flexibilité qui permet de cibler des mesures qui prennent avantage des nouvelles possibilités et de faire face aux pressions du marché pour compenser les paiements législatifs aux agriculteurs et aux éleveurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations en 2011 (43 100 000 \$) et en raison du réaligement des ressources liées à l'initiative Cultivons l'avenir pour le versement de subventions aux bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales appuyant l'agriculture (673 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	673 000	.....
Montant total brut des subventions	673 000	.....
<u>Contributions</u>		
(L) Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole/Agri-relance .....	.....	300 042 000
Paiements de contributions pour la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – Phase 2	15 400 000	.....
Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs	9 973 368	.....
Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques	9 967 850	.....
Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité du système alimentaire du Canada....	9 959 218	.....
Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement	8 025 484	.....
Programme lié au Fonds Agri-flexibilité	7 700 000	.....
Contributions pour renforcer la compétitivité du secteur canadien des abattoirs et de la transformation des viandes rouges	5 000 000	.....
Contributions pour miser sur les forces du Canada pour réussir sur les marchés nationaux et internationaux	717 200	.....
Contributions pour accélérer le rythme de l'innovation et faciliter l'adoption de nouvelles technologies	528 305	.....
Montant total brut des contributions	67 271 425	300 042 000
Montant total brut des paiements de transfert	67 944 425	300 042 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>43 773 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	24 171 425	300 042 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Total
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments).....	4 575	.....	4 575
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour soutenir l'étude de base nationale relative à Salmonella et Campylobacter chez le poulet à griller (Fonds Agri-flexibilité).....	2 030	.....	2 030
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	634	634
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour aider l'Organisation mondiale de la santé animale à assurer une expertise canadienne quant aux activités de renforcement des capacités et aux activités régionales, lesquelles contribuent à l'établissement de normes fondées sur la science à l'appui de la sécurité des échanges.....	570	.....	570
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour partager la responsabilité financière en ce qui a trait au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	40	.....	40
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(119)	.....	(119)
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 096	634	7 730

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection.....	569 436	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	930 747 458	.....	33 051 286	963 798 744
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 556 168 000	175 000	31 050 000	2 587 393 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41 919 908	.....	.....	41 919 908
(L)	Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4).....	2 000	.....	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	3 529 109 882	175 000	64 101 286	3 593 386 168
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
10	Dépenses du Programme.....	10 157 631	.....	.....	10 157 631
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 604 300	.....	.....	1 604 300
	Total des dépenses budgétaires	11 761 931	.....	.....	11 761 931

ANCIENS COMBATTANTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'allocation d'incapacité exceptionnelle de la subvention Pensions d'invalidité et de décès.....	.....	21 300	21 300
Fonds pour paiements à titre gracieux afin de respecter les engagements du gouvernement à l'égard des essais de l'agent Orange à la BFC de Gagetown en 1966 et 1967.....	20 000	.....	20 000
Fonds pour la mise en œuvre du plan de transformation visant à harmoniser l'exécution des programmes et la prestation des services afin de mieux servir les anciens combattants.....	10 642	.....	10 642
Fonds pour la mise en œuvre des améliorations aux programmes de la Nouvelle Charte des anciens combattants.....	.....	8 500	8 500
Fonds pour le Programme d'aide à l'édification de monuments commémoratifs dans les collectivités pour construire des cénotaphes, des monuments ou d'ajouts à des cénotaphes et à des monuments existants qui commémorent les réalisations et les sacrifices des Canadiens et des Canadiennes en temps de guerre, de conflit armé et de paix.....	.....	1 250	1 250
Fonds pour le projet de rénovation de l'Hôpital Sainte-Anne.....	1 250	.....	1 250
Fonds pour améliorer les services de gestion de cas pour les vétérans grièvement blessés, et les membres de leur famille.....	659	.....	659
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	500	.....	500
Total des crédits à adopter	33 051	31 050	64 101

Transferts

Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer le Projet Mémoire de l'Institut Historica-Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance de perpétuer le souvenir.....	.....	175	175
Présent budget supplémentaire des dépenses	33 051	31 225	64 276

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve.....	21 400 000	.....
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire.....	8 400 000	.....
Montant total des subventions	29 800 000	.....
Contributions		
Programme d'aide à l'édification de monuments commémoratifs.....	1 250 000	.....
Contributions en vertu du Programme des contributions aux partenaires.....	175 000	.....
Montant total des contributions	1 425 000	.....
Total des paiements de transfert	31 225 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 099 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	512 647 597	10 090 398	51 749 542	574 487 537
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	944 970 969	.....	.....	944 970 969
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 4 726 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 1 709 358 \$ dont 1 700 056 \$ pour 2011-2012 relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés afin de radier des prêts liés</i> au Programme des prêts aux immigrants – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 302 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	9 302	1 700 056	1 709 358
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 161 503	.....	.....	53 161 503
(L)	Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	1 510 857 585	10 099 700	53 449 598	1 574 406 883
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
10	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme.....	141 191 982	.....	.....	141 191 982
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 459 481	.....	.....	16 459 481
	Total des dépenses budgétaires	157 651 463	.....	.....	157 651 463

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (non budgétaire).....	1	.....	.....	1
Total des autorisations non budgétaires	1	.....	.....	1

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour appuyer le Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit des soins de santé temporaires aux réfugiés.....	33 303	.....	.....	33 303
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes des visas temporaires (<i>poste horizontal</i>).....	11 701	.....	.....	11 701
Fonds pour la modernisation du système d'immigration et la gestion des arriérés	9 472	.....	.....	9 472
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 500	.....	.....	5 500
Fonds pour le renouvellement du Programme canadien sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre (<i>poste horizontal</i>).....	1 848	.....	.....	1 848
Radiation de prêts aux immigrants non remboursés .....	.....	.....	1 700	1 700
Montant brut des crédits à adopter	61 824	.....	1 700	63 524
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	10 076	.....	.....	10 076
Total des crédits à adopter	51 748	.....	1 700	53 448
Transferts				
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	7 350	.....	.....	7 350
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le traitement des applications dans le cadre du programme Expérience internationale Canada.....	2 750	.....	.....	2 750
Réaffectation des ressources à l'interne – Radiation de prêts aux immigrants non remboursés.....	(9)	.....	9	.....
Total des transferts	10 091	.....	9	10 100
Présent budget supplémentaire des dépenses	61 839	.....	1 709	63 548

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 10 075 800 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des exigences moindres en ce qui a trait à l'application des modifications apportées au Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés, qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique (6 300 000 \$) et des fonds mis de côté pour compenser les pertes de revenus inhérentes aux modifications réglementaires et aux remises des droits (3 775 800 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Secrétariat					
1b	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 74 805 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 70 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	247 321 701	(49 695)	27 742 039	275 014 045
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	8 510 893	.....	.....	8 510 893
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	11 474 853	11 474 853

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
20b Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 452 205 200	(70 795 588)	.....	2 381 409 612
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	385 259 096	.....	.....	385 259 096
30a Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	1 726 406 975	.....	.....	1 726 406 975
33 Report du budget d'immobilisations – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits aux fins du report du budget d'immobilisations de l'exercice précédent	309 916 828	.....	.....	309 916 828
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 801 533	.....	.....	31 801 533
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33)...	20 000	.....	.....	20 000
Total des dépenses budgétaires	5 911 519 742	(70 845 283)	39 216 892	5 879 891 351
École de la fonction publique du Canada				
40 Dépenses du Programme.....	48 666 027	.....	.....	48 666 027
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 739 546	.....	.....	6 739 546
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total des dépenses budgétaires	105 405 573	.....	.....	105 405 573

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commissariat au lobbying				
45 Commissariat au lobbying du Canada – Dépenses du Programme.....	4 600 682	.....	.....	4 600 682
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	444 909	.....	.....	444 909
Total des dépenses budgétaires	5 045 591	.....	.....	5 045 591
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
50 Dépenses du Programme.....	6 634 650	.....	.....	6 634 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	534 960	.....	.....	534 960
Total des dépenses budgétaires	7 169 610	.....	.....	7 169 610

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Géré à l'échelle du ministère		Géré à l'échelle du ministère	Total
	Crédit 1	Crédit 15	Crédit 20	
Fonds destinés à des consultants externes à l'appui de l'Examen stratégique et fonctionnel.....	15 500	.....	.....	15 500
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux.....	.....	11 475	.....	11 475
Fonds pour la Commission sur la réduction de la paperasse afin de fournir des conseils au gouvernement sur la réduction du fardeau en matière d'observation des règlements fédéraux imposé aux entreprises.....	5 601	.....	.....	5 601
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	4 139	.....	.....	4 139
Fonds pour supporter la transition à l'égard de la gestion de l'information et de la technologie au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.....	3 850	.....	.....	3 850
Fonds pour l'établissement et le maintien d'une unité de gestion des litiges, afin de gérer les litiges liés à l'emploi et aux relations de travail et pour les frais relatifs aux litiges ayant trait aux contestations à l'égard des lois sur le travail et l'emploi du secteur public fédéral.....	2 524	.....	.....	2 524
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	492	.....	.....	492
Montant brut des crédits à adopter	32 106	11 475	.....	43 581
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 364	.....	.....	4 364
Total des crédits à adopter	27 742	11 475	.....	39 217
Transferts				
Transfert de l'Agence du revenu du Canada (100 \$) et d'Industrie (75 \$) – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires... ..	175	.....	.....	175
Transfert du Conseil privé – Pour des activités à l'appui de la Conférence des centres de gouvernement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	70	.....	.....	70
Transfert au Conseil national de recherches du Canada (112 \$), à Pêches et Océans (101 \$) et à Environnement (82 \$) – Pour la mise en œuvre de l'initiative du logiciel de gestion de la vérification ministérielle.....	(295)	.....	.....	(295)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international (70 140 \$) et à la Défense nationale (656 \$) – Fonds pour les programmes de pensions, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employés recrutés sur place.....	.....	.....	(70 796)	(70 796)
Total des transferts	(50)	.....	(70 796)	(70 846)
Présent budget supplémentaire des dépenses	27 692	11 475	(70 796)	(31 629)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 364 514 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	131 459 219	(208 800)	11 620 963	142 871 382
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 116 746	.....	.....	15 116 746
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	159 731	.....	.....	159 731
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	146 972 244	(208 800)	11 620 963	158 384 407
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 500 989	.....	.....	6 500 989
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	466 182	.....	.....	466 182
	Total des dépenses budgétaires	6 967 171	.....	.....	6 967 171
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	28 000 713	.....	.....	28 000 713
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 692 884	.....	.....	3 692 884
	Total des dépenses budgétaires	31 693 597	.....	.....	31 693 597
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	30 945 901	.....	.....	30 945 901
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 304 151	.....	.....	5 304 151
(L)	Dépenses d'élections.....	87 304 411	.....	.....	87 304 411
(L)	Traitement du directeur général des élections	274 700	.....	.....	274 700
	Total des dépenses budgétaires	123 829 163	.....	.....	123 829 163
Commissariat aux langues officielles					
20	Dépenses du Programme.....	19 434 793	.....	.....	19 434 793
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 301 139	.....	.....	2 301 139
	Total des dépenses budgétaires	21 735 932	.....	.....	21 735 932

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
25b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 373 000	(24 826 375)	.....	3 546 625
Total des dépenses budgétaires	28 373 000	(24 826 375)	.....	3 546 625
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
30 Dépenses du Programme.....	992 250	.....	.....	992 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 460	.....	.....	125 460
Total des dépenses budgétaires	1 117 710	.....	.....	1 117 710
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
35 Dépenses du Programme.....	2 843 796	.....	.....	2 843 796
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	305 330	.....	.....	305 330
Total des dépenses budgétaires	3 149 126	.....	.....	3 149 126

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0585, la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désignée à titre de ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Cette mesure a pris effet le 18 mai 2011.

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1
Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser (<i>poste horizontal</i>).....	10 559
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	1 007
Fonds pour continuer à appuyer la coordination d'une stratégie de communication pangouvernementale dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.....	983
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	150
Rajustement aux économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des cabinets des ministres et des ministres d'État.....	42
Montant brut des crédits à adopter	12 741
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 120
Total des crédits à adopter	11 621
Transferts	
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour des activités à l'appui de la Conférence des centres de gouvernement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	(70)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(139)
Total des transferts	(209)
Présent budget supplémentaire des dépenses	11 412

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 120 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Programme de contributions pour la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser.....	3 100 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ
Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts

Crédit 25

Transfert de la Société du Vieux-Port de Montréal inc. du portefeuille du Conseil privé au portefeuille de Travaux publics et Services gouvernementaux en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle la ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux a été désignée ministre responsable de la société immobilière du Canada Limitée incluant sa filiale la Société du Vieux-Port de Montréal inc.	(24 826)
--	-----------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	<p>Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 736 337 360 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 430 224 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits <u>et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera</u> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 007 824 \$ du crédit 5 (Défense nationale), 3 181 825 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), 1 200 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), 868 358 \$ du crédit 95 (Industrie), 655 588 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) et 468 000 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>				
	14 964 971 433	47 334 060	5 350 225	15 017 655 718	
5b	Dépenses en capital.....	4 663 662 924	(53 084 691)	4 610 578 233

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	241 678 001	.....	.....	241 678 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	353 304 026	.....	.....	353 304 026
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	1 063 531 774	.....	.....	1 063 531 774
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	.....	.....	77 516	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	5 005 914	.....	.....	5 005 914
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3).....	1 054 026	.....	.....	1 054 026
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	44 400	.....	.....	44 400
Total des dépenses budgétaires	21 293 330 014	(5 750 631)	5 427 741	21 293 007 124
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 362 290	.....	.....	6 362 290
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	623 452	.....	.....	623 452
Total des dépenses budgétaires	6 985 742	.....	.....	6 985 742
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20b Dépenses du Programme.....	3 368 700	.....	2 299 803	5 668 503
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	298 969	.....	.....	298 969
Total des dépenses budgétaires	3 667 669	.....	2 299 803	5 967 472
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
25 Dépenses du Programme.....	2 069 045	.....	.....	2 069 045
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	137 124	.....	.....	137 124
Total des dépenses budgétaires	2 206 169	.....	.....	2 206 169

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontale</i>).....	64 696	.....	.....	64 696
Fonds pour le Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications Canada.....	.....	9 348	.....	9 348
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontale</i>)..	662	.....	.....	662
Montant brut des crédits à adopter	65 358	9 348	.....	74 706
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	14 000	9 348	.....	23 348
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	46 008	.....	.....	46 008
Total des fonds disponibles	60 008	9 348	.....	69 356
Total des crédits à adopter	5 350	.....	.....	5 350
Crédits législatifs				
Fonds pour le traitement et l'allocation pour automobile pour le nouveau Ministre associé.....				78
Total des rajustements des crédits				5 428
Transferts				
Transfert de Travaux Publics et Services gouvernementaux – Pour rembourser la Défense nationale pour le déménagement des employés du Centre de la sécurité des télécommunications Canada des locaux de Travaux publics et Services gouvernementaux à des locaux de la Défense nationale.....	3 182	.....	.....	3 182
Transfert de Pêches et Océans – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres des opérations de la sécurité maritime	1 200	.....	.....	1 200
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	728	.....	.....	728
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Fonds pour les programmes de pensions, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employés recrutés sur place.....	656	.....	.....	656
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (350 \$) et du Conseil de recherches en sciences humaines (140 \$) – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	490	.....	.....	490
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les chaires de recherche industrielles du Collège militaire royal du Canada.....	78	.....	.....	78
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au programme d'appui aux professeurs universitaires.....	40	.....	.....	40
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	46 008	(46 008)	.....	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par les munitions explosives non explosées.....	(164)	.....	.....	(164)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour une étude en épidémiologie sur le taux optimal de plasma et de plaquettes dans les globules rouges	(220)	.....	.....	(220)
Transfert à la Commission de la capitale nationale – Pour la construction et l'entretien d'un monument naval commémoratif à Ottawa.....	.....	(330)	.....	(330)

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à l'Agence Parcs Canada (274 \$), à Pêches et Océans (130 \$) et à Transports (17 \$) – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	(330)	(90)	.....	(420)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour aider à l'organisation et la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax.....	(1 917)	.....	.....	(1 917)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(2 112)	.....	.....	(2 112)
Transfert à Ressources naturelles – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut).....	.....	(2 762)	.....	(2 762)
Transfert à Santé (1 395 \$), à l'Agence de la santé publique du Canada (805 \$), à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (634 \$), à Environnement (325 \$), à Ressources naturelles (295 \$), à la Commission canadienne de sûreté nucléaire (290 \$), au Service canadien du renseignement de sécurité (211 \$), à Transports (150 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (49 \$) et au Conseil national de recherches Canada (46 \$) – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	(305)	(3 895)	.....	(4 200)
Total des transferts	47 334	(53 085)	.....	(5 751)
Présent budget supplémentaire des dépenses	52 684	(53 085)	.....	(323)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 60 007 824 \$ sont disponibles : 14 000 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins relativement au financement des initiatives de publicité (4 000 000 \$) et du report des fonds pour les sites contaminés fédéraux (10 000 000 \$) et 46 007 824 \$ du crédit 5 en raison du report des fonds pour le Centre des opérations de la sûreté maritime (28 245 072 \$) et au report supplémentaire des fonds en capital (17 762 752 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 9 348 151 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds en capital (3 348 151 \$) et des fonds disponibles pour le Centre de formation des Forces canadiennes (6 000 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour l'audience d'intérêt public sur l'Afghanistan et pour une audience d'intérêt public liées à trois enquêtes menées par le Service national des enquêtes des Forces canadiennes.....	2 300

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	48 951 826	.....	2 117 932	51 069 758
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	140 862 000	.....	14 235 519	155 097 519
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 171 123	.....	.....	5 171 123
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Contributions à la Fondation Rick Hansen	4 500 000	.....	.....	4 500 000
Total des dépenses budgétaires	199 486 949	.....	16 353 451	215 840 400

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (<i>poste horizontal</i>).....	362	14 492	14 854
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables pour accroître les activités de développement économique.....	.....	2 238	2 238
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 997	.....	1 997
Fonds pour soutenir la commercialisation, accroître la compétitivité à l'échelle mondiale et favoriser la croissance économique et le développement dans les collectivités de l'Ouest canadien .....	.....	455	455
Montant brut des crédits à adopter	<u>2 359</u>	<u>17 185</u>	<u>19 544</u>
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	241	2 950	3 191
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 118	14 235	16 353

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 241 157 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 950 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour le programme Infrastructure de loisirs Canada.....	14 492 491	.....
Contributions en vertu du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	2 693 028	.....
Montant total brut des paiements de transfert	17 185 519	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>2 950 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	14 235 519	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 81 500 \$ du crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	687 399 840	(638 800)	126 155 164	812 916 204
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	49 107 248	325 000	7 117 500	56 549 748

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 605 175 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	93 398 106	38 207	2 360 000	95 796 313
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 495 565	.....	.....	84 495 565
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires	914 478 275	(275 593)	135 632 664	1 049 835 346
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15b Dépenses du Programme, contributions et, au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	28 274 219	.....	2 100 000	30 374 219
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 872 435	.....	.....	2 872 435
Total des dépenses budgétaires	31 146 654	.....	2 100 000	33 246 654
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	5 051 265	.....	.....	5 051 265
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	439 195	.....	.....	439 195
Total des dépenses budgétaires	5 490 460	.....	.....	5 490 460

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence Parcs Canada				
25b Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 200 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 73 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	575 531 457	773 500	22 212 165	598 517 122
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 942 197	.....	.....	47 942 197
(L) Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total des dépenses budgétaires	734 973 654	773 500	22 212 165	757 959 319

Nota : Le montant des « autorisations à ce jour » pour l'agence Parcs Canada comprend un montant de 44 438 248 \$ au crédit 25 qui a été accordé en 2010-2011 et qui sera dépensé en 2011-2012.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour le renouvellement du Programme réglementaire sur la qualité de l'air (<i>poste horizontal</i>).....	77 248	5 580	1 660	84 488
Fonds pour protéger la santé des Canadiens et l'environnement grâce au renouvellement du Plan de gestion des produits chimiques (<i>poste horizontal</i>).....	24 787	140	200	25 127
Fonds pour assurer l'intégrité de la surveillance météorologique et environnementale de l'infrastructure de superinformatique du gouvernement du Canada.....	9 487	398	.....	9 885
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	6 706	.....	.....	6 706
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	5 141	.....	.....	5 141
Fonds pour réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre liés au transport dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 711	.....	.....	1 711
Fonds pour l'acquisition de biens en capital dans le cadre du programme hydrométrique national et pour permettre le recouvrement de ces coûts auprès des gouvernements provinciaux et territoriaux.....	.....	1 000	.....	1 000
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	950	.....	.....	950
Fonds pour appuyer la construction du Sentier transcanadien.....	.....	.....	500	500
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	126	.....	.....	126
Total des crédits à adopter	126 156	7 118	2 360	135 634
Transferts				
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>..	.....	.....	605	605
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	325	.....	325
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour la mise en œuvre du logiciel de gestion de la vérification ministérielle.....	82	.....	.....	82
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la subvention annuelle du Canada, en tant que pays hôte, au Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.....	.....	.....	(67)	(67)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour appuyer la construction du Sentier transcanadien.....	.....	.....	(500)	(500)
Transfert à Pêches et Océans – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis.....	(720)	.....	.....	(720)
Total des transferts	(638)	325	38	(275)
Présent budget supplémentaire des dépenses	125 518	7 443	2 398	135 359

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions à l'appui des Changements climatiques et de l'air pur	1 660 000	.....
Contributions à l'appui de Gestion des substances et des déchets	200 000	.....
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	605 175	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 465 175	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>66 968</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	2 398 207	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 15
Financement pour le Fonds d'aide financière aux participants pour diriger de façon proactive la consultation auprès des Autochtones dans le cadre d'évaluations environnementales de grands projets de mise en valeur	2 100

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale – Fonds d'aide financière aux participants	2 100 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour l'intervention en cas d'urgence à la suite de désastres naturels et les réparations inattendues aux propriétés au titre de la santé et de la sécurité	16 666
Fonds pour appuyer la construction du Sentier transcanadien.....	5 000
Fonds pour la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812 (<i>poste horizontal</i>).....	4 860
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	2 845
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	484
Fonds pour la Tulita District Benefits Corporation afin d'établir un programme de bourses et pour aider la Société à respecter ses obligations aux termes de l'entente sur les répercussions et les avantages.....	250
Montant brut des crédits à adopter	30 105
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	7 892
Total des crédits à adopter	22 213
Transferts	
Transfert d'Environnement – Pour appuyer la construction du Sentier transcanadien.	500
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	274
Total des transferts	774
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 987

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 7 891 754 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement du financement entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel (7 641 754 \$) et d'une réaffectation à l'interne des fonds de fonctionnement prévus pour les subventions à la Tulita District Benefits Corporation (250 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à la Tulita District Benefits Corporation.....	250 000	.....
Montant total brut des subventions	250 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	6 130 000	.....
Total des paiements de transfert	6 380 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	108 580 268	(6 000)	4 940 846	113 515 114
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	181 416 000	.....	7 000 000	188 416 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 789 809	.....	.....	12 789 809
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile .....	.....	.....	2 000	2 000
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	30 251 000 000	.....	(410 000 000)	29 841 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	26 951 863 000	.....	.....	26 951 863 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	14 658 570 000	.....	.....	14 658 570 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 514 064 000	.....	.....	11 514 064 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 876 083 006	.....	.....	2 876 083 006
(L)	Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	1 880 000 000	.....	.....	1 880 000 000
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement	384 280 000	.....	.....	384 280 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	150 000 000	.....	.....	150 000 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne	130 000 000	.....	.....	130 000 000
(L)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 200 000	.....	.....	51 200 000
(L)	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 148 683	.....	.....	32 148 683
(L)	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)	11 000 000	.....	.....	11 000 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(685 644 000)	.....	(7 953 000)	(693 597 000)

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 112 956 000)	.....	(34 591 000)	(3 147 547 000)
(L) Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	.....	952 107 000	952 107 000
(L) Paiement de transition – Terre-Neuve-et-Labrador (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>) .....	.....	.....	536 121 000	536 121 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	.....	86 390 000	86 390 000
(L) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>) .....	.....	.....	33 695 000	33 695 000
(L) Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	.....	17 988 000	17 988 000
Total des dépenses budgétaires	85 644 472 282	(6 000)	1 185 699 846	86 830 166 128
Vérificateur général				
20 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes obtenues pour compenser les dépenses engagées afin d'assurer pendant l'exercice des services professionnels d'audit aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) ainsi que les audits annuels des états financiers et de gestion et les audits des accords de contribution de l'Organisation internationale du Travail (OIT).....	78 297 061	.....	.....	78 297 061
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 439 256	.....	.....	10 439 256
Total des dépenses budgétaires	88 736 317	.....	.....	88 736 317
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25 Dépenses du Programme.....	10 519 591	.....	.....	10 519 591
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 477 598	.....	.....	1 477 598
Total des dépenses budgétaires	11 997 189	.....	.....	11 997 189
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme.....	53 214 822	.....	.....	53 214 822
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 892 779	.....	.....	3 892 779
Total des dépenses budgétaires	57 107 601	.....	.....	57 107 601

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Bureau du surintendant des institutions financières					
35	Dépenses du Programme.....	910 226	.....	.....	910 226
(L)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	.....	.....	1
	Total des dépenses budgétaires	910 227	.....	.....	910 227
PPP Canada Inc.					
40	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	.....	.....	12 700 000
45	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	275 000 000	.....	.....	275 000 000
	Total des dépenses budgétaires	287 700 000	.....	.....	287 700 000

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
L10	Conformément à l'alinéa 8 c) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$US pour la période couvrant les années 2011-2012 à 2015-2016 et, en ce qui concerne la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, 20 082 471 \$US, et ce, que le montant excède ou non son équivalent de 20 610 640 \$CAN déterminé le 24 septembre 2010	20 610 640	.....	.....	20 610 640
L15b	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 620 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	1	2
(L)	Paiements à l'Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard (Partie I.01 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	.....	151 454 000	151 454 000
	Total des autorisations non budgétaires	20 610 641	.....	151 454 001	172 064 642

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit L15	Total
Fonds pour le programme de financement du Harbourofront Centre.....	.....	7 000	.....	7 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal).....	2 400	.....	.....	2 400
Fonds pour la mise en œuvre continue de la taxe de vente harmonisée, du crédit pour taxe de vente harmonisée et du crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable (poste horizontal).....	1 566	.....	.....	1 566
Financement du Groupe de travail sur l'examen du système de paiement.....	600	.....	.....	600
Fonds pour le projet de réaménagement du site 90 Elgin appartenant à la Couronne.....	375	.....	.....	375
Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2011 et le 31 mars 2012, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à l'Association internationale de développement pour refléter le renflouement triennal.....	.....	.....	.....	.....
Total des crédits à adopter	4 941	7 000	.....	11 941
Crédits législatifs				
Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....				952 107
Paiement de transition – Terre-Neuve-et-Labrador (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....				536 121
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....				86 390
Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire à la Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....				33 695
Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....				17 988
Ministre d'État – Traitement et allocation pour automobile.....				2
Nouvelles prévisions relatives au recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....				(7 953)
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....				(34 591)
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison d'une révision à la baisse des taux d'intérêt à court-terme prévus.....				(410 000)
Total des crédits législatifs				1 173 759
Total des rajustements des crédits				1 185 700
Transferts				
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(6)	.....	.....	(6)
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 935	7 000	.....	1 185 694

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Programme de financement du Harbourfront Centre.....	7 000 000	.....
Autres paiements de transfert		
(L) Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	952 107 000
(L) Paiement de transition – Terre-Neuve-et-Labrador (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	536 121 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	86 390 000
(L) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>).....	33 695 000
(L) Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	17 988 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(7 953 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(34 591 000)
Montant total des autres paiements de transfert	1 583 757 000
Total des paiements de transfert	7 000 000	1 583 757 000

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an - Pour autoriser le virement au présent crédit de 990 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	393 899 446	(8 090 504)	33 478 715	419 287 657
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 641 539 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	7 071 550	8 641 539	582 155	16 295 244
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	710 614 829	(940 000)	40 670 908	750 345 737
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	56 641 597	.....	.....	56 641 597
(L)	Ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture) – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir.....	.....	.....	243 848 052	243 848 052
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36).....	110 000 000	.....	.....	110 000 000
(L)	Contributions à Génome Canada.....	22 500 000	.....	9 400 000	31 900 000
(L)	Subvention à Génome Canada.....	37 400 000	.....	(12 900 000)	24 500 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	16 518 713	.....	.....	16 518 713
(L)	Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs.....	.....	.....	10 000 000	10 000 000
(L)	Subvention au Perimeter Institute for Theoretical Physics.....	1 010 400	.....	.....	1 010 400
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R.C. (1985), ch. S-11).....	50 000	.....	.....	50 000
	Total des dépenses budgétaires	1 355 788 051	(388 965)	325 079 830	1 680 478 916

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence spatiale canadienne				
25b Dépenses de fonctionnement	249 962 947	.....	391 362	250 354 309
30b Dépenses en capital.....	121 344 741	(1 936 000)	.....	119 408 741
35b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 936 000 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	56 223 000	1 936 000	1	58 159 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 500 638	.....	.....	11 500 638
Total des dépenses budgétaires	439 031 326	.....	391 363	439 422 689
Commission canadienne du tourisme				
40b Paiements à la Commission canadienne du tourisme ...	76 032 802	.....	5 000 000	81 032 802
Total des dépenses budgétaires	76 032 802	.....	5 000 000	81 032 802
Commission du droit d'auteur				
45 Dépenses du Programme.....	2 815 245	.....	.....	2 815 245
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	309 644	.....	.....	309 644
Total des dépenses budgétaires	3 124 889	.....	.....	3 124 889
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
50b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 64 860 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 403 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 922 617	467 860	1 431 537	30 822 014
55b Subvention inscrites au Budget des dépenses et contributions	237 067 310	.....	7 500 000	244 567 310
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 113 369	.....	.....	3 113 369
Total des dépenses budgétaires	269 103 296	467 860	8 931 537	278 502 693
Conseil national de recherches du Canada				
60b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 600 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 112 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	387 339 381	(4 467 400)	9 549 600	392 421 581
65b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 248 100 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	41 305 307	293 600	567 000	42 165 907
70b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 800 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	139 650 480	4 800 000	20 085 000	164 535 480
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 953 970	.....	.....	50 953 970
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	75 000 000	.....	.....	75 000 000
Total des dépenses budgétaires	694 249 138	626 200	30 201 600	725 076 938

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
75b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	44 870 232	(44 074)	464 112	45 290 270
80b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 35 000 \$ du crédit 20 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 002 065 627	(662 701)	35 461 091	1 036 864 017
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 310 000	.....	.....	5 310 000
Total des dépenses budgétaires	1 052 245 859	(706 775)	35 925 203	1 087 464 287
Greffé du Tribunal de la concurrence				
85 Dépenses du Programme.....	2 255 182	.....	.....	2 255 182
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 810	.....	.....	168 810
Total des dépenses budgétaires	2 423 992	.....	.....	2 423 992
Conseil de recherches en sciences humaines				
90b Dépenses de fonctionnement	23 947 971	(51 852)	239 284	24 135 403
95b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 437 292 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 245 337 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	651 684 666	(833 877)	20 059 260	670 910 049
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 929 471	.....	.....	2 929 471
Total des dépenses budgétaires	678 562 108	(885 729)	20 298 544	697 974 923
Conseil canadien des normes				
100b Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	500 000	7 629 000
Total des dépenses budgétaires	7 129 000	.....	500 000	7 629 000
Statistique Canada				
105b Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	691 997 812	.....	6 034 092	698 031 904
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 112 761	.....	.....	80 112 761
Total des dépenses budgétaires	772 110 573	.....	6 034 092	778 144 665

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des autorisations non budgétaires	800 000	.....	.....	800 000

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	23 105	.....	.....	23 105
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	.....	.....	21 335	21 335
Fonds dans le cadre du Programme d'accès communautaire pour assurer un soutien aux centres d'accès communautaires situés dans des communautés partout au pays où la population a de la difficulté à avoir accès à Internet.....	737	.....	14 100	14 837
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi.....	520	.....	9 563	10 083
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	3 005	.....	.....	3 005
Fonds pour soutenir l'innovation dans le secteur de l'automobile afin de mettre au point des véhicules plus écologiques et plus économiques.....	.....	.....	2 811	2 811
Fonds pour l'accélération des travaux de réparation et d'entretien dans les établissements d'enseignement postsecondaire (Programme d'infrastructure du savoir).....	2 600	.....	.....	2 600
Fonds pour moderniser PerLe, un service en ligne qui aide les entrepreneurs canadiens à recenser et à obtenir les permis et les licences dont ils ont besoin pour démarrer ou exploiter une entreprise.....	2 537	.....	.....	2 537
Fonds pour appuyer la construction d'un cyclotron pour la production d'isotopes médicaux par le Thunder Bay Regional Research Institute.....	.....	.....	2 000	2 000
Fonds pour favoriser le développement des entreprises et la diversification de l'économie dans le Nord de l'Ontario (FedNor).....	.....	.....	1 900	1 900
Fonds pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur l'équité à la pompe</i>	710	582	.....	1 292
Fonds pour soutenir le Plan d'action Par-delà la frontière, une initiative conjointe Canada-États-Unis visant à améliorer la gestion et la sécurité à la frontière.....	658	.....	.....	658
Fonds pour la mise en œuvre du programme pilote d'adoption des technologies numériques afin d'aider les petites et moyennes entreprises à adopter plus rapidement les technologies de l'information et des communications (<i>poste horizontal</i>).....	500	.....	.....	500
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	53	.....	.....	53
Montant brut des crédits à adopter	34 425	582	51 709	86 716
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	946	.....	11 039	11 985
Total des crédits à adopter	33 479	582	40 670	74 731
Crédits législatifs				
Fonds pour l'accélération des travaux de réparation et d'entretien dans les établissements d'enseignement postsecondaire (Programme d'infrastructure du savoir).....				243 848
Fonds destinés à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs en vue de soutenir et de guider les jeunes entrepreneurs.....				10 000
Nouvelles prévisions quant aux paiements versés à Genome Canada pour soutenir l'avancement des travaux de recherche du Canada dans le domaine de la génomique.....				(3 500)
Total des crédits législatifs				250 348
Total des rajustements des crédits				325 079

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Santé – Pour le développement d’une base de données globale pour les rappels de produits de consommation .....	.....	.....	50	50
Réaffectation des ressources à l’interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d’immobilisation	(8 642)	8 642	.....	.....
Réaffectation des ressources à l’interne – Pour les exigences en matière de fonctionnement liées au programme Partenariat technologique Canada et à l’Initiative stratégique pour l’aérospatiale et la défense	990	.....	(990)	.....
Transfert à l’Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario – Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire	(65)	.....	.....	(65)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires	(75)	.....	.....	(75)
Transfert à l’Agence canadienne de développement économique du Nord – Pour le transfert de la gestion fédérale du réseau Entreprises Canada aux partenaires du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut	(299)	.....	.....	(299)
Total des transferts	(8 091)	8 642	(940)	(389)
Présent budget supplémentaire des dépenses	25 388	9 224	39 730	324 690

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 945 532 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d’économies réalisées à la suite de l’examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 11 039 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d’économies réalisées à la suite de l’examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (5 000 000 \$) et du report de fonds relatif aux avions CSeries de Bombardier attribuable aux retards qu’accuse le programme dans son ensemble (6 039 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
(L) Subvention à Génome Canada .....	.....	(12 900 000)
Subvention à l’Organisation de coopération et de développement économiques	50 000	.....
Montant total brut des subventions	50 000	(12 900 000)
Contributions		
(L) Contributions en vertu du Programme d’infrastructure du savoir .....	.....	243 848 052
Contributions en vertu de l’Initiative stratégique pour l’aérospatiale et la défense	21 335 296	.....
Contributions en vertu du Programme d’accès communautaire	14 100 000	.....
(L) Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs .....	.....	10 000 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Programme d’accès communautaire	9 563 362	.....
(L) Contributions à Génome Canada .....	.....	9 400 000
Contributions en vertu du Programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l’Ontario	3 900 000	.....
Contributions en vertu du Fonds d’innovation pour le secteur de l’automobile	2 811 250	.....
Montant total brut des contributions	51 709 908	263 248 052
Montant total brut des paiements de transfert	51 759 908	250 348 052
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>11 039 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>990 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	39 730 908	250 348 052

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales .....	.....	.....	677	677
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite RADARSAT-1	374	.....	.....	374
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	17	.....	.....	17
Montant brut des crédits à adopter	391	.....	677	1 068
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	677	677
Total des crédits à adopter	391	.....	.....	391
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	.....	(1 936)	1 936	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	391	(1 936)	1 936	391

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 677 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de partenariats pour des investissements dans l'infrastructure qui n'ont pas été développés et du réaligement des ressources des contributions aux subventions, afin d'appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	2 613 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 613 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	677 000	.....
Montant net des paiements de transfert	1 936 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission canadienne du tourisme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour la promotion du centième anniversaire du Stampede de Calgary, qui aura lieu en 2012.....	5 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour appuyer le développement économique et communautaire, l'innovation et la diversification économique dans le Sud de l'Ontario .....	.....	7 500	7 500
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 432	.....	1 432
Total des crédits à adopter	1 432	7 500	8 932
Transferts			
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour assurer une élaboration et une prestation efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux grâce au Conseil régional fédéral de l'Ontario	403	.....	403
Transfert d'Industrie – Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire	65	.....	65
Total des transferts	468	.....	468
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 900	7 500	9 400

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement du Sud de l'Ontario	7 500 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 60	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds pour la mise en œuvre du programme pilote d'adoption des technologies numériques afin d'aider les petites et moyennes entreprises à adopter plus rapidement les technologies de l'information et des communications (<i>poste horizontal</i>).....	2 180	.....	17 190	19 370
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	6 030	.....	.....	6 030
Fonds pour soutenir les efforts de recherche et de développement pour la mise au point d'un vaccin contre le VIH et des technologies connexes (Programme de développement des technologies canadiennes contre le VIH).....	105	.....	2 895	3 000
Fonds pour le renouvellement du Programme réglementaire sur la qualité de l'air (<i>poste horizontal</i>).....	1 099	567	.....	1 666
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	136	.....	.....	136
Total des crédits à adopter	9 550	567	20 085	30 202
Transferts				
Transfert de Ressources naturelles – Pour les investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur..	221	248	.....	469
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour la mise en œuvre de l'initiative du logiciel de gestion de la vérification ministérielle.....	112	.....	.....	112
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	46	.....	46
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des fonds consacrés aux programmes des télescopes internationaux.....	(4 800)	.....	4 800	.....
Total des transferts	(4 467)	294	4 800	627
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 083	861	24 885	30 828

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organismes.....	20 085 000	.....
Contributions aux programmes internationaux de télescope.....	4 800 000	.....
Montant net des paiements de transfert	24 885 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 75	Crédit 80	Total
Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>).....	.....	18 045	18 045
Fonds pour soutenir la recherche avancée et favoriser une collaboration en recherche plus étroite entre les établissements universitaires et le secteur privé.....	324	14 637	14 961
Fonds pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	103	3 871	3 974
Fonds pour appuyer la recherche internationale sur l'incidence des changements climatiques concernant plus particulièrement les populations vulnérables (<i>poste horizontal</i>).....	37	463	500
Montant brut des crédits à adopter	464	37 016	37 480
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 555	1 555
Total des crédits à adopter	464	35 461	35 925
Transferts			
Transfert de Ressources naturelles – Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique.....	30	1 000	1 030
Transfert de la Commission canadienne de sûreté nucléaire – Pour appuyer la recherche nucléaire dans une établissement postsecondaire au Canada.....	.....	35	35
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au Programme d'appui aux professeurs universitaires.....	.....	(40)	(40)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche industrielles du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(78)	(78)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines (245 \$) et aux Instituts de recherche en santé du Canada (58 \$) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	.....	(304)	(304)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(350)	(350)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques.....	(74)	(926)	(1 000)
Total des transferts	(44)	(663)	(707)
Présent budget supplémentaire des dépenses	420	34 798	35 218

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 80 : Des fonds autorisés totalisant 1 555 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources des Réseaux de centres d'excellence au Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	18 044 965	.....
Subventions et bourses.....	16 135 351	.....
Chaires de recherche industrielles dans les collèges	2 903 081	.....
De l'idée à l'innovation pour les collèges et les universités	967 694	.....
Montant total brut des paiements de transfert	38 051 091	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 555 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 697 701</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	34 798 390	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 90</u>	<u>Crédit 95</u>	<u>Total</u>
Fonds pour appuyer la recherche de calibre mondial en sciences humaines et aider à assumer les coûts indirects de la recherche comme les acquisitions de la bibliothèque, le maintien des bases de données de recherche et l'administration financière.....	.....	10 000	10 000
Fonds pour appuyer la recherche de calibre mondial en sciences humaines, comme les activités de partenariat dans des domaines prioritaires, dont l'économie numérique	239	6 730	6 969
Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>).....	.....	3 005	3 005
Fonds pour appuyer la recherche internationale sur l'incidence des changements climatiques concernant plus particulièrement les populations vulnérables (<i>poste horizontal</i>).....	.....	324	324
Total des crédits à adopter	239	20 059	20 298
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive .....	.....	437	437
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	.....	245	245
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(140)	(140)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques	(52)	(648)	(700)
Transfert à la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada .....	.....	(728)	(728)
Total des transferts	(52)	(834)	(886)
Présent budget supplémentaire des dépenses	187	19 225	19 412

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Coûts indirects de la recherche.....	10 000 000	.....
Subventions et bourses.....	7 491 392	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	3 005 160	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	245 337	.....
Montant total brut des paiements de transfert	20 741 889	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 516 506</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	19 225 383	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil canadien des normes

<u>Explication du besoin (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit 100</u>
Crédits à adopter	
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Statistique Canada

<u>Explication du besoin (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit 105</u>
Crédits à adopter	
Fonds pour appuyer l'Initiative d'amélioration de l'Indice des prix à la consommation afin de concevoir une meilleure mesure de la variation des prix au Canada	5 259
Fonds pour la mise en œuvre continue de la taxe de vente harmonisée, du crédit pour taxe de vente harmonisée et du crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable (<i>poste horizontal</i>).....	775
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 034

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	297 449 023	.....	.....	297 449 023
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	395 698 536	.....	.....	395 698 536
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	82 819 986	.....	.....	82 819 986
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	776 045 061	.....	.....	776 045 061
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme.....	21 315 198	.....	.....	21 315 198
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 570 167	.....	.....	2 570 167
	Total des dépenses budgétaires	23 885 365	.....	.....	23 885 365
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme.....	4 302 025	.....	.....	4 302 025
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	414 781	.....	.....	414 781
	Total des dépenses budgétaires	4 716 806	.....	.....	4 716 806
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 653 049	.....	.....	8 653 049
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 536 503	.....	.....	1 536 503
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 032 882	.....	.....	1 032 882

JUSTICE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	451 769 500	.....	.....	451 769 500
Total des dépenses budgétaires	462 991 934	.....	.....	462 991 934
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30b Dépenses du Programme.....	62 231 432	.....	2 481 139	64 712 571
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 146 980	.....	.....	7 146 980
Total des dépenses budgétaires	69 378 412	.....	2 481 139	71 859 551
Bureau du directeur des poursuites pénales				
35b Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 127 190 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	160 094 190	127 190	4 738 905	164 960 285
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 336 721	.....	.....	18 336 721
Total des dépenses budgétaires	178 430 911	127 190	4 738 905	183 297 006
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40 Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme	10 850 194	.....	.....	10 850 194
45 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	23 108 692	.....	.....	23 108 692
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 919 752	.....	.....	3 919 752
Total des dépenses budgétaires	37 878 638	.....	.....	37 878 638
Cour suprême du Canada				
50 Dépenses du Programme.....	23 632 411	.....	.....	23 632 411
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 430 614	.....	.....	2 430 614
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	5 568 300	.....	.....	5 568 300
Total des dépenses budgétaires	31 631 325	.....	.....	31 631 325

JUSTICE

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour les nominations à la magistrature effectives et pour l'application de mesures nécessaires de sécurité au sein des cours fédérales.....	2 481

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour la transition et les ressources ministérielles.....	3 000
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (poste horizontal)</i>	955
Financement pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires Montant brut des crédits à adopter	823
	4 778
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	39
Transferts	
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour soutenir et mettre en œuvre Crimeorg.ca, un site Web national de lutte contre le crime organisé.....	127
Total des crédits à adopter	4 739
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 866

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 39 311 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un rajustement découlant des mesures de limitation des coûts annoncées dans le budget fédéral de 2010.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	198 687 463	(425 804)	7 953 692	206 215 351
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	932 804 044	(732 292)	157 930 630	1 090 002 382
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 790 904	.....	.....	20 790 904
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile.	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8) .	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	.....	.....	182 000
	Total des dépenses budgétaires	1 154 376 927	(1 158 096)	165 884 322	1 319 103 153
Conseil des Arts du Canada					
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 177 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	181 760 816	157 000	1	181 917 817
	Total des dépenses budgétaires	181 760 816	157 000	1	181 917 817
Société Radio-Canada					
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	968 047 060	.....	60 000 000	1 028 047 060
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	102 272 000	.....	.....	102 272 000
	Total des dépenses budgétaires	1 074 319 060	.....	60 000 000	1 134 319 060

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Musée canadien des droits de la personne					
30	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	31 700 000	.....	.....	31 700 000
	Total des dépenses budgétaires	31 700 000	.....	.....	31 700 000
Musée canadien des civilisations					
35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	63 378 730	.....	665 000	64 043 730
	Total des dépenses budgétaires	63 378 730	.....	665 000	64 043 730
Musée canadien de la nature					
40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	28 554 904	.....	.....	28 554 904
	Total des dépenses budgétaires	28 554 904	.....	.....	28 554 904
Musée canadien de l'immigration du Quai 21					
37a	Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	9 974 440	.....	.....	9 974 440
	Total des dépenses budgétaires	9 974 440	.....	.....	9 974 440
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
45a	Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	8 586 168	.....	.....	8 586 168
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 473 124	.....	.....	6 473 124
	Total des dépenses budgétaires	15 059 292	.....	.....	15 059 292
Bibliothèque et Archives du Canada					
50b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	94 493 147	445 804	1	94 938 952
55	Dépenses en capital.....	10 350 000	.....	.....	10 350 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 754 666	.....	.....	11 754 666
	Total des dépenses budgétaires	116 597 813	445 804	1	117 043 618

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Société du Centre national des Arts				
60b Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	35 631 174	150 000	1	35 781 175
Total des dépenses budgétaires	35 631 174	150 000	1	35 781 175
Commission des champs de bataille nationaux				
65 Dépenses du Programme.....	7 520 729	.....	.....	7 520 729
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	407 061	.....	.....	407 061
(L) Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 700 000	.....	.....	1 700 000
Total des dépenses budgétaires	9 627 790	.....	.....	9 627 790
Office national du film				
70 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	67 913 329	.....	.....	67 913 329
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires	67 913 329	.....	.....	67 913 329
Musée des beaux-arts du Canada				
75 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	40 606 120	.....	.....	40 606 120
80 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total des dépenses budgétaires	48 606 120	.....	.....	48 606 120
Musée national des sciences et de la technologie				
85 Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	29 041 340	.....	.....	29 041 340
Total des dépenses budgétaires	29 041 340	.....	.....	29 041 340
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
90b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 755 658	(8 857 151)	.....	898 507
95b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	18 950 000	(18 456 422)	.....	493 578
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 253 340	.....	.....	1 253 340
Total des dépenses budgétaires	29 958 998	(27 313 573)	.....	2 645 425

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0588, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a été nommé à titre de ministre du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission de la fonction publique				
100b Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling – Pour autoriser le virement au présent crédit provenant du crédit 102, une affectation réputée en vertu de l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	88 284 852	543 528	1	88 828 381
102b Dépenses de fonctionnement*	543 528	(543 528)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 048 074	.....	.....	14 048 074
Total des dépenses budgétaires	102 876 454	.....	1	102 876 455
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
105 Dépenses du Programme.....	13 038 818	.....	.....	13 038 818
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 330 189	.....	.....	1 330 189
Total des dépenses budgétaires	14 369 007	.....	.....	14 369 007
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
110 Dépenses du Programme.....	5 119 678	.....	.....	5 119 678
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	576 919	.....	.....	576 919
Total des dépenses budgétaires	5 696 597	.....	.....	5 696 597
Greffes du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
115 Dépenses du Programme.....	1 726 200	.....	.....	1 726 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 400	.....	.....	194 400
Total des dépenses budgétaires	1 920 600	.....	.....	1 920 600
Téléfilm Canada				
120 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 667 144	.....	.....	105 667 144
Total des dépenses budgétaires	105 667 144	.....	.....	105 667 144

* En vertu de l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du décret C.P. 2011-0796 entré en vigueur le 1^{er} juin 2011, la somme de 543 528 \$ est réputée avoir été affectée au crédit 102 de la Commission de la fonction publique, ce qui a pour effet de réduire d'autant le montant du crédit 1 de Ressources humaines et Développement des compétences, prévu par la *Loi de crédits n 1 de 2011-2012*.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la création du Fonds des médias du Canada pour s'assurer que les Canadiens ont accès à des émissions canadiennes à la télévision et sur d'autres plateformes numériques.....	450	99 550	100 000
Fonds pour les Connexions culturelles pour la jeunesse autochtone afin de soutenir la participation à la vie communautaire des jeunes Autochtones vivant en milieu urbain.....	1 938	22 740	24 678
Fonds accordé au Fonds du Canada pour les périodiques visant à soutenir la création et l'accès aux magazines et aux journaux non quotidiens canadiens.....	240	14 760	15 000
Fonds pour la Programme d'accueil afin d'appuyer la contribution du gouvernement du Canada au budget des immobilisations des Jeux pan américains et parapan américains de 2015 à Toronto.....	.....	13 455	13 455
Fonds pour l'Initiative des langues autochtones afin de soutenir les communautés autochtones dans la préservation de leurs langues.....	56	4 925	4 981
Fonds pour la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812 (<i>poste horizontal</i>).....	2 339	2 500	4 839
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 700	.....	2 700
Fonds pour les revenus tirés des alliances avec le secteur privé et des activités commerciales découlant d'Expo 2010 et de son contrat conclu avec le Cirque du Soleil et que le ministère a déposé auprès du Trésor.....	231	.....	231
Total des crédits à adopter	7 954	157 930	165 884
Transferts			
Transfert d'Affaires Indiennes et du Nord Canadien – Afin de sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones.....	.....	207	207
Transfert du Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts.....	20	.....	20
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour collaborer à une étude de recherche sur l'état actuel et futur de la diffusion des arts au Canada.....	.....	(50)	(50)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.....	.....	(127)	(127)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'édition 2011 du festival biennal "Zones théâtrales" dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec.....	.....	(150)	(150)
Transfert à Anciens Combattants – Pour appuyer le Projet Mémoire de l'Institut du Historica-Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance de perpétuer le souvenir.....	.....	(175)	(175)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.....	.....	(437)	(437)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour financer l'acquisition et la conservation de films conformément à la composante relative à la préservation et à l'accès de la Politique canadienne du long métrage.....	(446)	.....	(446)
Total des transferts	(426)	(732)	(1 158)
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 528	157 198	164 726

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions en vue de soutenir les périodiques canadiens au moyen du Fonds du Canada pour les périodiques	14 760 000	.....
Subventions à l'appui du Programme célébration et commémoration.....	2 000 000	.....
Montant total brut des subventions	16 760 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada.....	99 550 000	.....
Contributions à l'appui du Programme des Autochtones	27 665 128	.....
Contributions au Programme d'accueil des jeux	13 455 502	.....
Contributions à l'appui du Programme célébration et commémoration	500 000	.....
Montant total brut des contributions	141 170 630	.....
Montant total brut des paiements de transfert	157 930 630	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>732 292</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	157 198 338	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 10
Transfert de Patrimoine canadien – Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.	127
Transfert de Patrimoine canadien – Pour collaborer à une étude de recherche sur l'état actuel et futur de la diffusion des arts au Canada.....	50
Transfert à Patrimoine canadien – Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts.....	(20)
Présent budget supplémentaire des dépenses	157

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour permettre de renforcer et de revitaliser la programmation offerte à la télévision, à la radio et sur d'autres plateformes.....	60 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812 (<i>poste horizontal</i>).....	665

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 50
Transfert de Patrimoine canadien – Pour financer l'acquisition et la conservation de films conformément à la composante relative à la préservation et à l'accès de la Politique canadienne du long métrage	446

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 60
Transfert de Patrimoine canadien – Pour l'édition 2011 du festival biennal «Zones théâtrales» dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec	150

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 90	Crédit 95	Total
Transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme du portefeuille de Patrimoine canadien au portefeuille de Ressources humaines et Développement des compétences en raison de la restructuration du gouvernement.	(8 857)	(18 456)	(27 313)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 100</u>	<u>Crédit 102</u>	<u>Total</u>
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour virer les crédits réputés avoir été affectés à la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique connu sous le nom d'Unité de dotation électronique.....	544	(544)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
1b Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 720 300 \$ du crédit 1 (Environnement), de 101 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 22 750 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 266 642 148	2 578 845	40 051 864	1 309 272 857
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	349 604 985	.....	22 872 500	372 477 485
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 055 205 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	127 653 239	(3 679 970)	1	123 973 270
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	137 841 622	.....	.....	137 841 622
(L) Ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires	1 881 819 510	(1 101 125)	62 924 365	1 943 642 750

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour l'aide accordée à la suite des tempêtes extraordinaires survenue dans le Canada atlantique, au Québec et au Manitoba en 2010.....	31 557	11 362	.....	42 919
Fonds pour soutenir la construction d'un port pour petits bateaux à Pangnirtung au Nunavut	178	11 510	.....	11 688
Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser (<i>poste horizontal</i>).....	5 315	.....	.....	5 315
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	5 169	.....	.....	5 169
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	2 273	.....	.....	2 273
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	2 130	.....	.....	2 130
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>)	855	.....	.....	855
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs à la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causées par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversement de pétrole	777	.....	.....	777
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	512	.....	.....	512
Fonds pour apporter des modifications au Traité sur le saumon du Pacifique qui visent une diminution des limites des prises de saumons du Pacifique afin de répondre aux préoccupations du Canada et des États-Unis quant à la conservation	131	.....	.....	131
Montant brut des crédits à adopter	48 897	22 872	.....	71 769
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 845	.....	.....	3 845
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	5 000	.....	.....	5 000
Total des fonds disponibles	8 845	.....	.....	8 845
Total des crédits à adopter	40 052	22 872	.....	62 924
Transferts				
Transfert d'Environnement – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis	720	.....	.....	720
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	30	.....	100	130
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour la mise en œuvre du logiciel de gestion de la vérification ministérielle.....	101	.....	.....	101
Transfert de Transports – Pour l'atelier sur la connaissance de la situation dans le secteur maritime canadien.....	23	.....	.....	23
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	5 000	.....	(5 000)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets dans le cadre du Programme des ports pour petits bateaux	(714)	.....	714	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(639)	.....	639	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(552)	.....	552	.....

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques)....	(150)	.....	150	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord Canadien – Pour appuyer le processus de gestion intégrée des océans dans la région désignée des Inuvialuit.....	(40)	.....	.....	(40)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord Canadien – Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le Programme des garde-pêche et le projet d'English River .....	.....	.....	(230)	(230)
Transfert à Environnement – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>..	.....	.....	(605)	(605)
Transfert à la Défense nationale – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres des opérations de la sécurité maritime.....	(1 200)	.....	.....	(1 200)
Total des transferts	2 579	.....	(3 680)	(1 101)
Présent budget supplémentaire des dépenses	42 631	22 872	(3 680)	61 823

Explication des fonds disponibles (dollars)

Des fonds autorisés totalisant 8 844 724 \$ sont disponibles: 3 844 724 \$ à même le crédit 1 et 5 000 000 \$ du crédit 10 en raison d'économies réalisées dans le cadre de l'examen stratégique annoncé dans le budget fédéral de 2011.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de subvention pour le dessaisissement de ports pour petits bateaux.....	203 900	.....
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	139 000	.....
Montant total brut des subventions	342 900	.....
Contributions		
Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	552 311	.....
Contributions à l'appui du Programme de contributions aux ports pour petits bateaux	510 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	499 994	.....
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	150 000	.....
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	100 000	.....
Montant total brut des contributions	1 812 305	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 155 205	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>5 835 175</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(3 679 970)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :			
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public;			
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail;			
	(iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral;			
	(iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;			
	(v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ;			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an*			
	707 527 412	(403 000)	9 684 803	716 809 215
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 100 \$ du crédit 10 (Santé) et de 46 100 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	1 861 298 807	92 200	6 997 705	1 868 388 712
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 61 791 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 149 541 766 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants			
	.....	.....	149 541 766	149 541 766

* En vertu de l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du décret C.P. 2011-0796 entré en vigueur le 1^{er} juillet 2011, la somme de 543 528 \$ est réputée avoir été affectée au crédit 102 de la Commission de la fonction publique, ce qui a pour effet de réduire d'autant le montant du crédit 1 de Ressources humaines et Développement des compétences, prévu par la *Loi de crédits n° 1 de 2011-2012*.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249 272 705	.....	.....	249 272 705
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	29 162 214 653	.....	.....	29 162 214 653
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	8 429 823 187	.....	.....	8 429 823 187
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 660 000 000	.....	.....	2 660 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	660 000 000	.....	.....	660 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	554 315 000	.....	.....	554 315 000
(L) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	534 282 332	.....	.....	534 282 332
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	450 356 813	.....	.....	450 356 813
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	76 000 000	.....	.....	76 000 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	56 200 000	.....	.....	56 200 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	51 000 000	.....	.....	51 000 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	45 300 000	.....	.....	45 300 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	37 700 000	.....	43 800 000	81 500 000
(L) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	.....	.....	6 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	5 218 598	.....	.....	5 218 598
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	4 231	.....	.....	4 231
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(14 065 514)	.....	.....	(14 065 514)
Total des dépenses budgétaires	45 532 785 256	(310 800)	210 024 274	45 742 498 730
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	12 283 300	.....	.....	12 283 300
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 604 867	.....	.....	1 604 867
Total des dépenses budgétaires	13 888 167	.....	.....	13 888 167
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15a Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 161 923 000	.....	.....	2 161 923 000
(L) Logement des Premières nations	908 000	.....	.....	908 000
Total des dépenses budgétaires	2 162 831 000	.....	.....	2 162 831 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 973 214	.....	.....	1 973 214
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	184 981	.....	.....	184 981
Total des dépenses budgétaires	2 158 195	.....	.....	2 158 195
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	4 958 301	.....	.....	4 958 301
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 156 531	.....	.....	1 156 531
Total des dépenses budgétaires	6 114 832	.....	.....	6 114 832

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
26b Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 857 151 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	8 857 151	1	8 857 152
28b Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 456 422 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	18 456 422	1	18 456 423
Total des dépenses budgétaires	27 313 573	2	27 313 575

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0588, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a été nommé à titre de ministre du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011.

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	816 141 015	.....	.....	816 141 015
Total des autorisations non budgétaires	816 141 015	.....	.....	816 141 015
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11).....	(1 951 342 000)	.....	.....	(1 951 342 000)
Total des autorisations non budgétaires	(1 951 342 000)	.....	.....	(1 951 342 000)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables.....	.....	.....	149 542	149 542
Financement pour le Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones, qui est une approche globale axée sur les propositions, d'un programme de projets qui favorise la participation accrue des Autochtones dans de grandes possibilités économiques en partenariat avec le secteur privé, les organisations Autochtones, les gouvernements provinciaux et les territoires.....	.....	24 895	.....	24 895
Fonds pour l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, laquelle soutient les travailleurs âgés en chômage des communautés touchées par des réductions importantes d'effectif ou des fermetures, en offrant des programmes visant à les réintégrer au marché du travail.....	.....	11 755	.....	11 755
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	9 500	.....	.....	9 500
Fonds pour appuyer les contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situées au Canada dans lesquels on offre des services et des programmes mettant en valeur l'intégration des personnes handicapées par le biais du Fonds pour l'accessibilité.....	.....	6 500	.....	6 500
Fonds pour le programme Nouveaux Horizons pour les aînés qui accorde des fonds à des organisations afin que les aînés puissent profiter de la qualité de vie qu'offre leur collectivité et y contribuer, en menant une vie active et en participant à des activités sociales.....	.....	5 000	.....	5 000
Financement pour le Fonds pour les compétences et les partenariats afin d'accroître la participation des Autochtones au marché du travail canadien en veillant à ce que les Premières nations, les Inuits et les Métis occupent des emplois viables et intéressants.....	.....	4 500	.....	4 500
Fonds pour les programmes territoriaux de l'Administration régionale Kativik afin de respecter les obligations du gouvernement du Canada en vertu de l'article 29.0.25 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	.....	4 100	.....	4 100
Fonds pour la mise en œuvre de la mesure budgétaire 2011 visant à bonifier le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu.....	2 613	.....	.....	2 613
Financement pour l'évaluation et la reconnaissance en temps opportun des qualifications professionnelles acquises à l'étranger, et ce, grâce au Cadre pancanadien d'évaluation et de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger.....	.....	2 500	.....	2 500
Fonds pour les subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	.....	2 450	.....	2 450
Fonds pour mettre en œuvre les dispositions relatives au transfert et au report prospectif annoncées dans le Budget 2010, et ce, à titre d'éléments du Programme canadien pour l'épargne-invalidité, ainsi que l'approbation définitive de projet modifié qui découle du Budget 2010.....	2 436	.....	.....	2 436
Fonds pour appuyer le Programme de médiation préventive afin que plus d'employeurs et de syndicats puissent bénéficier des services de médiation préventive.....	448	.....	.....	448
Montant brut des crédits à adopter	14 997	61 700	149 542	226 239
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 312	54 702	.....	60 014
Total des crédits à adopter	9 685	6 998	149 542	166 225

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs

Augmentation des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance.....	43 800
Total des rajustements des crédits	210 025

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Transfert de Santé (46 \$) et de l'Agence de la santé publique du Canada (46 \$) – Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement de la norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail .....	.....	92	.....	92
Transfert à l'Agence de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Pour assurer une élaboration et une prestation efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux grâce au Conseil régional fédéral de l'Ontario	(403)	.....	.....	(403)
Total des transferts	(403)	92	.....	(311)
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 282	7 090	149 542	209 714

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 312 256 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 54 701 898 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	.....	43 800 000
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	5 000 000	.....
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	2 450 000	.....
Montant total brut des subventions	7 450 000	43 800 000

Contributions

Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	33 495 009	.....
Contributions pour aider les travailleurs âgés sans emploi dans les collectivités ayant un taux de chômage élevé et/ou affectées par des compressions de personnel	11 754 594	.....
Contribution pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situées au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du fonds pour l'accessibilité	6 500 000	.....
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires de l'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	2 500 000	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	92 200	.....
Montant total brut des contributions	54 341 803	.....
Montant total brut des paiements de transfert	61 791 803	43 800 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>54 701 898</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	7 089 905	43 800 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 26</u>	<u>Crédit 28</u>	<u>Total</u>
Transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme du portefeuille de Patrimoine canadien au portefeuille de Ressources humaines et Développement des compétences en raison de la restructuration du gouvernement	8 857	18 456	27 313

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	14 355 523	.....
<u>Contributions</u>		
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	4 100 899	.....
Total des paiements de transfert	18 456 422	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 111 289 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	735 252 263	(3 087 411)	100 432 549	832 597 401
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 3 057 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	19 892 000	3 645 711	1	23 537 712
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 267 522 960	(1 000 000)	449 865 000	1 716 387 960
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 743 067	.....	.....	58 743 067
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	1 423 982 000	.....	.....	1 423 982 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	179 663 000	.....	.....	179 663 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	6 825 000	.....	.....	6 825 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	3 695 357 806	(441 700)	550 297 550	4 245 213 656
Énergie atomique du Canada limitée					
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	246 631 084	.....	275 511 917	522 143 001
(L)	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée.....	.....	.....	284 856 355	284 856 355
	Total des dépenses budgétaires	246 631 084	.....	560 368 272	806 999 356

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 290 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	27 885 497	255 000	13 107 396	41 247 893
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	3 488 454	.....	.....	3 488 454
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>			
	88 317 988	.....	.....	88 317 988
	119 691 939	255 000	13 107 396	133 054 335
Office national de l'énergie				
25b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>			
	55 023 916	2 000 000	1	57 023 917
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	7 098 618	.....	.....	7 098 618
	62 122 534	2 000 000	1	64 122 535
Administration du pipe-line du Nord				
30b	Dépenses du Programme.....			
	1 263 150	.....	1 700 000	2 963 150
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	125 100	.....	.....	125 100
	1 388 250	.....	1 700 000	3 088 250

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer les programmes d'énergie propre afin de renforcer l'économie du Canada et d'améliorer sa performance environnementale (<i>poste horizontal</i>)	71 902	.....	397 765	469 667
Fonds pour appuyer le programme de promotion de l'innovation en foresterie et le programme d'expansion des perspectives commerciales afin de soutenir la transformation de l'industrie forestière	7 251	.....	52 100	59 351
Fonds pour assumer les dépenses de fonctionnement pour la gestion de la restructuration d'Énergie atomique du Canada limitée.....	11 720	.....	.....	11 720
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	.....	6 000
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	3 700	.....	.....	3 700
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>)	1 848	.....	.....	1 848
Fonds à l'appui du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, dans le cadre de la dépollution des déchets radioactifs de faible activité dans la région de Port Hope * .....	.....	.....	1 170	1 170
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	304	.....	.....	304
Montant brut des crédits à adopter	102 725	.....	451 035	553 760
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	181	.....	1 170	1 351
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	2 111	.....	.....	2 111
Total des fonds disponibles	2 292	.....	1 170	3 462
Total des crédits à adopter	100 433	.....	449 865	550 298

* Un montant de 530 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut).....	.....	2 762	.....	2 762
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	295	.....	295
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'initiative de la région de Port Hope.....	(2 700)	2 700	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	2 111	(2 111)	.....	.....
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour les investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur.....	(469)	.....	.....	(469)
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique.....	(30)	.....	(1 000)	(1 030)
Transfert à l'Office national de l'énergie – Pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique.....	(2 000)	.....	.....	(2 000)
Total des transferts	(3 088)	3 646	(1 000)	(442)
Présent budget supplémentaire des dépenses	97 345	3 646	448 865	549 856

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 292 589 \$ sont disponibles : 181 300 \$ à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés aux dépenses de fonctionnement relativement au réalignement des investissements dans des activités de recherche, de développement et de démonstration en des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur et 2 111 289 \$ du crédit 5 en raison du report des fonds liés à la réinstallation et au renouvellement du Laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 170 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des obligations plus faibles aux termes des ententes actuelles de contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés à l'élimination des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope <i>(Les fonds d'un montant de 530 000 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor)</i>	1 170 000	.....
Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation - habitations	386 630 000	.....
Montant total brut des subventions	387 800 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions à l'appui de l'Initiative écoÉNERGIE sur l'innovation	9 130 000	.....
Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE sur l'efficacité énergétique	1 805 000	.....
Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les carburants de remplacement	200 000	.....
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	38 300 000	.....
Programme de contribution à l'expansion des perspectives commerciales	13 800 000	.....
Montant total brut des contributions	63 235 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	451 035 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 170 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	448 865 000	.....

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 15	Législatif	Total
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement et des programmes en cours comme assurer la production continue d'isotopes, assumer les coûts liés à la réduction progressive des opérations de l'installation de production d'isotopes, mettre en œuvre des projets de mise à niveau en santé et sécurité, investir dans la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits et combler les manques à gagner quant aux projets de remise en état et les coûts de restructuration *	200 512	.....	200 512
Fonds pour les dépenses liées à la transition des effectifs **	75 000	.....	75 000
Total des crédits à adopter	275 512	.....	275 512
Crédits législatifs			
Fonds pour les dépenses liées à la dissolution de la Division des réacteurs CANDU d'Énergie atomique du Canada limitée.....	.....	284 856	284 856
Présent budget supplémentaire des dépenses	275 512	284 856	560 368

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 170 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste.

** Un montant de 1 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour faire face à la charge de travail accrue liée aux titulaires de permis exemptés du paiement des droits et des activités réglementaires à coûts non recouvrables	10 990
Fonds pour des services de réglementation	2 117
Total des crédits à adopter	13 107
Transferts	
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	290
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer la recherche nucléaire dans un établissement postsecondaire au Canada	(35)
Total des transferts	255
Présent budget supplémentaire des dépenses	13 362

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 25
Transfert de Ressources naturelles – Pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique	2 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Administration du pipe-line du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour mener des activités de consultation, principalement avec les groupes autochtones pouvant être touchés par le projet de Foothills Pipe Lines	1 700

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions pour les consultations avec des groupes autochtones et autres sur le projet de Foothills Pipe Lines	1 530 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 825 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 860 580 536	5 668 100	279 992 776	2 146 241 412
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 394 800 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	32 666 506	1 394 800	3 600 000	37 661 306
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 444 698 166	1 412 941	38 252 373	1 484 363 480
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 150 561	.....	.....	134 150 561
(L)	Ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	3 472 173 285	8 475 841	321 845 149	3 802 494 275
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme	10 422 425	.....	.....	10 422 425
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	628 554	.....	.....	628 554
	Total des dépenses budgétaires	11 050 979	.....	.....	11 050 979
Instituts de recherche en santé du Canada					
20b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 900 000 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	50 007 434	915 000	909 250	51 831 684

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Instituts de recherche en santé du Canada				
25b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé), de 300 000 \$ du crédit 50 (Santé), de 220 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 58 438 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	928 064 897	(371 562)	24 040 000	951 733 335
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 291 861	.....	.....	5 291 861
Total des dépenses budgétaires.....	983 364 192	543 438	24 949 250	1 008 856 880
Agence canadienne de développement économique du Nord				
27b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 541 212 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 299 300 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	12 840 512	308 094	13 148 606
29b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 057 000 \$ du crédit 30 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	30 057 000	1 697 756	31 754 756
Total des dépenses budgétaires.....	.....	42 897 512	2 005 850	44 903 362
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
30 Dépenses du Programme.....	4 081 724	.....	.....	4 081 724
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	609 984	.....	.....	609 984
Total des dépenses budgétaires.....	4 691 708	.....	.....	4 691 708
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
35 Dépenses du Programme.....	11 181 641	.....	.....	11 181 641
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 076 486	.....	.....	1 076 486
Total des dépenses budgétaires.....	12 258 127	.....	.....	12 258 127
Agence de la santé publique du Canada				
40b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	387 288 953	64 295	27 276 580	414 629 828
45b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	26 275 212	500 000	1 597 412	28 372 624

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0586, la ministre de la Santé, a été nommée à titre de ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord responsable de l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence de la santé publique du Canada				
50b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 575 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	196 320 663	228 900	1 000 000	197 549 563
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 214 206	.....	.....	34 214 206
Total des dépenses budgétaires	644 099 034	793 195	29 873 992	674 766 221

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour maintenir les prestations supplémentaires en santé (Programme des services de santé non assurés) et pour veiller à ce que les soins cliniques axés sur le client continuent d'être offerts dans les collectivités isolées des Premières nations	180 213	.....	38 031	218 244
Fonds pour protéger la santé des Canadiens et l'environnement grâce au renouvellement du Plan de gestion des produits chimiques (<i>poste horizontal</i>).....	61 032	3 400	.....	64 432
Fonds pour le renouvellement du Programme réglementaire sur la qualité de l'air (<i>poste horizontal</i>).....	25 413	200	.....	25 613
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	.....	6 000
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	3 722	.....	.....	3 722
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 708	.....	222	1 930
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	1 900	.....	.....	1 900
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	5	.....	.....	5
Total des crédits à adopter	279 993	3 600	38 253	321 846
Transferts				
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture)	9 825	.....	.....	9 825
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	1 395	.....	1 395
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer la réalisation des activités du Plan d'action pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées des Premières nations par les conseils tribaux et les collectivités des Premières nations	(4 000)	.....	4 000	.....
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement d'une norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail.....	.....	.....	(46)	(46)
Transfert à Industrie – Pour le développement d'une base de données globale pour les rappels de produits de consommation	(50)	.....	.....	(50)
Transfert à l'Agence de santé publique du Canada – Pour appuyer la création de ressources en matière d'activité physique à l'intention des Autochtones .....	.....	.....	(75)	(75)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir l'amélioration à long terme de la santé mentale dans les réserves et à l'extérieur des réserves.....	.....	.....	(100)	(100)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(107)	.....	.....	(107)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour établir une chaire de recherche pour le traitement de l'autisme et/ou les soins connexes .....	.....	.....	(200)	(200)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir la gouvernance et l'infrastructure en matière de santé des Premières nations Maa-nulth .....	.....	.....	(212)	(212)

SANTÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer les propositions relatives à l'atteinte d'un poids santé au sein des collectivités canadiennes.....	.....	.....	(400)	(400)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les programmes sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert de services de santé .....	.....	.....	(1 554)	(1 554)
Total des transferts	5 668	1 395	1 413	8 476
Présent budget supplémentaire des dépenses	285 661	4 995	39 666	330 322

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	11 056 091	.....
Contributions aux Prestations supplémentaires en santé des Premières nations et des Inuits .	31 196 282	.....
Montant total brut des paiements de transfert	42 252 373	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>2 587 059</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	39 665 314	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour la Stratégie de recherche axée sur le patient et le Programme ouvert de subventions de fonctionnement	909	14 000	14 909
Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>).....	.....	10 226	10 226
Fonds pour appuyer la recherche internationale sur l'incidence des changements climatiques concernant plus particulièrement les populations vulnérables (<i>poste horizontal</i>).....	.....	700	700
Montant brut des crédits à adopter	909	24 926	25 835
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	886	886
Total des crédits à adopter	909	24 040	24 949
Transferts			
Transfert du Centre de recherches pour le développement international – Pour appuyer le processus d'évaluation par les pairs ayant trait au Fonds d'innovation pour le développement.....	900	.....	900
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour financer les synthèses de connaissances sur l'activité physique, les comportements sédentaires et la santé.....	.....	300	300
Transfert de la Défense nationale – Pour une étude en épidémiologie sur le taux optimal de plasma et de plaquettes dans les globules rouges .....	.....	220	220
Transfert de Santé – Pour établir une chaire de recherche pour le traitement de l'autisme et/ou les soins connexes.....	.....	200	200
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les partenariats entre les collèges les universités et les entreprises locales canadiennes afin d'accroître l'innovation au sein de la communauté et/ou à l'échelle régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	.....	58	58
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour permettre à des experts d'analyser diverses questions de santé, y compris mais non limité à la santé des populations maternelle et infantile et les soins de santé .....	.....	50	50
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour financer les Cafés scientifiques ou des activités similaires liées à des déterminants sociaux pour la santé.....	15	.....	15
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques.....	.....	(1 200)	(1 200)
Total des transferts	915	(372)	543
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 824	23 668	25 492

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 886 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation du financement de la subvention de catégorie des Réseaux de centres d'excellence.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	15 528 438	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	10 226 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	25 754 438	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	886 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	1 200 000	.....
Montant net des paiements de transfert	23 668 438	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence canadienne de développement économique du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 27	Crédit 29	Total
Fonds en appui à la mise en œuvre d'un nouveau programme d'éducation de base des adultes habitant dans le Nord.....	308	1 676	1 984
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (poste horizontal).....	.....	22	22
Total des crédits à adopter	308	1 698	2 006
Transferts			
Transfert de l'Agence canadienne de développement économique du Nord du portefeuille d'Affaires indiennes et du Nord canadien au portefeuille de Santé en raison de la réorganisation du gouvernement	12 541	30 057	42 598
Transfert d'Industrie – Pour le transfert de la gestion fédérale du Réseau Entreprises Canada aux partenaires du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut....	299	.....	299
Total des transferts	12 840	30 057	42 897
Présent budget supplémentaire des dépenses	13 148	31 755	44 903

Paiements de transfert (dollars)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	18 257 000	.....
Paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique.....	9 500 000	.....
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	2 300 000	.....
Contributions à l'appui de l'éducation de base des adultes dans les territoires canadiens	1 675 956	.....
Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada	21 800	.....
Total des paiements de transfert	31 754 756	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Crédit 50	Total
Fonds pour le ravitaillement à court terme de la Réserve nationale d'antiviraux.....	16 020	.....	.....	16 020
Fonds pour assurer l'approvisionnement en vaccins afin de lutter contre une pandémie de grippe.....	7 800	.....	.....	7 800
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	1 869	.....	.....	1 869
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 512	.....	.....	1 512
Fonds pour la construction du Centre de recherche sur les maladies infectieuses JC Wilt qui fourniront des laboratoires supplémentaires pour la recherche et le développement de vaccins.....	.....	1 160	.....	1 160
Fonds pour la prévention des blessures dans les sports et les loisirs chez les enfants et les jeunes.....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux.....	.....	437	.....	437
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	75	.....	.....	75
Total des crédits à adopter	27 276	1 597	1 000	29 873
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	305	500	.....	805
Transfert de Santé – Pour appuyer les propositions relatives à l'atteinte d'un poids santé au sein des collectivités canadiennes....	.....	.....	400	400
Transfert de Santé – Pour soutenir l'amélioration à long terme de la santé mentale dans les réserves et à l'extérieur des réserves.....	.....	.....	100	100
Transfert de Santé – Pour appuyer la création de ressources en matière d'activité physique à l'intention des Autochtones.....	.....	.....	75	75
Transfert aux Instituts de recherche en Santé du Canada – Pour financer les Cafés scientifiques ou des activités similaires liées à des déterminants sociaux pour la santé.....	(15)	.....	.....	(15)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement de la norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail.....	.....	.....	(46)	(46)
Transfert aux Instituts de recherche en Santé du Canada – Pour permettre à des experts d'analyser diverses questions de santé, y compris mais non limité à la santé des populations maternelle et infantile et les soins de santé.....	(50)	.....	.....	(50)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada.....	(176)	.....	.....	(176)
Transfert aux Instituts de recherche en Santé du Canada – Pour financer les synthèses de connaissances sur l'activité physique, les comportements sédentaires et la santé.....	.....	.....	(300)	(300)
Total des transferts	64	500	229	793
Présent budget supplémentaire des dépenses	27 340	2 097	1 229	30 666

SANTÉ
Agence de la santé publique du Canada

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	1 575 000	.....
Montant total brut des contributions	1 575 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>346 100</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	1 228 900	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 452 034 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	143 586 040	(3 356)	2 090 567	145 673 251
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	263 561 791	(35 000 000)	22 682 000	251 243 791
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 287 847	.....	.....	14 287 847
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	421 513 194	(35 003 356)	24 772 567	411 282 405
Agence des services frontaliers du Canada					
10b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 246 486 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 619 958 062	(644 714)	37 546 624	1 656 859 972
15b	Dépenses en capital.....	235 396 552	(175 000)	3 449 709	238 671 261
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	180 893 014	.....	.....	180 893 014
	Total des dépenses budgétaires	2 036 247 628	(819 714)	40 996 333	2 076 424 247
Service canadien du renseignement de sécurité					
20b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 483 435 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 211 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	479 758 197	5 694 835	4 376 260	489 829 292
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 678 991	.....	.....	48 678 991
	Total des dépenses budgétaires	528 437 188	5 694 835	4 376 260	538 508 283

Nota : Le montant des « autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend 57 080 992 \$ au crédit 10 et 121 466 064 \$ au crédit 15 qui ont été accordés en 2010-2011 et qui seront dépensés en 2011-2012.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Service correctionnel du Canada				
25b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et :			
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements			
	2 266 043 526	.....	1	2 266 043 527
30	Dépenses en capital, y compris les paiements à titre de contributions :			
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités pour des travaux de construction entrepris par ces administrations			
	571 981 115	.....	.....	571 981 115
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	256 391 677	.....	.....	256 391 677
(L)	Fonds renouvelable CORCAN			

	Total des dépenses budgétaires	3 094 416 318	.....	1
				3 094 416 319
Commission nationale des libérations conditionnelles				
35b	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour les infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice			
	45 648 276	.....	440 000	46 088 276

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 014 876	.....	.....	6 014 876
Total des dépenses budgétaires	51 663 152	.....	440 000	52 103 152
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
40 Dépenses du Programme.....	3 941 957	.....	.....	3 941 957
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	537 427	.....	.....	537 427
Total des dépenses budgétaires	4 479 384	.....	.....	4 479 384
Gendarmerie royale du Canada				
45b Dépenses de fonctionnement, et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 681 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 549 776 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 103 244 920	37 720 776	38 988 891	2 179 954 587
50b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	338 995 403	49 000	15 264 248	354 308 651
55b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	120 362 517	.....	8 074 272	128 436 789
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91 276 888	.....	.....	91 276 888
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	365 107 552	.....	.....	365 107 552
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	17 500 000	.....	.....	17 500 000
Total des dépenses budgétaires	3 036 487 280	37 769 776	62 327 411	3 136 584 467
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
60b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1 367 601	480 000	1	1 847 602
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181 574	.....	.....	181 574
Total des dépenses budgétaires	1 549 175	480 000	1	2 029 176
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme.....	8 046 909	.....	.....	8 046 909
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	589 215	.....	.....	589 215
Total des dépenses budgétaires	8 636 124	.....	.....	8 636 124

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Financement pour assurer le maintien des ententes en vertu du Programme des services de police des Premières nations .....	.....	15 000	15 000
Financement pour soutenir les activités liées à la sollicitation, au développement et à la mise en œuvre d'interventions qui visent à réduire la violence chez les jeunes et l'affiliation aux gangs chez les plus à risques.....	1 148	6 132	7 280
Aide financière aux provinces et territoires pour les coûts associés au rapatriement des Canadiens en Haïti après le tremblement de terre .....	.....	1 500	1 500
Financement pour la vérification des accords de contribution concernant le remboursement aux organismes provinciaux et municipaux des coûts de la planification et des opérations liées aux activités des services de police et de la sécurité lors des réunions du G8 et du G20 en 2010.....	680	.....	680
Financement pour l'initiative de recherche du projet Kanishka	263	50	313
Total des crédits à adopter	2 091	22 682	24 773
Transferts			
Transfert de Transports – Pour le Programme de protection des passagers	430	.....	430
Transfert de Transports – Pour appuyer l'atelier sur les mesures de protection et d'intervention au Canada	22	.....	22
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour soutenir et mettre en œuvre Crimeorg.ca, un site Web national de lutte contre le crime organisé	(127)	.....	(127)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère dans les missions à l'étranger	(328)	.....	(328)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations .....	.....	(35 000)	(35 000)
Total des transferts	(3)	(35 000)	(35 003)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 088	(12 318)	(10 230)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	15 000 000	.....
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	6 132 000	.....
Programme d'aide financière aux provinces et aux territoires pour les coûts associés au rapatriement des Canadiens en Haïti	1 500 000	.....
Programme de contribution du projet Kanishka	50 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	22 682 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>35 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(12 318 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour les coûts supplémentaires liés à l'arrivée massive de migrants à bord du MV Sun Sea.....	22 008	.....	22 008
Fonds pour l'amélioration de l'intégrité des programmes pour les opérations de première ligne.....	20 451	.....	20 451
Fonds pour la mise en œuvre continue de la taxe de vente harmonisée, du crédit pour taxe de vente harmonisée et du crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable (<i>poste horizontal</i>).....	9 651	1 554	11 205
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes des visas temporaires (<i>poste horizontal</i>).....	1 508	1 896	3 404
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> (<i>poste horizontal</i>).....	2 939	.....	2 939
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	1 508	.....	1 508
Montant brut des crédits à adopter	58 065	3 450	61 515
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	20 519	.....	20 519
Total des crédits à adopter	37 546	3 450	40 996
Transferts			
Transfert de Transport Canada – Pour l'exercice de mise en correspondance dans le cadre de l'examen des exportations de la marine de commerce.....	246	.....	246
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère dans les missions à l'étranger.....	(891)	(175)	(1 066)
Total des transferts	(645)	(175)	(820)
Présent budget supplémentaire des dépenses	36 901	3 275	40 176

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 20 518 827 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des coûts du régime d'avantages sociaux des employés découlant de la conversion des fonds en crédits salariaux en 2010-2011 (11 775 827 \$) et de l'arrêt des versements à la Société canadienne des postes pour les coûts de manutention liés aux importations par la poste (8 743 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales.....	2 514
Recouvrement des produits de la vente d'habitations achetées dans le cadre du programme de vente d'habitation.....	1 862
Total des rajustements des crédits	4 376
Transferts	
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	5 484
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	211
Total des transferts	5 695
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 071

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour continuer de fournir des services spécialisés aux victimes de délinquants fédéraux dans le cadre du Programme national des services aux victimes	2 705
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	1 157
Fonds pour l'obtention d'une place en psychiatrie dans un collège de médecine en Saskatchewan.....	12
Montant brut des crédits à adopter	3 874
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 874
Total des crédits à adopter	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 3 874 454 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins relatifs au Plan national d'immobilisations, de logement et d'opérations (3 862 889 \$) et d'une subvention pour un centre de recherche judiciaire au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan (11 565 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie.....	11 565	.....
Montant total brut des paiements de transfert	11 565	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	11 565	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour la stratégie fédérale à l'intention des victimes d'actes criminels afin de poursuivre l'amélioration de la communication.....	440

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 45	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes des visas temporaires (<i>poste horizontal</i>).....	4 201	5 856	.....	10 057
Fonds pour maintenir le déploiement de policiers en Haïti afin de contribuer aux efforts de stabilisation et de reconstruction suivant le tremblement de terre (<i>poste horizontal</i>).....	9 281	.....	.....	9 281
Fonds pour verser des indemnisations aux membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions .....	.....	.....	8 074	8 074
Fonds destinés à l'École de la Gendarmerie royale du Canada.....	.....	7 000	.....	7 000
Fonds pour la mise en place de mesures de renforcement de la sécurité sur la Colline du Parlement	4 843	1 724	.....	6 567
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (poste horizontal)</i>	6 170	113	.....	6 283
Fonds pour la démolition de l'ancien immeuble à bureaux du District du Sud de l'Alberta et d'un garage de poste à Calgary.....	5 000	.....	.....	5 000
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>)..	4 614	.....	.....	4 614
Fond pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute.....	3 700	.....	.....	3 700
Fonds destinés au Groupe de la sécurité pour les sommets du G8 et G20 afin de traiter l'important et constant volume en matière de demandes, de réexamens, d'enquêtes et d'actes de poursuite relativement aux sommets du G8 et G20 tenus en 2010.....	3 183	.....	.....	3 183
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	828	.....	.....	828
Fonds pour le renouvellement du Programme canadien sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre (<i>poste horizontal</i>).....	620	.....	.....	620
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	571	.....	571
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	429	.....	.....	429
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation	250	.....	.....	250
Montant brut des crédits à adopter	43 119	15 264	8 074	66 457
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 130	.....	.....	4 130
Total des crédits à adopter	38 989	15 264	8 074	62 327
Transferts				
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations	35 000	.....	.....	35 000
Transferts de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de nouveau quartier général à Ottawa (Ontario).....	2 681	.....	.....	2 681
Transfert de Transports – Pour le projet d'alimentation du réseau technologique du Centre d'opérations de la sécurité maritime des Grands Lacs	249	.....	.....	249
Transfert de Transports – Pour prolonger le marché du système de surveillance des navires éloignés (radar SIGNALIS).....	225	.....	.....	225
Transfert de Transports – Pour le projet de radar du lac Ontario	51	.....	.....	51

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 45	Crédit 50	Crédit 55	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	49	.....	49
Transfert de Transports – Pour le projet de plate-forme radar coordonné.....	25	.....	.....	25
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(30)	.....	.....	(30)
Transfert au Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Pour des fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuelles à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada....	(480)	.....	.....	(480)
Total des transferts	37 721	49	.....	37 770
Présent budget supplémentaire des dépenses	76 710	15 313	8 074	100 097

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 4 130 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards dans la résolution des poursuites relatives aux contrats et au manque à gagner des vendeurs lors des Jeux olympiques de 2010 à Vancouver (4 000 000 \$) et d'une diminution des besoins de fonctionnement liés à la restructuration des activités d'évaluation, de gestion et d'assainissement des sites fédéraux contaminés (130 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions.....	8 074 272	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 60
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour des fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuelle à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	480

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 5 (Transports) et 16 667 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	570 114 410	(1 313 557)	29 901 128	598 701 981
5b	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	105 096 607	(7 950 000)	2 347 329	99 493 936
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 400 000 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	669 077 485	7 400 000	45 820 034	722 297 519
17a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , renoncer à certaines dettes et à certains intérêts courus dus à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 22 646 108 \$ à l'égard de l'Administration du pont du port de Saint John.....			
	22 646 108	.....	.....	22 646 108
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	74 380 197	.....	.....	74 380 197
(L)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)	79 593 000	.....	.....	79 593 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....	58 974 669	.....	.....	58 974 669
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)	3 300 000	.....	.....	3 300 000
Total des dépenses budgétaires	1 583 261 992	(1 863 557)	78 068 491	1 659 466 926
Société canadienne des postes				
15 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	22 210 000	.....	.....	22 210 000
Total des dépenses budgétaires	22 210 000	.....	.....	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
20 Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	582 727 000	.....	.....	582 727 000
Total des dépenses budgétaires	582 727 000	.....	.....	582 727 000
Office des transports du Canada				
25 Dépenses du Programme.....	25 842 530	.....	.....	25 842 530
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 565 688	.....	.....	3 565 688
Total des dépenses budgétaires	29 408 218	.....	.....	29 408 218
La Société des ponts fédéraux limitée				
30 Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	64 699 000	.....	.....	64 699 000
Total des dépenses budgétaires	64 699 000	.....	.....	64 699 000
Marine Atlantique S.C.C.				
35b Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :				
<i>a)</i> aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;				
<i>b)</i> aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	200 585 000	.....	1 500 000	202 085 000
Total des dépenses budgétaires	200 585 000	.....	1 500 000	202 085 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission de la capitale nationale				
40b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	78 398 834	(65 157 730)	.....	13 241 104
45b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	31 963 000	(27 778 875)	.....	4 184 125
Total des dépenses budgétaires	110 361 834	(92 936 605)	.....	17 425 229
Bureau de l'infrastructure du Canada				
50b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 687 732 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	52 125 080	9 687 732	1	61 812 813
55b Contributions	4 693 333 359	(9 687 732)	990 810 218	5 674 455 845
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 038 042	.....	.....	5 038 042
(L) Fonds pour l'infrastructure verte	70 117 555	.....	(4 982 622)	65 134 933
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.....	62 652 000	.....	94 856 000	157 508 000
(L) Fonds de stimulation de l'infrastructure .....	.....	.....	92 041 502	92 041 502
Total des dépenses budgétaires	4 883 266 036	.....	1 172 725 099	6 055 991 135
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
60b Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	130 752 000	.....	23 135 000	153 887 000
Total des dépenses budgétaires	130 752 000	.....	23 135 000	153 887 000
Tribunal d'appel des transports du Canada				
65b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> .	1 332 089	310 698	1	1 642 788
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 762	.....	.....	129 762
Total des dépenses budgétaires	1 461 851	310 698	1	1 772 550
VIA Rail Canada Inc.				
70b Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	506 309 000	.....	50 000 000	556 309 000
Total des dépenses budgétaires	506 309 000	.....	50 000 000	556 309 000

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0583, le ministre des Affaires étrangères, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désigné ministre responsable de la *Loi sur la capitale nationale*, à compter du 18 mai 2011.

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés aux besoins de fonctionnement inhérents au programme de contribution des services de traversiers, lequel appui les services de traversiers régionaux et les services dans les régions éloignées du Canada atlantique et de l'Est du Québec	3 890	2 023	11 954	17 867
Fonds pour les ententes avec les Premières Nations en ce qui concerne le développement du port de Prince Rupert	50	.....	16 218	16 268
Fonds pour le programme de contribution pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées ..	.....	.....	16 100	16 100
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	13 007	.....	.....	13 007
Fonds pour réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre liés au transport dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	12 479	325	.....	12 804
Fonds pour la Stratégie écoTRANSPORTS à l'appui du Programme d'alimentation à quai des navires.....	.....	.....	899	899
Fonds pour la contribution destinée au projet de regroupement portuaire du port d'Oshawa .....	.....	.....	649	649
Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	351	.....	.....	351
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>).....	124	.....	.....	124
Total des crédits à adopter	29 901	2 348	45 820	78 069
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	150	.....	150
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	17	.....	.....	17
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la réaffectation du financement accordé au Fonds de cession des ports.....	.....	(7 400)	7 400	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la réaffectation du financement relatif aux paiements versés en remplacement d'impôts dans le cadre du grand projet de l'État de franchissement de la rivière Détroit.....	700	(700)	.....	.....
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer l'atelier sur les mesures de protection et d'intervention au Canada	(22)	.....	.....	(22)
Transfert à Pêches et Océans – Pour l'atelier sur la connaissance de la situation dans le secteur maritime canadien.....	(23)	.....	.....	(23)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le projet de plate-forme radar coordonné.....	(25)	.....	.....	(25)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le projet de radar du lac Ontario	(51)	.....	.....	(51)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le transfert du soutien ministériel relatif à la Commission de la capitale nationale en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle le ministre des Affaires étrangères a été désigné ministre responsable de la Commission de la capitale nationale.....	(95)	.....	.....	(95)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour prolonger le marché du système de surveillance des navires éloignés (radar SIGNALIS).....	(225)	.....	.....	(225)
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour l'exercice de mise en correspondance dans le cadre de l'examen des exportations de la marine de commerce	(246)	.....	.....	(246)

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le projet d'alimentation du réseau technologique du Centre d'opérations de la sécurité maritime des Grands Lacs.....	(249)	.....	.....	(249)
Tribunal d'appel des transports du Canada – Pour absorber une hausse de la charge de travail résultant d'un champ de compétence élargi dans les secteurs maritimes et ferroviaires, notamment un plus grand nombre de membres au Tribunal et une croissance anticipée du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires.....	(311)	.....	.....	(311)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Transfert du soutien ministériel relatif à la Société immobilière du Canada Limitée en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle la ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a été désignée ministre responsable de la Société immobilière du Canada Limitée.....	(354)	.....	.....	(354)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour le programme de protection des passagers.....	(430)	.....	.....	(430)
Total des transferts	(1 314)	(7 950)	7 400	(1 864)
Présent budget supplémentaire des dépenses	28 587	(5 602)	53 220	76 205

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention aux Tsimshian de la côte pour le développement du port de Prince Rupert.....	12 317 500	.....
Subvention à la Première Nation Kitselas pour le développement du port de Prince Rupert..	1 950 000	.....
Subvention à la Première Nation Kitsumkalum pour le développement du port de Prince Rupert.....	1 950 000	.....
Montant total brut des subventions	16 217 500	.....
Contributions		
Programme de contributions aux services de traversier.....	11 954 500	.....
Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées.....	16 100 000	.....
Fonds de cession des ports.....	7 400 000	.....
Stratégie écoTRANSPORTS – Programme écoMOBILITÉ.....	898 968	.....
Contribution au Projet de regroupement portuaire du port d'Oshawa.....	649 066	.....
Montant total brut des contributions	37 002 534	.....
Total des paiements de transfert	53 220 034	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Marine Atlantique S.C.C.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 35
Financement en appui au Fonds de stimulation de l'infrastructure pour le parachèvement du projet d'amélioration du quai de rechange, North Sydney, Nouvelle-Écosse	1 500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 40	Crédit 45	Total
Transfert de la Commission de la capitale nationale du portefeuille de Transports au portefeuille d'Affaires étrangères et Commerce international en raison de la réorganisation du gouvernement.....	(65 158)	(27 779)	(92 937)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Financement pour le Fonds de stimulation de l'infrastructure afin de compléter les projets de construction entamés des provinces, des territoires et des municipalités .	.....	708 646	708 646
Financement pour le Fonds Chantiers Canada – complément de fonds au volet Collectivités afin de compléter les mises en chantiers à court terme ou prêts et par le fait répondre aux besoins des plus petites collectivités en matière d'infrastructure.....	.....	163 000	163 000
Financement destiné au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale en vue d'appuyer les projets d'infrastructures municipales de moindre envergure, notamment les projets de traitement des eaux et des eaux usées, et les projets culturels ou récréatifs.....	.....	104 117	104 117
Financement pour le Fonds Chantiers Canada – Volet portant sur les grandes infrastructures ciblant des projets stratégiques d'envergure revêtant une grande importance sur les plans national et régional.....	.....	36 135	36 135
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique afin d'appuyer la mise en œuvre du projet du système de transfert perfectionné d'autobus People Mover à Niagara Falls.....	.....	23 138	23 138
Financement pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires en vue de contribuer au rétablissement de l'équilibre fiscal tout en améliorant les infrastructures publiques du Canada.....	.....	20 144	20 144
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique en vue d'appuyer les projets de grande envergure, tant à l'échelle nationale que régionale, dans des domaines indispensables au soutien de la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens.....	.....	5 829	5 829
Financement pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière visant à réduire la congestion à la frontière, à rehausser la capacité des infrastructures et à accroître la sûreté et la sécurité aux postes frontaliers.....	.....	743	743
Montant brut des crédits à adopter	.....	1 061 752	1 061 752
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	70 942	70 942
Total des crédits à adopter	.....	990 810	990 810
Crédits législatifs			
Financement pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires en vue de contribuer au rétablissement de l'équilibre fiscal tout en améliorant les infrastructures publiques du Canada.....			94 856
Financement pour le Fonds de stimulation de l'infrastructure afin de compléter les projets de construction entamés des provinces, des territoires et des municipalités .			92 042
Réduction du Fonds de l'infrastructure verte pour la mise en œuvre de l'évaluation environnementale régionale de Beaufort.....			(4 983)
Total des crédits législatifs			181 915
Total des rajustements des crédits			1 172 725
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour gérer la prolongation du Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	9 688	(9 688)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 688	981 122	1 172 725

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 70 942 019 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique annoncé dans le budget fédéral de 2011 (48 400 000 \$) et du report des fonds alloués au Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités (22 542 019 \$).

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contribution en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure	708 646 230	.....
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, ajout	163 000 000	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	104 117 451	.....
Contributions en vertu du Fonds Chantier Canada – Volet Grandes infrastructures	36 134 546	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	28 967 479	.....
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.....	20 144 000	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	742 531	.....
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires ...	.....	94 856 000
(L) Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure .....	.....	92 041 502
(L) Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte.....	.....	(4 982 622)
Montant total brut des paiements de transfert	1 061 752 237	181 914 880
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>70 942 019</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>9 687 732</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	981 122 486	181 914 880

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 60</u>
Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré-Mercier	17 643
Fonds pour des travaux de réfection du pont Champlain	4 617
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	875
Présent budget supplémentaire des dépenses	23 135

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 65</u>
Transfert de Transports – Pour absorber une hausse de la charge de travail résultant d'un champ de compétence élargi dans les secteurs maritimes et ferroviaires, notamment un plus grand nombre de membres au Tribunal et une croissance anticipée du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires.....	311

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

VIA Rail Canada Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 70</u>
Financement pour compenser le manque à gagner du budget de fonctionnement de VIA Rail en 2011	50 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 353 724 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 180 329 499	(48 277 726)	84 521 441	2 216 573 214
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 318 625 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	412 788 365	42 318 625	46 849 389	501 956 379
6a	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> , peut excéder les recettes	1	.....	.....	1
10	Contributions	5 210 000	.....	.....	5 210 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 871 902	.....	.....	99 871 902
(L)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	6 200 000	.....	.....	6 200 000
(L)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	3 082 000	.....	.....	3 082 000
(L)	Paieement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(198 850)	.....	.....	(198 850)
(L)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(4 854 000)	.....	.....	(4 854 000)
	Total des dépenses budgétaires	2 712 506 433	(5 959 101)	131 370 830	2 837 918 162

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements	
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
13b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 24 826 375 \$ du crédit 25 (Conseil Privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	24 826 375	1	24 826 376
Total des dépenses budgétaires	24 826 375	1	24 826 376

Nota : En vertu du décret C.P. 2011-0585 la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désignée à titre de ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Cette mesure a pris effet le 18 mai 2011.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des projets de rénovation des immeubles de la Cité parlementaire	20 994	43 458	64 452
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	38 978	.....	38 978
Fonds pour la création d'un système national afin de permettre aux Canadiens d'effectuer des transactions en ligne sécuritaires (cyber authentification [epass])....	16 500	.....	16 500
Fonds pour effectuer les investissements en capital nécessaires afin de préserver la durée de vie utile des immeubles appartenant à l'État par l'entremise de la Stratégie nationale d'investissement.....	14 915	.....	14 915
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	5 176	.....	5 176
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	3 392	3 392
Fonds pour prévenir et réduire l'itinérance partout au Canada en mettant des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition d'organisations sans but lucratif dans le cadre de l'Initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri.....	3 000	.....	3 000
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 365	.....	1 365
Fonds pour consolider tous les services d'administration de la paye en un centre d'expertise.....	162	.....	162
Montant brut des crédits à adopter	101 089	46 850	147 939
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	16 568	.....	16 568
Total des crédits à adopter	84 521	46 850	131 371
Transferts			
Transfert de Transports – Transfert du soutien ministériel relatif à la Société immobilière du Canada Limitée en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a été désignée ministre responsable de la Société immobilière du Canada Limitée	354	.....	354
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter un financement au programme de l'édifice de l'Ouest	(11 740)	11 740	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter un financement à la Stratégie nationale d'investissement.....	(14 915)	14 915	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter un financement afin de faire progresser le Centre d'accueil des visiteurs de l'édifice de l'Ouest.....	(15 664)	15 664	.....
Transfert à la Commission de la capitale nationale – Pour les coûts de remise en état du Jardin des provinces et des territoires en raison du transfert de la garde de cette propriété.....	(450)	.....	(450)
Transferts à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de nouveau quartier général à Ottawa (Ontario).....	(2 681)	.....	(2 681)
Transfert à la Défense nationale – Pour rembourser la Défense nationale pour le déménagement des employés du Centre de la sécurité des télécommunications Canada des locaux de Travaux publics et Services gouvernementaux à des locaux de la Défense nationale.....	(3 182)	.....	(3 182)
Total des transferts	(48 278)	42 319	(5 959)
Présent budget supplémentaire des dépenses	36 244	89 168	125 412

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 16 567 769 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement et annoncé dans le budget fédéral de 2010 (16 488 000 \$) et pour les frais bancaires liés à l'administration du Régime de pension de retraite de la fonction publique (79 769 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX
Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts

Crédit 13

Transfert de la Société du Vieux-Port de Montréal inc. du portefeuille du Conseil privé au portefeuille de Travaux publics et Services gouvernementaux en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle la ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux a été désignée ministre responsable de la société immobilière du Canada Limitée incluant sa filiale la Société du Vieux-Port de Montréal inc.	24 826
--	---------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANNEXE

Aperçu

**Postes pour inclusion dans les annexes proposées au projet
de loi de crédits**

Prévisions législatives

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

**Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses
par article courant de dépense**

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

**Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire
des dépenses**

**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des
dépenses**

Aperçu

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Postes pour inclusion dans les annexes proposées au projet de loi de crédits
2. Prévisions législatives
3. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
4. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
5. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
6. Postes horizontaux inclus dans les budgets supplémentaires des dépenses
7. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Postes pour inclusion dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros des crédits, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et l'annexe 2, les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé des crédits constitue les conditions sous lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.
- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'une organisation compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s'élève à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des dotations en capital relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est

Aperçu

établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.

- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
 - ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 - v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
 - vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.
 - vii. Crédit pour le report du budget des dépenses en capital – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.

Aperçu

2. Prévisions législatives

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux principaux postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information.

3. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits

4. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, toutes les organisations, y compris celles qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Locations
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

5. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, urgentes et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale.

Aperçu

Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- Le crédit existant d'une organisation doit être insuffisant pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période d'octroi de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période d'octroi de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d'employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères, les organismes et les sociétés d'État peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice. Les ministères, les organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

Report du budget des dépenses en capital (crédit 33 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent. Les ministères et organismes qui ont un crédit pour dépenses en capital distinct peuvent reporter au plus 20 p.100 du budget des dépenses en capital d'une organisation jusqu'à la fin de l'année. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 33.

6. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Aperçu

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans les budgets supplémentaires des dépenses de l'année financière en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives aux budgets supplémentaires des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

7. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

1. transférer des fonds d'un crédit à un autre;
2. radier des dettes;
3. modifier une garantie de prêt;
4. autoriser une subvention;
5. modifier des lois de crédits antérieures

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1b	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 532 311 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 111 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 891 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 587 700 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 328 200 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 138 800 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 118 600 \$ du crédit 20 (Agriculture et Agroalimentaire), de 106 900 \$ du crédit 1 (Santé), de 94 756 \$ du crédit 1 (Transports), de 30 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 6 000 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .</p>	6 353 680	
5b	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 \$ du crédit 15 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>.....</p>		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite)</i>		
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de promouvoir la sécurité internationale à l'échelle mondiale; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits et services fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité ainsi que l'autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2010 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 420 047 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 530 921 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 66 968 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	7 561 132	
15b	Fond renouvelable du Bureau des passeports – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 4(3) de cette Loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à 131 204 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada.....	1	
17b	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, incluant les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera – Pour autoriser le virement au présent crédit de 70 140 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
			13 914 815

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (<i>fin</i>)		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....		5 000 000
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
45b	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 25 (Santé), de 925 926 \$ du crédit 80 (Industrie), de 648 148 \$ du crédit 95 (Industrie), de 175 705 \$ du crédit 40 (Santé), de 74 074 \$ du crédit 75 (Industrie) et de 51 852 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		861 700
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
52b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 65 157 730 \$ du crédit 40 (Transports), de 450 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 070 000	
54b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 778 875 \$ du crédit 45 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	230 000	3 300 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i> <i>b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;</i> <i>c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 125 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012 et pour prévoir un montant supplémentaire de</i>	287 667 458	
5b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital et : <i>a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i> <i>b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....</i>	2 783 054	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 765 959 \$ du crédit 10 (Santé), de 230 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 163 520 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 40 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012 et pour prévoir un montant supplémentaire de	251 238 851	
			541 689 363

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 621 125	
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	19 667 156	
			21 288 281
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE MINISTÈRE		
5b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 343 674 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 1 917 315 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 425 838
	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON		
10b	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>		15 097 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 208 900 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	21 437 422	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	24 171 425	
			45 608 847
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
20b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 215 136 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
25b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 634 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
			2

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
	MINISTÈRE		
1b	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	33 051 286	
5b	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	31 050 000	
			64 101 286
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 099 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	51 749 542	
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 4 726 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 1 709 358 \$ dont 1 700 056 \$ pour 2011-2012 relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés afin de radier des prêts liés</i> au Programme des prêts aux immigrants – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 302 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 700 056	
			53 449 598

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 74 805 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 70 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 742 039	
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	11 474 853	
			39 216 892
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		11 620 963

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 736 337 360 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 430 224 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 007 824 \$ du crédit 5 (Défense nationale), 3 181 825 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), 1 200 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), 868 358 \$ du crédit 95 (Industrie), 655 588 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) et 468 000 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 350 225
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
20b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme		2 299 803

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	2 117 932	
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	14 235 519	
			16 353 451
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a</i>) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b</i>) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a</i>) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c</i>) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d</i>) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e</i>) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f</i>) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; <i>g</i>) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 81 500 \$ du crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	126 155 164	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE		
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	7 117 500	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 605 175 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 360 000	
			135 632 664
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15b	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et, au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	.....	2 100 000
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1b	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	4 940 846	
5b	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	7 000 000	
L15b	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 620 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	
			11 940 847

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an - Pour autoriser le virement au présent crédit de 990 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	33 478 715	
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 641 539 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	582 155	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	40 670 908	
			74 731 778
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25b	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement.....	391 362	
35b	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 936 000 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
			391 363
	COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
40b	Paiements à la Commission canadienne du tourisme.....		5 000 000
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
50b	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 64 860 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 403 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 431 537	
55b	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Subvention inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	7 500 000	
			8 931 537

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (suite et fin)		
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 600 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 112 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 549 600	
65b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 248 100 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	567 000	
70b	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 800 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 085 000	
			30 201 600
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	464 112	
80b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 35 000 \$ du crédit 20 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	35 461 091	
			35 925 203
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
90b	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	239 284	
95b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 437 292 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 245 337 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 059 260	
			20 298 544
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
100b	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		500 000
	STATISTIQUE CANADA		
105b	Statistique Canada – Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....		6 034 092

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30b	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		2 481 139
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35b	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 127 190 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		4 738 905
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	7 953 692	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	157 930 630	165 884 322
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 177 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement .....	.....	60 000 000
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	665 000
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
50b	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>.....	.....	1
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
60b	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	1
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
100b	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling – Pour autoriser le virement au présent crédit provenant du crédit 102, une affectation réputée en vertu de l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p><i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p><i>c)</i> au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p><i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 720 300 \$ du crédit 1 (Environnement), de 101 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 22 750 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	40 051 864	
5b	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	22 872 500	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 055 205 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
			62 924 365

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; <i>b)</i> en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral; (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 <i>b</i>) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; <i>c)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	9 684 803	
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 100 \$ du crédit 10 (Santé) et de 46 100 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	6 997 705	
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 61 791 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 149 541 766 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants.....	149 541 766	
			166 224 274

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES <i>(suite et fin)</i>		
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
26b	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 857 151 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
28b	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 456 422 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
			2
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 111 289 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	100 432 549	
5b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 3 057 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1	
10b	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	449 865 000	
			550 297 550
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		275 511 917

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 290 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	13 107 396
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> .....	.....	1
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
30b	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme.....	.....	1 700 000
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 825 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	279 992 776	
5b	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 394 800 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 600 000	
10b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	38 252 373	
			321 845 149

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20b	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 900 000 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	909 250	
25b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé), de 300 000 \$ du crédit 50 (Santé), de 220 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 58 438 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	24 040 000	24 949 250
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
27b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 541 212 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 299 300 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	308 094	
29b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 057 000 \$ du crédit 30 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 697 756	2 005 850
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 276 580	
45b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	1 597 412	
50b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 575 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 000 000	29 873 992

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 452 034 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 090 567	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	22 682 000	
			24 772 567
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 483 435 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 211 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 376 260
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
25b	Service correctionnel du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et : <i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; <i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; <i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; <i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
35b	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour les infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice.....		440 000
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement, et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 681 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 549 776 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	38 988 891	
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	15 264 248	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	8 074 272	
			62 327 411
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
60b	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;</i> <i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l'aéronautique;</i> <i>c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 5 (Transports) et 16 667 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012 et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</i>	29 901 128	
5b	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012 et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 347 329	
10b	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 400 000 \$ du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012 et pour prévoir un montant supplémentaire de .	45 820 034	
			78 068 491
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
35b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : <i>a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;</i> <i>b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....</i>	.....	1 500 000
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
50b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 687 732 \$ du crédit 55 (Transports) de la Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012.....	1	
55b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....	990 810 218	
			990 810 219

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
60b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....		23 135 000
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
65b	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	VIA RAIL CANADA INC.		
70b	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		50 000 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	MINISTÈRE		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 353 724 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	84 521 441	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 318 625 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	46 849 389	131 370 830
	SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.		
13b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 24 826 375 \$ du crédit 25 (Conseil Privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
			4 232 275 590

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1b	Agence du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 115 942 486 \$ du crédit 5 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	24 392 657	
5b	Agence du revenu du Canada – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 882 288	
			26 274 945
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 200 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 73 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	22 212 165
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 246 486 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	37 546 624	
15b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	3 449 709	
			40 996 333
			89 483 443

Prévisions législatives – dépenses budgétaires

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Agence canadienne de développement international	
En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, d'un montant ne devant pas dépasser 22 926 021 \$	22 926 021
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	
Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie) – Allocation pour automobile	2 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole/Agri-relance	300 042 000
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	
Ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	77 516
FINANCES	
Ministère	
Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000
Paiement de péréquation additionnel – Protection sur les transferts totaux (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	952 107 000
Paiement de transition – Terre-Neuve-et-Labrador (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	536 121 000
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	86 390 000
Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	33 695 000
Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	17 988 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(7 953 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(34 591 000)
Frais d'intérêt et autres coûts	(410 000 000)

Prévisions législatives – dépenses budgétaires

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
INDUSTRIE	
Ministère	
Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir	243 848 052
Contributions à la Fondation Canadienne des Jeunes Entrepreneurs	10 000 000
Contributions à Génome Canada	9 400 000
Subvention à Génome Canada	(12 900 000)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	43 800 000
RESSOURCES NATURELLES	
Énergie atomique du Canada limitée	
Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée	284 856 355
TRANSPORTS	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	94 856 000
Fonds de stimulation de l'infrastructure	92 041 502
Fonds pour l'infrastructure verte	(4 982 622)
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>2 257 725 824</i>
COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ASSURANCE-EMPLOI	
Total	2 257 725 824

Prévisions législatives – autorisations non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances)

Ministère, organisme ou société d'État

Présent budget
supplémentaire
des dépenses
(\$)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C.(2001), ch.33)

(1 594 000 000)

FINANCES

Ministère

Paiements à Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard (Partie I.01 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)

151 454 000

Total

(1 442 546 000)

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés – Dépenses budgétaires

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1b	6 355	.....	6 355
	5b	.....	.....	.....
	10b	7 561	.....	7 561
	15b	.....	.....	.....
	17b	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international.....	30b	130 000	125 000	5 000
Centre de recherches pour le développement international.....	45b	862	.....	862
Commission de la capitale nationale.....	52b	3 070	.....	3 070
	54b	230	.....	230
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1b	287 667	.....	287 667
	5b	2 783	.....	2 783
	10b	256 032	4 794	251 238
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	25b	.....	.....	.....
	30b	.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	1b	1 621	.....	1 621
	5b	26 492	6 825	19 667
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1b	504	504	.....
	5b	17 370	4 944	12 426
Société d'expansion du Cap-Breton.....	10b	15 097	.....	15 097
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
	1b	24 393	.....	24 393
	5b	1 882	.....	1 882
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1b	31 138	9 700	21 438
	10b	67 944	43 773	24 171
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	20b	.....	.....	.....
	25b	.....	.....	.....
ANCIENS COMBATTANTS				
Ministère.....	1b	33 051	.....	33 051
	5b	31 050	.....	31 050
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1b	61 824	10 076	51 748
	5b	.....	.....	.....
	7b	1 700	.....	1 700
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1b	32 106	4 364	27 742
	15b	11 475	.....	11 475
	20b	.....	.....	.....
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1b	12 741	1 120	11 621
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	25b	.....	.....	.....
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1b	65 358	60 008	5 350
	5b	9 348	9 348	.....
	10b	.....	.....	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	20b	2 300	.....	2 300
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
	1b	2 359	241	2 118
	5b	17 185	2 950	14 235

*Voir la note à la page 194.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés – Dépenses budgétaires

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1b	126 156	.....	126 156
	5b	7 118	.....	7 118
	10b	2 360	.....	2 360
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15b	2 100	.....	2 100
Agence Parcs Canada.....	25b	30 105	7 892	22 213
FINANCES				
Ministère.....	1b	4 941	.....	4 941
	5b	7 000	.....	7 000
INDUSTRIE				
Ministère.....	1b	34 425	946	33 479
	5b	582	.....	582
	10b	51 709	11 039	40 670
Agence spatiale canadienne.....	25b	391	.....	391
	30b	.....	.....	.....
	35b	677	677	.....
Commission canadienne du tourisme.....	40b	5 000	.....	5 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	50b	1 432	.....	1 432
	55b	7 500	.....	7 500
Conseil national de recherches du Canada.....	60b	9 550	.....	9 550
	65b	567	.....	567
	70b	20 085	.....	20 085
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	75b	464	.....	464
	80b	37 016	1 555	35 461
Conseil de recherches en sciences humaines.....	90b	239	.....	239
	95b	20 059	.....	20 059
Conseil canadien des normes.....	100b	500	.....	500
Statistique Canada.....	105b	6 034	.....	6 034
JUSTICE				
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30b	2 481	.....	2 481
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	35b	4 778	39	4 739
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1b	7 954	.....	7 954
	5b	157 930	.....	157 930
Conseil des Arts du Canada.....	10b	.....	.....	.....
Société Radio-Canada.....	15b	60 000	.....	60 000
Musée canadien des civilisations.....	35b	665	.....	665
Bibliothèque et Archives du Canada.....	50b	.....	.....	.....
Société du Centre national des Arts.....	60b	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	90b	.....	.....	.....
	95b	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique.....	100b	.....	.....	.....
	102b	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....				
	1b	48 897	8 845	40 052
	5b	22 872	.....	22 872
	10b	.....	.....	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1b	14 997	5 312	9 685
	5b	61 700	54 702	6 998
	7b	149 542	.....	149 542
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	26b	.....	.....	.....
	28b	.....	.....	.....

*Voir la note à la page 194

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés – Dépenses budgétaires

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1b	102 725	2 292	100 433
	5b	.....	.....	.....
	10b	451 035	1 170	449 865
Énergie atomique du Canada limitée.....	15b	275 512	.....	275 512
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	20b	13 107	.....	13 107
Office national de l'énergie.....	25b	.....	.....	.....
Administration du pipe-line du Nord.....	30b	1 700	.....	1 700
SANTÉ				
Ministère.....	1b	279 993	.....	279 993
	5b	3 600	.....	3 600
	10b	38 252	.....	38 252
Instituts de recherche en santé du Canada.....	20b	909	.....	909
	25b	24 926	886	24 040
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	27b	308	.....	308
	29b	1 698	.....	1 698
Agence de la santé publique du Canada.....	40b	27 276	.....	27 276
	45b	1 597	.....	1 597
	50b	1 000	.....	1 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1b	2 091	.....	2 091
	5b	22 682	.....	22 682
Agence des services frontaliers du Canada.....	10b	58 065	20 519	37 546
	15b	3 450	.....	3 450
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20b	4 376	.....	4 376
Service correctionnel du Canada.....	25b	3 874	3 874	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	35b	440	.....	440
Gendarmerie royale du Canada.....	45b	43 119	4 130	38 989
	50b	15 264	.....	15 264
	55b	8 074	.....	8 074
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	60b	.....	.....	.....
TRANSPORTS				
Ministère.....	1b	29 901	.....	29 901
	5b	2 348	.....	2 348
	10b	45 820	.....	45 820
Marine Atlantique S.C.C.....	35b	1 500	.....	1 500
Commission de la capitale nationale.....	40b	.....	.....	.....
	45b	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	50b	.....	.....	.....
	55b	1 061 752	70 942	990 810
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	60b	23 135	.....	23 135
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	65b	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.....	70b	50 000	.....	50 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Ministère.....	1b	101 090	16 568	84 522
	5b	46 850	.....	46 850
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	13b	.....	.....	.....
Total		4 816 794	497 178	4 319 616

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas au « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés – Dépenses non budgétaires

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
FINANCES				
Ministère.....	L15b	.....	.....	.....
Total .....		.....	.....	.....

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas au « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » parce qu'ils ont été arrondis.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Explication des articles courants de dépenses

1. Personnel

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. Transports et communications

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, courrier recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que la location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.
- Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. Services publics, fournitures et approvisionnements

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.
- Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. Acquisition de machines et de matériel

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

10. Paiements de transfert

- Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :
 - Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
 - Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
 - Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
 - Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
 - Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
 - Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
 - Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.
- La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».
- Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	72 315	(437)	(59)	6	(890)
Agence canadienne de développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	12 462	14 827	3 773	70 576	3 163
Agence canadienne de développement économique du Nord	(5 543)	(1 624)	(32)	(1 599)	(895)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 456	165	.....	.....	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	480	26	.....	.....	.....
Société d'expansion du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....
Agence du revenu du Canada					
Ministère	17 058	2 200	200	3 617	.....
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	10 321	415	93	1 662	55
Agence canadienne d'inspection des aliments	.....	1 706	373	3 096	39
Anciens combattants					
Ministère	1 117	500	1 105	6 168	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	11 376	1 326	5 746	41 086	1 701
Conseil du Trésor					
Secrétariat	(55 146)	231	107	25 532	19
Conseil privé					
Ministère	2 065	237	125	6 292	514
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Défense nationale					
Ministère	2 610	472	.....	107 143	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	.....	5	20	2 268	2
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 502	206	17	452	52

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
(103)	3 009	(5 598)	(420)	8 579	.....	.....	.....	76 402
.....	.....	.....	.....	149 524	.....	.....	125 000	24 524
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 037	.....	3 037
.....	.....	.....	.....	.....	.....	97 017	.....	97 017
1 395	2 332	2 783	.....	257 107	.....	180 057	4 794	543 681
(688)	(196)	(989)	(338)	(30 057)	.....	(637)	.....	(42 598)
.....	.....	.....	.....	26 411	.....	.....	6 825	21 207
.....	.....	.....	.....	19 287	.....	.....	5 448	14 345
.....	.....	.....	.....	.....	.....	15 097	.....	15 097
1 300	400	.....	1 400	.....	.....	.....	.....	26 175
423	585	.....	.....	367 986	.....	165	53 473	328 232
178	869	.....	634	569	.....	267	.....	7 731
800	312	.....	3 049	31 225	.....	20 000	.....	64 276
637	2 438	5 761	1 845	.....	.....	1 708	10 076	63 548
4	190	.....	1 798	.....	.....	1	4 364	(31 628)
25	65	.....	109	3 100	.....	.....	1 120	11 412
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(24 826)	.....	(24 826)
3 182	.....	(472)	(43 902)	.....	.....	.....	69 356	(323)
.....	5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 300
26	34	.....	69	17 186	.....	.....	3 191	16 353

*Voir la note à la page 205.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Environnement					
Ministère	65 942	12 574	759	29 739	5 827
Agence canadienne d'évaluation environnementale	.....	.....	.....	.....	.....
Agence Parcs Canada	1 282	20	2 336	2 714	.....
Finances					
Ministère	1 318	44	2 400	1 147	.....
Industrie					
Ministère	4 931	622	808	(2 534)	22
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	(1 545)	.....
Commission canadienne du tourisme	.....	.....	.....	.....	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1 332	64	17	304	167
Conseil national de recherches du Canada	4 867	26	3	60	5
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	196	85	9	105	8
Conseil de recherches en sciences humaines	93	38	11	30	5
Conseil canadien des normes	.....	.....	.....	.....	.....
Statistique Canada	5 051	90	2	359	.....
Justice					
Service administratif des tribunaux judiciaires	815	90	10	1 451	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales	1 223	297	36	435	52
Patrimoine canadien					
Ministère	1 572	1 149	920	2 256	313
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	.....	.....	.....	9	.....
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	(6 082)	(761)	(164)	(1 277)	(65)
Pêches et Océans					
	3 015	(24)	621	45 746	.....
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	3 521	160	9 940	1 046	169
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	6 082	761	164	1 277	65
Ressources naturelles					
Ministère	25 585	9 394	2 269	58 241	692
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	7 000	1 366	224	2 919	159
Office national de l'énergie	.....	1 356	.....	644	.....
Administration du pipe-line du Nord	.....	25	10	135	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
2 671	7 070	595	6 848	2 398	.....	934	.....	135 357
.....	.....	.....	.....	2 100	.....	.....	.....	2 100
940	320	16 887	.....	6 380	.....	.....	7 892	22 987
.....	28	.....	.....	1 590 757	(410 000)	.....	.....	1 185 694
3 822	1 703	9 263	.....	301 118	.....	16 921	11 985	324 691
.....	.....	.....	.....	2 613	.....	.....	677	391
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 000	.....	5 000
.....	15	.....	.....	7 500	.....	.....	.....	9 399
20	80	861	.....	24 885	.....	21	.....	30 828
11	6	.....	.....	36 353	.....	.....	1 555	35 218
7	3	.....	.....	19 225	.....	.....	.....	19 412
.....	.....	.....	.....	.....	.....	500	.....	500
130	304	.....	98	.....	.....	.....	.....	6 034
.....	.....	.....	115	.....	.....	.....	.....	2 481
1 079	56	.....	1 727	.....	.....	.....	39	4 866
219	382	169	.....	157 198	.....	548	.....	164 726
.....	.....	.....	.....	.....	.....	157	.....	157
.....	.....	.....	.....	.....	.....	60 000	.....	60 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	665	.....	665
.....	437	.....	.....	.....	.....	.....	.....	446
.....	.....	.....	.....	.....	.....	150	.....	150
(100)	(98)	.....	(246)	(18 456)	.....	(65)	.....	(27 314)
1 353	764	22 873	.....	(3 680)	.....	.....	8 845	61 823
.....	73	.....	87	105 592	.....	149 140	60 014	209 714
100	98	.....	246	18 456	.....	65	.....	27 314
40	3 154	3 646	83	450 035	.....	180	3 463	549 856
.....	.....	.....	.....	.....	.....	560 368	.....	560 368
1 164	220	.....	290	.....	.....	20	.....	13 362
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 000
.....	.....	.....	.....	1 530	.....	.....	.....	1 700

*Voir la note à la page 205.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Santé					
Ministère	45 650	39 972	10 575	79 803	3 350
Instituts de recherche en santé du Canada	275	915	.....	635	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord	5 591	1 404	28	2 889	774
Agence de la santé publique du Canada	780	69	99	10 035	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	974	2	41	1 016	2
Agence des services frontaliers du Canada	32 335	4 214	188	17 434	396
Service canadien du renseignement de sécurité	.....	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	2 256	131	4	755	34
Commission nationale des libérations conditionnelles	.....	220	.....	180	.....
Gendarmerie royale du Canada	14 421	14 512	426	19 456	5 376
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	.....	85	80	230	.....
Transports					
Ministère	6 614	(140)	(3)	21 929	22
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	1 792	183	6 899	463
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	315	356	76	44 639	16 903
Total des ministères, organismes et sociétés d'États	309 027	111 163	43 540	615 460	38 499
Compte des opérations de l'assurance-emploi	.....	.....	.....	.....	.....
Total	309 027	111 163	43 540	615 460	38 499

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
9 150	95 935	749	4 246	39 665	.....	1 226	.....	330 321
.....	.....	.....	.....	24 554	.....	.....	886	25 493
595	170	855	292	31 755	.....	550	.....	44 903
.....	16 408	1 597	500	1 229	.....	(50)	.....	30 667
52	.....	.....	.....	(12 318)	.....	.....	.....	(10 231)
1 413	1 560	.....	2 959	.....	.....	196	20 519	40 176
.....	.....	.....	.....	.....	.....	10 071	.....	10 071
115	427	.....	.....	12	.....	140	3 874	.....
.....	40	.....	.....	.....	.....	.....	.....	440
6 467	7 809	7 571	15 212	8 074	.....	4 903	4 130	100 097
.....	50	.....	35	.....	.....	.....	.....	480
1 193	121	(6 077)	475	53 220	.....	(1 149)	.....	76 205
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 500	.....	1 500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(92 937)	.....	(92 937)
77	269	.....	.....	1 233 978	.....	6	70 942	1 172 725
.....	.....	.....	.....	.....	.....	23 135	.....	23 135
.....	.....	.....	.....	.....	.....	311	.....	311
.....	.....	.....	.....	.....	.....	50 000	.....	50 000
41 950	1 549	22 860	3 281	.....	.....	10 051	16 568	125 412
.....	.....	.....	.....	.....	.....	24 826	.....	24 826
79 647	148 996	83 334	492	4 935 090	(410 000)	1 119 269	497 179	6 577 338
.....
79 647	148 996	83 334	492	4 935 090	(410 000)	1 119 269	497 179	6 577 338

*Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas au « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » parce qu'ils ont été arrondis.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

331 093 619 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisation (dollars)	Affectations (dollars)
Défense nationale – Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1 273 619	
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour répondre aux besoins opérationnels associés à l'audience d'intérêt public sur l'Afghanistan, ainsi qu'à l'audience d'intérêt public concernant les enquêtes menées par le Service national des enquêtes des Forces canadiennes, annoncé en septembre 2011.		
Le budget de fonctionnement annuel de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire ne lui donne pas la marge de manœuvre nécessaire pour gérer la trésorerie au titre des dépenses obligatoires associées aux audiences, et la Commission aura épuisé toutes ses ressources avant l'approbation du budget supplémentaire des dépenses.		
Ressources naturelles – Ministère	62 000 000	
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour le programme écoÉNERGIE Rénovation – habitation		
Ce programme accorde des subventions aux propriétaires domiciliaires qui améliorent l'efficacité énergétique de leur maison, en fonction des résultats d'une vérification énergétique effectuée par un vérificateur agréé. L'accès au crédit 5 du CT est nécessaire pour s'assurer que le pouvoir de dépenser lié à la subvention est en place avant l'approbation du budget supplémentaire des dépenses, de sorte que les paiements aux participants au programme ne soient pas retardés.		
Ressources naturelles – Ministère	820 000	530 000
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour couvrir les paiements prévus au titre de la subvention du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers dans le cadre de l'Initiative de la région de Port Hope.		

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

L'Initiative de la région de Port Hope vise à nettoyer des sites contaminés par des déchets radioactifs de la région de Port Hope, dans le sud de l'Ontario. Le Programme de protection de la valeur des biens immobiliers permet le versement d'indemnités aux propriétaires domiciliaires qui vendent leur maison à perte en raison de l'effet des projets reliés à l'Initiative. Comme le pouvoir de dépenser de la subvention sera épuisé avant l'obtention de la sanction royale pour le budget supplémentaire des dépenses, l'accès au crédit 5 du CT est requis afin d'assurer le versement des paiements en vertu du programme.

Ressources naturelles – Énergie atomique Canada limitée (EACL)	192 000 000	170 000 000
---	--------------------	--------------------

L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour des fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement et des programmes en cours comme assurer la production continue d'isotopes, assumer les coûts liés à la réduction progressive des opérations de l'installation de production d'isotopes, mettre en œuvre des projets de mise à niveau en santé et sécurité, investir dans la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits et combler les manques à gagner quant aux projets de remise en état et les coûts de restructuration.

Énergie atomique Canada limitée est une société d'État à vocation commerciale dont le mandat consiste à gérer la vente et les services des réacteurs nucléaires commerciaux, l'entretien des laboratoires nucléaires, les activités de recherche et de développement dans le secteur nucléaire, la production d'isotopes médicaux, les déchets radioactifs et le déclassé des centrales nucléaires. Puisque le crédit actuel D'EACL sera épuisé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, l'accès au crédit 5 est requis afin de permettre à EACL de s'acquitter de toutes ses obligations juridiques et contractuelles.

Ressources naturelles – Énergie atomique Canada limitée (EACL)	75 000 000	1 000 000
---	-------------------	------------------

L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour des fonds pour les dépenses liées à la transition des effectifs.

Énergie atomique du Canada limitée (EACL) réduit ses effectifs pour s'adapter aux besoins changeants de ses activités. Puisque le crédit actuel d'EACL sera épuisé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, l'accès au crédit 5 est requis afin de faciliter le remaniement des effectifs.

Total	331 093 619	171 530 000
--------------	--------------------	--------------------

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères, organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 15 – Rajustements à la rémunération

11 474 853 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères, organismes et société d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Les affectations permanentes du crédit 15 du Conseil du Trésor seront remises aux organisations une fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012 auront été octroyés.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	110 616
Agence canadienne de développement international	25	83 252
Commission mixte internationale (section canadienne)	50	1 951
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	166 242
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	18 571
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	27 427
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	292 739
Commission canadienne du lait	15	7 318
Anciens Combattants		
Ministère	1	98 991
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	90 769
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	16 800
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	108 421

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
École de la fonction publique du Canada	35	23 490
Commissariat au lobbying	40	1 951
Conseil privé		
Ministère	1	24 741
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	3 757
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	7 075
Directeur général des élections	15	32 269
Commissariat aux langues officielles	20	2 259
Défense nationale		
Ministère	1	2 971 851
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	3 722
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	34 361
Environnement		
Ministère	1	154 490
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	3 284
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	868
Finances		
Ministère	1	76 558
Tribunal canadien du commerce extérieur	25	1 489
Gouverneur général	1	3 967
Industrie		
Ministère	1	106 314
Agence spatiale canadienne	25	37 546
Conseil national de recherches du Canada	60	59 688
Greffé du Tribunal de la concurrence	85	946
Statistique Canada	105	80 032
Justice		

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Ministère	1	268 492
Commission canadienne des droits de la personne	10	6 840
Tribunal canadien des droits de la personne	15	2 310
Commissaire à la magistrature fédérale	20	4 096
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	12 678
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	1 489
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	3 722
Cour suprême du Canada	50	5 570
Patrimoine canadien		
Ministère	1	58 591
Bibliothèque et Archives du Canada	50	25 582
Commission de la fonction publique	100	33 175
Commission des relations de travail dans la fonction publique	105	2 041
Tribunal de la dotation de la fonction publique	110	843
Pêches et Océans		
Ministère	1	4 601 874
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	142 255
Conseil canadien des relations industrielles	10	2 356
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	26	1 280
Ressources naturelles		
Ministère	1	89 948
Santé		
Ministère	1	266 652
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	946
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	1 152
Agence de la santé publique du Canada	40	25 513

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	12 090
Agence des services frontaliers du Canada	10	109 508
Service correctionnel du Canada	25	184 861
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	9 857
Gendarmerie royale du Canada	45	217 630
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65	2 816
Transports		
Ministère	1	204 389
Office des transports du Canada	25	8 032
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	7 103
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	507 407
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>11 474 853</i>

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement

814 740 905 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	48 990 816
Agence canadienne de développement international	25	4 124 233
Commission mixte internationale (section canadienne)	50	390 268
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	13 383 010

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Agence canadienne de développement économique du Nord	25	685 501
Commission canadienne des affaires polaires	35	33 194
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	45	21 582 282
Greffe du Tribunal des revendications particulières	50	132 242
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	2 354 130
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	4 239 841
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	39 366 288
Agence canadienne d'inspection des aliments	20	22 329 125
Commission canadienne des grains	30	136 800
Anciens Combattants		
Ministère	1	5 915 183
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10	224 851
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	20 115 400
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	4 651 252
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	11 819 552
École de la fonction publique du Canada	40	456 456
Commissariat au lobbying	45	210 154
Commissariat à l'intégrité du secteur public	50	301 650
Conseil privé		
Ministère	1	6 283 904
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	308 641
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	1 317 693
Directeur général des élections	15	1 478 398

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Commissariat aux langues officielles	20	552 908
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	30	47 250
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	35	135 367
Défense nationale		
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	302 669
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	159 761
Bureau du Commissaire du centre de la sécurité des télécommunications	25	98 526
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	2 744 740
Environnement		
Ministère	1	25 017 658
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	1 139 746
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	241 291
Finances		
Ministère	1	5 061 825
Vérificateur générale	20	3 788 192
Tribunal canadien du commerce extérieur	25	523 713
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	30	2 229 005
Gouverneur général	1	806 748
Industrie		
Ministère	1	20 968 054
Agence spatiale canadienne	25	7 229 203
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	50	1 700 544
Conseil national de recherches du Canada	60	124 530
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	75	2 125 551
Greffé du Tribunal de la concurrence	85	95 350
Conseil de recherches en sciences humaines	90	1 013 610
Statistique Canada	105	30 550 057

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Justice		
Ministère	1	23 637 864
Commission canadienne des droits de la personne	10	848 939
Tribunal canadien des droits de la personne	15	199 685
Commissaire à la magistrature fédérale	20	381 507
Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature	25	27 532
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	1 245 046
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	6 260 559
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	234 870
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	979 959
Cour suprême du Canada	50	1 081 598
Patrimoine canadien		
Ministère	1	11 075 525
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45	1 330 414
Bibliothèque et Archives du Canada	50	3 637 980
Commission des champs de bataille nationaux	65	374 278
Office national du film	70	602 920
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	90	485 874
Commission de la fonction publique	100	4 988 324
Commission des relations de travail dans la fonction publique	105	620 050
Tribunal de la dotation de la fonction publique	110	214 576
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	115	82 200
Pêches et Océans		
Ministère	1	37 591 668
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	27 380 288

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Conseil canadien des relations industrielles	10	497 747
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	94 541
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	202 283
Ressources naturelles		
Ministère	1	32 964 527
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	1 130 599
Office nationale de l'énergie	25	2 293 084
Administration du pipe-line du Nord	30	60 150
Santé		
Ministère	1	91 451 827
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	496 457
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	11 854
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	403 165
Agence de la santé publique du Canada	40	18 063 286
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	6 876 680
Service canadien du renseignement de sécurité	20	19 404 546
Service correctionnel du Canada	25	49 722 441
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	2 036 162
Bureau de l'enquêteur correctionnel	40	139 615
Gendarmerie royale du Canada	45	93 860 938
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60	79 708
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65	241 497
Transports		
Ministère	1	20 219 048
Office des transports du Canada	25	817 108
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	2 094 018

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Tribunal d'appel des transports du Canada	65	47 191
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	30 763 615
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>814 740 905</i>

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération

173 593 025 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	16 659 223
Agence canadienne de développement international	25	6 299 429
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Agence canadienne de développement économique du Nord	25	246 240
Commission canadienne des affaires polaires	35	20 921
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	1 555 386
Agriculture et Agroalimentaire		
Commission canadienne des grains	30	2 659
Conseil du Trésor		
Commissariat au lobbying	40	198 811
Conseil privé		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	34 447
Commissariat aux langues officielles	20	523 780
Diversification de l'économie de l'Ouest	1	1 212 192
Environnement		
Ministère	1	9 901 727

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Finances		
Ministère	1	2 635 008
Justice		
Cour suprême du Canada	50	834 712
Patrimoine canadien		
Office national du film	70	528 205
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	41 581 400
Conseil canadien des relations industrielles	10	363 630
Ressources naturelles		
Ministère	1	2 945 849
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	297 762
Santé		
Ministère	1	34 311 333
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	144 661
Sécurité publique et Protection civile		
Agence des services frontaliers du Canada	10	11 244 921
Service correctionnel du Canada	25	8 375 146
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	392 323
Bureau de l'enquêteur correctionnel	40	21 877
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65	322 208
Transports		
Office des transports du Canada	25	1 219 046
Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	1	31 720 128
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>173 593 025</i>

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 33 – Report du budget des dépenses en capitale

290 083 172 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent. Les ministères et organismes qui ont un crédit pour dépenses en capital distinct peuvent reporter au plus 20 % du budget des dépenses en capital d'une organisation jusqu'à la fin de l'année. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 33.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	5	42 345 283
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	5	6 000 556
Agence canadienne d'inspection des aliments	25	2 839 595
Environnement		
Ministère	5	7 444 848
Industrie		
Ministère	5	1 122 085
Agence spatiale canadienne	30	7 185 741
Conseil national de recherches du Canada	65	3 288 532
Pêches et Océans		
Ministère	5	21 542 590
Santé		
Ministère	5	2 623 506
Agence de la santé publique du Canada	45	3 376 425
Sécurité publique et Protection civile		
Service correctionnel du Canada	30	54 462 115
Gendarmerie royale du Canada	50	59 636 000
Transports		
Ministère	1	9 939 357
Travaux publics et Services gouvernementaux	5	68 276 539
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>290 083 172</i>

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer les programmes d'énergie propre afin de renforcer l'économie du Canada et d'améliorer sa performance environnementale

Les initiatives en matière d'énergie propre augmentent la production d'énergie propre, améliorent l'efficacité énergétique et réduisent les émissions de gaz à effet de serre et les autres polluants. Ces fonds seront utilisés pour accorder des subventions aux propriétaires qui prennent des mesures d'efficacité énergétique; pour financer des activités de recherche, de développement et de démonstration relatives aux technologies axées sur l'énergie propre, et pour rehausser l'efficacité énergétique par l'établissement de règlements, de normes et d'outils d'information. Les fonds accordés à Affaires indiennes et du Nord canadien seront consacrés à une initiative du programme d'écoÉNERGIE pour les collectivités autochtones et nordiques.

Affaires indiennes et du Nord canadien	3 813
Ressources naturelles	469 667
Total	473 480

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés

Ce montant appuiera le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, afin de réduire et éliminer éventuellement la responsabilité financière fédérale pour les sites contaminés. Les fonds demandés dans le présent Budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral pour qu'ils poursuivent l'évaluation et l'assainissement des sites contaminés et/ou la gestion des risques y afférents.

Affaires indiennes et du Nord canadien	109 097
Agence Parcs Canada	2 845
Agriculture et Agroalimentaire	332
Commission de la capitale nationale	3 300
Conseil national de recherches du Canada	136
Défense nationale	64 696
Environnement	6 706
Gendarmerie royale du Canada	828
Industrie	53
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	875
Pêches et Océans	5 169
Ressources naturelles	304
Santé	3 722
Secrétariat du Conseil du Trésor	492
Service correctionnel du Canada	1 157
Transports	13 007
Travaux publics et Services gouvernementaux	5 176
Total	217 895

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour le renouvellement du Programme réglementaire sur la qualité de l'air

L'objectif du Programme réglementaire sur la qualité de l'air consiste à améliorer la qualité de l'air par l'élaboration et la mise en application de règlements. Ce financement permettra d'appuyer les efforts déployés à toutes les étapes du cycle de réglementation, du fondement scientifique en passant par l'analyse de la politique jusqu'à la production de rapports et à l'application de la réglementation. Ces efforts contribueront à la mise en œuvre d'un plan réglementaire quinquennal qui s'harmonise aux mesures prises par les États-Unis et vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Ce financement servira également à la recherche sur les retombées des sables bitumineux et permettra d'assurer la mise en œuvre permanente du Système de gestion de la qualité de l'air, système de normalisation pancanadien sur la qualité de l'air, qui facilitera la gestion des polluants atmosphériques à l'échelle nationale.

Conseil national de recherches du Canada	1 666
Environnement	84 488
Santé	25 613
Total	111 767

Fonds pour protéger la santé des Canadiens et l'environnement grâce au renouvellement du Plan de gestion des produits chimiques

Aux termes du Plan de gestion des produits chimiques, les produits chimiques répertoriés en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et les autres produits qui constituent une menace éventuelle en raison de leur présence dans des produits de consommation, des aliments, des médicaments et des pesticides ou par suite d'urgences industrielles ou environnementales sont évalués afin de déterminer les risques qu'ils posent pour la santé et pour l'environnement. Des stratégies de gestion des produits chimiques et d'observation sont ensuite établies lorsque l'analyse des risques en établit la nécessité.

Environnement	25 127
Santé	64 432
Total	89 559

Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs

Le programme Infrastructure de loisirs du Canada a été créé pour stimuler l'économie canadienne en versant des contributions pour les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs comme les arénas, les gymnases, les piscines et les espaces de loisirs en plein air, en mettant l'accent sur la remise en état et les réparations.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2011-2012

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario 36 684

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012

Agence canadienne de développement économique du Nord 22
 Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec 16 793
 Agence de promotion économique du Canada atlantique 3 376
 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 14 854

Total 35 045

Total cumulatif pour 2011-2012 71 729

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Les présents fonds seront utilisés pour appuyer les campagnes et les activités de publicité visant à informer la population canadienne au sujet des divers programmes et services gouvernementaux.

Affaires indiennes et du Nord canadien	200
Agence du revenu du Canada	1 000
Anciens combattants	500
Citoyenneté et Immigration	5 500
Conseil privé	150
Finances	2 400
Patrimoine canadien	2 700
Ressources humaines et Développement des compétences	9 500
Ressources naturelles	6 000
Santé	6 000
Total	33 950

Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche

Le but du Programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche est de financer des centres d'expertise en commercialisation et en recherche, reconnus à l'échelle internationale, dans quatre secteurs prioritaires : science et technologies environnementales; ressources naturelles et énergie; science et technologies de la santé et de la vie; technologies de l'information et des communications. Les fonds inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à verser des subventions aux centres choisis dans le cadre du troisième concours de ce programme.

Conseil de recherches en sciences humaines	3 005
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	18 045
Instituts de recherche en santé du Canada	10 226
Total	31 276

Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes des visas temporaires

Ces fonds serviront à appuyer la planification et la conception des systèmes, des processus et de l'infrastructure nécessaires pour paver la voie à une mise en œuvre réussie de la biométrie en tant qu'outil capable d'améliorer la gestion de l'identité dans le cadre du Programme des résidents temporaires.

Agence des services frontaliers du Canada	3 404
Citoyenneté et Immigration	11 701
Gendarmerie royale du Canada	10 057
Total	25 162

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la mise en œuvre du programme pilote d'adoption des technologies numériques afin d'aider les petites et moyennes entreprises à adopter plus rapidement les technologies de l'information et des communications

Le Programme pilote d'adoption des technologies numériques (PPATN) accélère l'adoption des technologies numériques afin d'accroître la productivité en fournissant des conseils et une aide financière aux petites et moyennes entreprises; en recueillant de l'information et des données sur les leçons tirées par la clientèle durant le processus d'adoption; en diffusant les leçons tirées et les pratiques exemplaires afin d'informer l'ensemble des petites et moyennes entreprises au Canada; et en faisant mieux connaître les effets positifs de l'adoption des technologies numériques sur la productivité, la compétitivité et la capacité d'innovation des petites et moyennes entreprises. Le PPATN maximise l'utilisation des ressources offertes par les collègues locaux et à en tirer parti en fournissant des services aux petites et moyennes entreprises pour les aider à réaliser leurs projets d'adoption des technologies numériques.

Conseil national de recherches du Canada	19 370
Industrie	500
Total	19 870

Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique

La génomique est la science qui étudie les séquences d'ADN, les fonctions des milliers de gènes que contiennent les organismes vivants et la complexité de leurs interactions multiples. Ce fonds appuie les travaux de recherches en génomique à l'égard de questions cruciales, soit la protection et l'amélioration de la santé humaine, la mise au point de nouveaux traitements pour des maladies chroniques et infectieuses, la protection de l'environnement et la gestion des ressources agricoles et naturelles de manière durable.

Agence de la santé publique du Canada	1 869
Agriculture et Agroalimentaire	5 340
Conseil national de recherches du Canada	6 030
Environnement	950
Pêches et Océans	855
Ressources naturelles	1 848
Santé	1 900
Total	18 792

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour aider les Canadiens à s'adapter aux incidences des changements climatiques dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada

Ce financement permettra d'élaborer des outils et d'établir les connaissances nécessaires pour réduire les risques au minimum et exploiter les nouvelles possibilités découlant des changements climatiques. En particulier, il permettra de renforcer la capacité de prédire et d'évaluer les retombées des changements climatiques, de s'appuyer sur les efforts déployés précédemment pour que le système de santé réponde mieux aux risques que posent les changements climatiques pour la santé, de contribuer à la prise en compte des risques climatiques dans l'élaboration des normes et des codes du bâtiment pour les infrastructures du Nord, d'appuyer la planification des mesures d'adaptation dans les communautés autochtones et du Nord et d'établir des partenariats régionaux à l'appui de l'intégration de l'adaptation des outils et des pratiques de gestion des risques dans les processus décisionnels pour les grands secteurs économiques.

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 423
Agence de la santé publique du Canada	1 512
Agence Parcs Canada	484
Conseil canadien des normes	500
Environnement	5 141
Pêches et Océans	2 130
Ressources naturelles	3 700
Santé	1 930
Transports	351
Total	17 171

Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser

Les présents fonds seront utilisés pour appuyer les activités quotidiennes de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser, couvrir les coûts afférents aux consultations juridiques et à la gestion des documents, et rembourser les coûts liés à la comparution de témoins devant la Commission. Le mandat de la Commission comporte deux volets, soit celui de mener une enquête factuelle sur les populations de saumon rouge du fleuve Fraser et de procéder à l'examen des politiques et des pratiques de Pêches et Océans en matière de gestion des pêches, et celui de formuler des recommandations relativement à la durabilité future des pêches.

Conseil privé	10 559
Pêches et Océans	5 315
Total	15 874

Fonds pour réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre liés au transport dans le cadre du Programme de la qualité de l'air du Canada

Ce fonds appuie la réduction de la pollution causée par le transport et les émissions de gaz à effet de serre au moyen de règlements (transport aérien, maritime et ferroviaire) et de mesures incitatives ciblées pour faciliter l'adoption de technologies et de pratiques propres. Le programme fera la promotion de pratiques visant à faciliter la circulation, à optimiser l'utilisation des réseaux de transport et à réduire la consommation d'essence et les coûts connexes.

Environnement	1 711
Transports	12 804
Total	14 515

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour lutter contre le passage de clandestins

Ces fonds fourniront des ressources affectées à l'enquête et au démantèlement de réseaux de passage de clandestins. Les mesures soutenues comprennent notamment une augmentation du nombre d'agents d'intégrité des mouvements migratoires et des agents des liaisons internationales en Asie du Sud-Est, ainsi que la création du Bureau du conseiller spécial en matière de passage de clandestins et de migration illégale.

Affaires étrangères et Commerce international	5 978
Agence des services frontaliers du Canada	1 508
Conseil privé	1 007
Défense nationale	662
Gendarmerie royale du Canada	4 614
Total	13 769

Fonds pour la mise en œuvre continue de la taxe de vente harmonisée, du crédit pour taxe de vente harmonisée et du crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable

Ce fonds appuiera l'administration de la taxe de vente harmonisée, ainsi que la perception de la taxe liée aux importations non commerciales.

Agence des services frontaliers du Canada	11 205
Finances	1 566
Statistique Canada	775
Total	13 546

Fonds pour maintenir le déploiement de policiers en Haïti afin de contribuer aux efforts de stabilisation et de reconstruction suivant le tremblement de terre

Les policiers affectés à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti supervisent, conseillent et forment la Police nationale d'Haïti en évaluant et en déterminant les normes de formation actuelles et les besoins en la matière. Ce fonds permettra aux policiers canadiens de continuer de travailler en collaboration avec leurs homologues haïtiens pour revenir à un environnement plus sûr et plus stable.

Affaires étrangères et Commerce international	2 916
Gendarmerie royale du Canada	9 281
Total	12 197

Fonds pour la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812

Ce fonds sera utilisé pour sensibiliser et informer le public à l'égard de la guerre de 1812 et de son importance au regard du développement du Canada, pour appuyer les activités et les événements communautaires, et pour financer des projets d'immobilisation dans les sites historiques nationaux afin de perpétuer les effets de la commémoration.

Agence Parcs Canada	4 860
Musée canadien des civilisations	665
Patrimoine canadien	4 839
Total	10 364

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

Ce fonds appuie la collecte et l'analyse de données financières, la tenue d'enquêtes criminelles, l'exécution de poursuites, ainsi que la réalisation d'inspections frontalières afin de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2011-2012

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada 14 670

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012

Agence des services frontaliers du Canada 2 939

Bureau du directeur des poursuites pénales 955

Gendarmerie royale du Canada 6 283

Total 10 177

Total cumulatif pour 2011-2012 24 847

Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada

Grâce à ces fonds, trois projets et une initiative de programme peuvent être entreprises dans le cadre de l'Initiative sur l'interopérabilité et la gérance financières, afin d'améliorer l'interopérabilité et l'efficacité des systèmes d'information financière, d'aider davantage les sous-ministres à exercer leur rôle d'administrateur des comptes et de faciliter le passage aux états financiers vérifiés.

Secrétariat du Conseil du Trésor 4 139

Travaux publics et Services gouvernementaux 1 365

Total 5 504

Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada

Ces fonds permettront aux partenaires de prestation du gouvernement fédéral associés au programme Chantiers Canada de s'acquitter de leurs responsabilités quant à la réalisation de grands projets d'infrastructure et de projets d'infrastructure axés sur les collectivités propres à ce programme. Ces responsabilités comprennent la supervision des projets, la gestion des finances et de l'information, la vérification, les rapports sur le rendement, les évaluations environnementales et les communications.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec 1 320

Agence de promotion économique du Canada atlantique 504

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario 1 432

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 1 997

Transports 124

Total 5 377

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour le renouvellement du Programme canadien sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre

Les fonds aideront à atteindre l'objectif du Programme canadien sur les crimes de guerre consistant à refuser l'asile au Canada à des personnes qui risquent d'avoir perpétré directement ou qui ont coopéré avec d'autres personnes ayant perpétré des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des actes de génocide. Le programme a pour but de détecter les présumés auteurs de crimes de guerre, d'enquêter sur eux et, s'il y a lieu, de les traduire en justice et d'empêcher l'entrée au Canada de présumés criminels de guerre.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2011-2012

Justice 4 628

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012

Citoyenneté et Immigration 1 848

Gendarmerie royale du Canada 620

Total 2 468

Total cumulatif pour 2011-2012 7 096

Fonds pour appuyer la recherche internationale sur l'incidence des changements climatiques concernant plus particulièrement les populations vulnérables

Le fonds vise à appuyer les équipes de recherche multinationales qui poursuivent les objectifs suivants : mieux comprendre les effets des facteurs de stress climatiques et autres sur la santé des populations, des ressources et des écosystèmes vulnérables et la possibilité que ces facteurs creusent les inégalités qui existent entre les divers pays et à l'intérieur de ceux-ci; établir des politiques et des pratiques visant à aider les populations et les secteurs vulnérables à s'adapter aux changements climatiques; former le personnel et établir des réseaux pour renforcer la capacité des gouvernements, du secteur privé et de la société civile de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets.

Conseil de recherches en sciences humaines 324

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 500

Instituts de recherche en santé du Canada 700

Total 1 524

GRAND TOTAL 1 235 264

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de 1 \$ permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Les virements de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Les virements entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts, aux investissements et aux avances. Ces crédits sont précédés de la lettre « L ».
5. *Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant* – Le budget supplémentaire des dépenses peut servir à créer un nouveau crédit, ainsi que le libellé correspondant, qui accordera l'autorisation à l'organisation tel que précisé dans le nouveau libellé du crédit.

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour augmenter de 1 936 000 \$ le programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.
Sécurité publique et Protection civile – Service correctionnel du Canada	25b	Pour augmenter de 11 565 \$ la subvention pour l'obtention d'une place en psychiatre.

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour autoriser le virement de 1 936 000 \$ du crédit 30 (Industrie) pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.
Patrimoine Canadien – Commission de la fonction publique	100b	Pour autoriser le virement de 543 528 \$ du crédit 102 (Patrimoine Canadien) pour virer les crédits réputés avoir été affectés à la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique connu sous le nom d'Unité de dotation électronique.
Pêches et Océans	10b	Pour autoriser le virement de 2 055 205 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer des projets dans le cadre du Programme des ports pour petits bateaux (713 900 \$) pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans (638 994 \$); pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programmes de contribution à la recherche universitaire) (552 311 \$); pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques) (150 000 \$).
Ressources naturelles – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 2 700 000 \$ du crédit 1 (Ressources Naturelles) pour l'initiative de la région de Port Hope.
Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada	50b	Pour autoriser le virement de 9 687 732 \$ du crédit 55 (Transports) pour gérer la prolongation du Fonds de stimulation de l'infrastructure.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 175 000 \$ du crédit 15 (Sécurité publique et Protection civile) pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	17b	Pour autoriser le virement de 70 140 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) pour les programmes de pensions, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employés recrutés sur place.
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d'inspection des aliments	20b	Pour autoriser le transfert de 7 215 136 \$ du crédit 1 (Agriculture et agroalimentaire) pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments) (4 575 400 \$); pour soutenir l'étude de base nationale relative à <i>Salmonella et Campylobacter</i> chez le poulet de chair (Fonds Agri-flexibilité) (2 029 900 \$); pour aider l'Organisation mondiale de la santé animale à fournir une expertise canadienne quant aux activités de renforcement des capacités et aux activités régionales, lesquelles contribuent à l'établissement de normes fondées sur la science à l'appui de la sécurité des échanges (569 436 \$); et pour partager la responsabilité financière pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger (40 400 \$).
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d'inspection des aliments	25b	Pour autoriser le transfert de 634 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	10b	Pour autoriser le virement de 177 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone (127 000 \$); pour collaborer à une étude de recherche sur l'état actuel et futur de la diffusion des arts au Canada (50 000 \$).
Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada	50b	Pour autoriser le virement de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour financer l'acquisition et la conservation de films conformément à la composante relative à la préservation et à l'accès de la Politique canadienne du long métrage.
Patrimoine canadien – Société du Centre national des Arts	60b	Pour autoriser le virement de 150 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour l'édition 2011 du festival biennal "Zones théâtrales" dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec.
Pêches et Océans	10b	Pour autoriser le virement de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour des investissements dans des initiatives de prévention et de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources humaines et Développement des compétences – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	26b	Pour autoriser le virement de 8 857 151 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) lié au transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme au portefeuille de Ressources humaines et Développement des compétences en raison de la restructuration du gouvernement.
Ressources humaines et Développement des compétences – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	28b	Pour autoriser le virement de 18 456 422 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien) lié au transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme au portefeuille de Ressources humaines et Développement des compétences en raison de la restructuration du gouvernement.
Ressources Naturelles – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 3 057 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour la construction du Centre de formation des Forces Canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut) (2 762 000 \$) et pour la sécurité publique relativement à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire (295 000 \$).
Ressources Naturelles – Office national de l'énergie	25b	Pour autoriser le virement de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Ressource Naturelles) pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique.
Sécurité publique et Protection civile – Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60b	Pour autoriser le virement de 480 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) pour des fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuelle à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.
Transports – Tribunal d'appel des transports du Canada	65b	Pour autoriser le virement de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports) pour absorber une hausse de la charge de travail résultant d'un champ de compétence élargie dans les secteurs maritimes et ferroviaires, notamment un plus grand nombre de membres au Tribunal, et une croissance anticipée du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires.
Travaux publics et Services gouvernementaux – Société du Vieux-Port de Montréal inc.	13b	Pour autoriser le transfert de 24 826 375 \$ du crédit 25 (Conseil privé) pour le transfert de la Société du Vieux-Port de Montréal inc. du portefeuille du Conseil privé au portefeuille de Travaux publics et Services gouvernementaux en raison de la réorganisation du gouvernement à la suite de laquelle la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a été désignée ministre responsable de la Société immobilière du Canada Limitée et incluant sa filiale de la Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	15b	Fonds renouvelable du Bureau des passeports – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 4(3) de cette Loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à 131 204 000 \$, à compter du 1^{er} avril 2011 , le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada.
Finances – Ministère	L15b	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 620 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.

5. Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	17b	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, incluant les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera.
Ressources humaines et Développement des compétences – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	26b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un Ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.
Ressources humaines et Développement des compétences – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	28b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.